

présent, les deux royaux au président communiqué - (AFP)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUET
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-26
Tél. : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 44-60-72-72. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Régies Europe SA

Imprimerie
du « Monde »
112, rue M.-Grosjean
94852 IVRY CEDEX
Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Remboursement sur les microfilms et
index du Monde n° (1) 40-65-25-33

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres CET
3 mois	400 F	575 F	790 F
6 mois	800 F	1 125 F	1 580 F
1 an	1 620 F	2 265 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP. Paris 15 301 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne : gérant
directeur de la publication
Bruno Fregat
directeur de la rédaction
Jacques Châty
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Vice-Président
Jacques Amélie
Thomas Foréster
Philippe Hérin
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauriol (1989-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Pottier (1993-1994)

DATES

Il y a cent ans

Le choléra envahit l'Empire des tsars



Lors de l'épidémie d'Astrakhan, l'un des médecins de l'hôpital des cholériques fut brûlé vif.

L'ANNÉE 1892 n'est pas celle qui a laissé les meilleurs souvenirs dans l'histoire de France. A peine sorti du boulangisme, le pays plongeait dans les affaires. Le monde politique était éclaboussé par le scandale de Panama. Le président Carnot se résignait à céder, au conseil des ministres, Constant, chargé de l'intérieur, dont il disait qu'après tout les braconniers peuvent être les meilleurs gardes-chasse. Le climat social n'était pas plus serein et la grève des mineurs éclatait à Carmaux. De laurés, encore radical, elle allait faire un socialiste. Les anarchistes fabriquaient leurs bombes : entre janvier et son arrestation en mars, Ravachol tenta quatre fois de frapper. Seule consolation pour les partisans du régime, Léon XIII prêchait le ralliement à la République.

C'était, à l'Ouest, le temps de la jeune République incertaine et que beaucoup croyaient marquée. Au même moment, à l'extrême est du continent, le maître d'un vaste empire pouvait penser qu'il avait définitivement brisé les terroristes, qui avaient si tragiquement marqué le règne de son père. Pas question pour Alexandre III de reprendre les projets de réforme inaugurés sous Alexandre II, et abandonnés pour cause de terrorisme. Le souverain de la fin du siècle pensait qu'entre le conservatisme le plus franc - le plus obtus, disaient d'ailleurs - et les saugrenues billevesées révolutionnaires il n'y avait rien.

Un mal venu de Perse

Les apparences lui donnaient raison. Les mesures policières avaient en effet mis fin au terrorisme. Le confortait dans sa volonté de ne supporter aucun intermédiaire entre le peuple et lui. Donc, il fallait mettre au pas les zemstvos, sorte de pouvoir régional installé par Alexandre II.

Dans ce régime, il n'y avait pas de place pour la Constitution que réclamaient les libéraux et qu'Alexandre II s'appropriait à accepter lorsqu'il fut assassiné. Il fallait plutôt fermer la « boutique de bavardage ».

Pendant ce temps, le gouvernement était équipé l'immense pays. Il le dotait d'un réseau de communications, avec le Transcaucasien, le Transcaspien, le Transsibérien. Les sept dernières années du règne d'Alexandre II avaient vu le choléra envahir le pays. Cette épidémie n'avait rien d'exceptionnel : c'était la cinquième du siècle et pas la plus meurtrière : 604 406 malades et 293 744 morts dénom-

brés en 1892 contre 742 439 malades et 609 150 morts en 1849. Mais ce fut la plus importante par les mouvements divers qu'elle provoqua, et à terme par ses conséquences politiques. L'épidémie de 1892 a fait l'objet d'un travail remarquable de M. Sylvain Bessidoux, le dernier des historiens du règne d'Alexandre III (1). Ce chercheur a épluché les archives conservées à Moscou et compilées pour l'essentiel des rapports des gouvernements. Ces textes permettent de dessiner la carte du développement de la maladie. Ils révèlent aussi un régime enfermé dans son système autocratique, incapable de comprendre, donc de réagir, une société en mutation.

C'est le 12 mai 1892 qu'est signalé le premier cas de choléra. Cela se passe à Kaakha, une station du Transcaucasien. Le mal vient directement de Perse, et probablement de plus loin encore, de l'Inde. Il va s'infiltrer avec une vitesse prodigieuse par les fleuves et les voies ferrées, avec des points aux confluent de l'eau et du rail. Il est véhiculé par des travailleurs saisonniers et trouve un milieu exceptionnellement favorable dans les populations misérables de paysans et de pêcheurs. Il faut dire que l'année du choléra suit l'année de la famine. Les organismes sont particulièrement affaiblis. On peut reprendre le mot de Fénelon sur la France de 1694, lorsque, selon M. Le Roy-Ladurie, peut-être un dixième des sujets de Louis XIV moururent de faim et d'épidémie en deux ans. Ce pays, disait l'archevêque de Cambrai, est « un

grand hôpital désolé sans provisions ».

En 1892, les habitants illettrés des rives de la Volga n'ont aucune notion des règles d'hygiène élémentaire. Ils absorbent de l'eau contaminée (le fleuve épargnera les Tatars, qui ont l'habitude de faire bouillir l'eau). Les médecins de l'époque ne savent trop quelle est la cause du choléra et se disputent sur les moyens d'y remédier. La thèse de la contagion l'emporte. Pour enrayer l'épidémie, il faut d'abord mettre en quarantaine les suspects. Cette thérapeutique est appliquée avec des moyens dérisoires et dramatiques. Les bateaux sont bloqués au large d'Astrakhan. L'un d'eux y restera du 9 juin au 3 juillet, attendant la visite des inspecteurs. Il y eut des morts de maladie et d'épuisement. Les suspects sont envoyés dans le navire-hôpital.

La rumeur meurtrière

D'autres inspecteurs n'opèrent à terre. Ils se voient de force. L'hôpital et isolent tous ceux qui présentent des signes inquiétants. Ils parcourent les trains pour dépister les porteurs du mal. C'est alors que l'épidémie se transforme en une gigantesque pandémie de société, comme on dirait de nos jours.

Entre le tsar et le peuple, n'y a-t-il rien ? Si, en ces semaines dramatiques, faite d'une politique d'information, il y a la rumeur meurtrière. Les gouverneurs des provinces doivent réagir au moindre trouble. Si l'agitation sort de l'ordinaire, ils incriminent les

« meneurs socialistes », les chefs d'orchestre plus ou moins clandestins. Ils croient encore que le peuple, lui, expliquera comme toujours cette nouvelle catastrophe par la fatalité.

Mais le peuple ne réagit plus comme il le faisait avant les réformes avortées d'Alexandre II. Un espoir emplit les campagnes : le tsar s'approprierait enfin à partager les domaines, et à donner les parcelles aux paysans libérés du servage, mais privés de terres. Le tsar n'a rien fait ? Il en a été empêché par un complot des grands propriétaires. Ce bruit ne correspond à aucune réalité, mais, en cette année 1892, il fait avec le choléra un mélange explosif. Les populations terrorisées par la progression de l'épidémie croient que les malades sont empoisonnés par les propriétaires. Pour se débarrasser des moujiks qui espèrent récupérer leurs terres, ces propriétaires se servent des médecins des zemstvos. S'ils embauchent de force les malades, c'est simplement pour les amener au « moujok ». Voilà ce qui se dit.

La crise de 1892 montre ainsi les méfaits d'une réforme mal conduite et de surcroît paralysée. La création de dispensaires par les zemstvos marquait un progrès. Mais avec les moyens misérables dont ils disposent, les médecins des dispensaires et leurs auxiliaires sont mal considérés. Alors les malades réels ou potentiels se débattaient contre ceux qui voulaient les soigner. Certains - par exemple un nommé Popov - sont massacrés. Les paysans sont eux-mêmes rangés parmi les assassins : ils sont accusés de verser, par ordre des propriétaires, du poison dans la communauté.

Révoltes contre les institutions

Le mal et la douleur conjugués à l'ignorance créent la fureur. Et la fureur provoque les révoltes. Des boutiques, des bâtiments sont incendiés et des personnes brûlées vives, comme ce fut le cas les 2 et 3 août à Louznika. Le bassin minier, à son tour, est entré en ébullition. L'année 1892 est, écrit M. Bessidoux, celle de « l'émeute du choléra ». Les révoltes se mettent en cause le tsar lui-même, mais ils attaquent toutes les institutions sur lesquelles était fondé le régime : gouverneurs, police, Église, etc. Le souverain encore épargné survit à crédit, mais il ne le sait pas.

BIBLIOGRAPHIE

Mururoa ou l'écho de Bougainville

Quoi de commun entre le chevalier de Bougainville et Mururoa (1) ? Quoi de semblable entre la découverte étonnante de Tahiti, « Nouvelle-Cythère » qui enflema tant l'imagination des prophètes du paradis perdu, et l'atoll nucléaire ? « Une affaire d'Etat », répondent Jean Chesneau et Nic Maclellan. Au fil d'une balade chronologique de la saga de la France aux mers du Sud, les auteurs démontent les mécanismes de ce « grand dessin » qui conduisit l'Etat français, au nom d'un « mandat éminent », à insérer dans son giron des « terres de souveraineté » aux antipodes.

Deux siècles durant, de Nourméa à Papéete, jusqu'au lilliputien Wallis-et-Futuna, c'est cette même impulsion étatique qui tisse les réseaux de ce que les auteurs appellent la « Francosésie », c'est-à-dire la projection tropicale de la puissance française. Inévitablement, il s'agit de redéployer ses forces, de « rebondir » après des revers essuyés sur les vieux continents, ou à leurs portes. Est-ce un hasard si l'entreprise débute en 1763 au lendemain de l'échec contre l'Angleterre dans la guerre de Sept Ans ? Ou si elle connaît la consécration à l'issue de la guerre d'Algérie avec le transfert en 1964 des camps militaires de Reggane à Mururoa ?

Les bonnes raisons à cette croisade dans le Grand Océan ne manquent pas. Il y a urgence à contrer les menaces de la perle d'Albion, de l'Allemagne, puis de l'URSS ou encore de l'Australie, quitte à s'épuiser dans un « complexe obsessionnel » envers un environnement réputé hostile. A moins qu'il ne s'agisse de tirer parti d'une position privilégiée au cœur du Pacifique, « nouveau centre du monde », fameuse théorie dont les auteurs suggèrent qu'elle « n'est sans doute qu'un leurre ». Icons de l'histoire, même les voyageurs indignés que furent Paul Gauguin ou Victor Segalen sont aujourd'hui « requis d'accorder leur investiture posthume » à cette France australe. L'imaginaire culturel, lui aussi, fut pris de servir la

L'épidémie fit peut-être une victime de marque : Tchaïkovski. Il aurait ressenti le mal le 9 mai 1893 en sortant du Théâtre Marie, à Saint-Petersbourg (mais cette version de la mort du compositeur ne fait pas l'unanimité chez les historiens de la musique).

Le choléra mobilise un autre grand de la culture russe, le docteur Tchekhov. Après avoir fait un long voyage à Sakhaline et dénoncé les conditions de vie des forçats, l'auteur d'Oncle Vanja venait d'acheter sa propriété de Melikhovo.

Lorsque l'épidémie gagna la région, Anton Tchekhov installa chez lui un dispensaire. Le mal que le médecin tenta de juguler n'inspira pas l'écrivain, comme l'avait fait le bague. On ne trouve trace de cette tragédie dans son œuvre, et sa correspondance montre surtout à cette époque une immense lassitude. Il écrit le 7 août à son ami l'éditeur Souvorine : « Je suis le plus malheureux de tous les docteurs. Mes chevaux et ma voiture ne valent rien. Je ne connais pas les routes. Je n'ai pas d'argent. Le soir je ne vois rien, je me fatigue vite. Vous l'avez vu, je ne peux jamais oublier qu'il me faut écrire, j'ai grande envie d'envoyer promener le choléra et de me mettre à écrire. » Le 16 août, même refrain dans une nouvelle lettre à Souvorine : « Je m'ennuie. Ne pas appartenir à soi-même, ne penser qu'aux diarrhées, travailler la nuit lorsqu'on frappe au portail... Voyager avec de mauvais chevaux sur des chemins incertains, ne lire que des livres sur le choléra, attendre que le choléra et être en même temps complètement indifférent à cette maladie et à ces gens que l'on sert. »

Anton Tchekhov s'inquiétait davantage de sa propre tuberculose. Il connaissait la gravité de son état, mais ignorait le moyen d'y remédier. Il savait que ses jours étaient comptés - il s'était plus que douze ans à vivre. Dans cette dernière période, il sut quand même le temps de publier - ou de faire représenter - la Mouette, Oncle Vanja, les Trois Sœurs, la Cerisaie...

BERNARD FÉRON

(1) Alexandre III, éd. Sedis, 1991. M. Bessidoux a eu l'obligeance de nous communiquer son ouvrage, malheureusement encore inédit, sur la révolte du choléra.

FÉDÉRIC BOBIN

On aura deviné que les auteurs ne témoignent guère de tendresse pour les modalités d'une présence qui est longtemps restée « imperméable aux modes de pensée des peuples du Pacifique ». Mais il y a du dépit dans leur sentence. Car, loin des filologies cartésiennes, ils appellent de leurs vœux une France qui, délestée de « ses rétrogrades ethnographiques » et forte de sa différence latine, serait en mesure d'instiller « une saine et saine diversité » dans un Pacifique « guetté par une mondialisation à l'anglo-saxonne ». Il faudrait bien sûr pour cela que Mururoa cesse de frapper l'écho à Bougainville. Pour l'heure, l'écho est « suspendu ».

(1) Les auteurs ont pris le parti d'orthographier ces atoll Mururoa, et non Mururoa, afin d'en respecter le nom traditionnel.

► La France dans le Pacifique. De Bougainville à Mururoa, de Jean Chesneau et Nic Maclellan. La Découverte/Essais, 233 pages, 140 F.

“GRAND JURY”
RTL - Le Monde

RENÉ
TEULADE
MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES

ANNÉ PAR
HENRI MARQUE

18H30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR
RTL

ÉTRANGER

Les troubles et les efforts de coopération dans l'ex-URSS

● Echec de M. Moutalibov en Azerbaïdjan ● Signature d'un « pacte de sécurité collective » par six Etats de la CEI

Les Etats-Unis se sont déclarés « profondément préoccupés par l'instabilité politique en Azerbaïdjan », où le Front populaire, principal mouvement d'opposition, affirme avoir pris le pouvoir vendredi 15 mai. Samedi matin, Bakou était calme. Les dirigeants du Front populaire, qui ont mis fin à l'état d'urgence décrété par l'ex-président Moutalibov et suspendu les activités du Parlement, ont déclaré à la télévision vouloir coopérer avec toutes les forces politiques et promis de nouvelles élections.

MOSCOU

de notre correspondant

La profession de foi de M. Alaz Moutalibov envers la CEI ne lui a pas réussi, et les présidents réunis à Tachkent se sont félicités en peu de temps de la remise en selle de l'ex-président d'Azerbaïdjan. A peine réinstallé dans ses fonctions par le Parlement, M. Moutalibov avait déclaré que le salut de son pays passait par une adhésion plus étroite à la CEI et par la coopération avec la Russie. Mais, alors même qu'à Tachkent un porte-parole du comité d'organisation du sommet se félicitait son retour aux affaires, à Bakou, la foule des manifestants grossissait pour atteindre plusieurs centaines de milliers de personnes. En fin de journée, les formations armées du Front populaire (l'opposition nationaliste) et les manifestants avaient pris le contrôle du Parlement, du palais présidentiel, de la télévision et de la radio. Samedi matin, le sort de M. Moutalibov restait incertain. Un porte-parole du Front populaire se faisait seulement l'écho de rumeurs, en

demeurant très « classiques », selon lesquelles l'ex-président aurait trouvé refuge dans les sous-sols du bâtiment du KGB.

L'ancien premier secrétaire du parti a en tout cas totalement échoué dans sa tentative de reprendre en main le pays sous le prétexte de faire face aux « agressions arméniennes », et les décrets instituant l'état d'urgence et le couvre-feu et ordonnant la suspension des organisations politiques sont restés sans le moindre effet. Le Parlement, où les ex-communistes jouissent d'une majorité artificielle, a joué le rôle de l'arroseur arrosé, en se lançant dans cette opération essentiellement destinée à empêcher la tenue des élections présidentielles fixées au 7 juin. Le Front populaire, qui sort pour l'instant vainqueur de l'épreuve de force, est en outre plus déterminé que jamais à ce que ces élections aient lieu.

Une confédération ?

En attendant, le pays, où les adversaires de M. Moutalibov et plus généralement de l'ancien système ne sont nullement moins restés confrontés au problème que jour plus aigu de son conflit avec l'Arménie, et de nouvelles défaites militaires pointent à l'horizon. La Turquie, qui constitue le principal lien du soutien international pour l'Azerbaïdjan, vient d'ailleurs de faire savoir que, si les Azeris continuent à s'entre-déchoir, ils devraient renoncer à tout espoir de conserver le Haut-Karabakh, désormais à peu près totalement contrôlé par les Arméniens.

Le « pacte de sécurité collective » signé par six des participants au sommet de Tachkent pourrait d'ailleurs constituer un nouveau motif d'inquiétude pour

les Azeris, puisque l'Arménie y a adhéré, aux côtés de la Russie et de quatre Républiques d'Asie centrale, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Il stipule qu'« une agression contre l'un de ses membres sera considérée par les autres comme une agression contre eux tous », et pourrait donc théoriquement permettre à l'Arménie de solliciter l'aide officielle de la Russie au cas où elle s'estimerait attaquée par l'Azerbaïdjan.

Ce pacte de sécurité est en fait le résultat essentiel de ce cinquième sommet, qui a eu quelque sorte tous ses promesses, puisqu'il n'a permis de résoudre aucun des conflits d'héritage qui opposent les membres de la CEI, mais a posé les premiers jalons d'une nouvelle forme d'as-

sociation lorsqu'il sera devenu parfaitement évident que l'actuelle Communauté est à bout de souffle. Une association qui risque fort d'être restreinte, et géographiquement décalée vers l'est, puisque non seulement l'Ukraine figurent parmi les non-signataires d'un pacte dont ces pays ont d'autant plus de raisons de se méfier que la Russie a très fortement poussé à son adoption. Le Kirghizistan, dont le président, retenu par un voyage en Chine, n'était pas venu à Tachkent, et qui semble décidément prendre ses distances, n'a pas signé non plus.

Certes, des adhésions ultérieures sont possibles : le président biélorusse Chaouchkevitch a déclaré qu'il était plutôt favorable au pacte, mais a invoqué des

arguments d'ordre constitutionnel pour demander le temps de la réflexion, tandis que M. Eltsine affirmait que les non-signataires « n'avaient pas compris » de quoi il s'agissait et ignoraient la réalité de la situation militaire dans l'ex-URSS. Cela n'a pas empêché son « secrétaire d'Etat », M. Guennadi Bourboulis, de voir dans ce pacte la base d'une future « confédération » d'Etats ex-soviétiques. Ce serait sans doute la pour la Russie un moyen de conserver une influence déterminante au-delà de ses frontières, mais consacrerait aussi l'émancipation des Républiques slaves, et donc l'échec du schéma initialement imaginé, celui d'un ensemble dont le cœur aurait été constitué par la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie. En attendant, la situation est passa-

blement confuse, nu, si l'on préfère, évalutive. L'apparition du « pacte de sécurité » ne signifie pas la dissolution officielle des forces unifiées de la CEI.

Leur commandant en chef, le maréchal Chapochnikov, a indiqué qu'il faudrait conserver une structure de commandement central tant que des armes nucléaires resteraient déployées sur le territoire de plusieurs Etats - état de choses qui devrait théoriquement cesser fin 1994. Par la même occasion, le maréchal Chapochnikov a réitéré son « inquiétude » à la suite des décisions « unilatérales » par lesquelles l'Ukraine a placé sous son autorité les forces stratégiques placées sur son territoire.

Comme d'habitude, ce sommet, d'autant plus chargé que l'ordre du jour était chargé, a été marqué par la signature d'un grand nombre d'autres accords concernant par exemple la préservation d'un espace aérien commun, l'élimination des armes chimiques ou la formation des garde-frontières, tandis que les chefs des gouvernements se penchaient, eux, sur les problèmes financiers. Mais, l'examen du partage de « l'héritage » a une fois de plus été bloqué par la Russie, et à son retour à Kiev le premier ministre ukrainien Vitold Fokine a affirmé sa déception à l'issue d'un sommet que M. Boris Eltsine avait, lui, décrit comme « le plus réussi de tous ».

Paradoxalement, cette impossibilité, ou ce refus de régler les questions de partage, s'il empoisonne les relations au sein de la CEI, contribue peut-être à en prolonger l'existence, puisque ceux qui, comme l'Ukraine, sont les plus tentés de larguer les amarres ne veulent pas partir les mains vides. Il y aura donc un système sommet, à Moscou, au début du mois de juillet.

JAN KRAUZE

Ivresse et réformes

MOSCOU

de notre correspondant

La lutte pour les réformes s'accroît. C'est en ces termes très politiques que M. Boris Eltsine a répondu aux accusations de deux députés conservateurs qui étaient intervenus au Parlement de Moscou pour s'indigner du spectacle offert, selon eux, par le président russe aux caméras de la télévision lors de son arrivée à Tachkent, jeudi 14 mai : « Il était ivre et avait même besoin du soutien de ses assistants pour se tenir debout ». Les députés, Vladimir Iasskov et Mikhaïl Astashev, ont pour le moins exagéré, même si, dit M. Eltsine, pou-

vait donner l'impression d'être un peu échauffé, et si des rumeurs courent depuis longtemps sur le fait que ses déplacements en avion sont parfois un peu arrosés.

« J'ai honte pour ceux qui ont soulevé cette question », a ajouté M. Eltsine au cours de la conférence de presse qui a suivi le sommet. Au Parlement, les représentants de plusieurs groupes politiques ont aussi manifesté leur émotion, et ont demandé des sanctions contre les coupables, avant de s'apercevoir que le délit d'ivresse à la dignité du chef d'Etat n'existe pas à ce jour dans la législation russe (M. Gorbatchev avait, lui, pris soin de faire adopter une

telle disposition, qui a d'ailleurs permis de condamner un insolent).

De toute évidence, l'incident n'améliorera pas l'opinion qu'a M. Eltsine d'un Parlement dont il cherche le moyen de se débarrasser. Il a d'ailleurs profité de la circonstance pour rapporter les propos qu'il aurait tenus devant lui une paysanne : « Il faut dissoudre le Congrès, parce que parmi les députés figurant beaucoup de représentants des anciennes structures du parti ». L'ex-premier secrétaire de Sverdlovsk puis de Moscou a fait part de sa détermination à relever le défi politique lancé par ses adversaires, et à « gagner ».

J. K.

Réfutant l'analyse de M. Boutros-Ghali

Le Conseil de sécurité retient la possibilité d'envoyer des « casques bleus » en Bosnie-Herzégovine

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Écartant poliment le pessimisme du secrétaire général sur le rôle que pourraient jouer les Nations unies en Bosnie-Herzégovine, le Conseil de sécurité lui a demandé, vendredi 15 mai, de faire tout ce qu'il avait jugé « inévitable » dans son rapport sur ce pays. Le conseil a, ainsi, adopté à l'unanimité une résolution qui tente d'envoyer un message clair sur la nécessité du retrait de l'armée ex-yougoslave de Bosnie-Herzégovine. Malgré l'insistance de quelques délégations, en particulier les délégations marocaine et bangladaise, l'agresseur n'est pas identifié, mais il est, pour la première fois, menacé « d'autres moyens » de pression si les résolutions du Conseil ne sont pas respectées.

La résolution 752, parrainée par la France, la Belgique et la Grande-Bretagne, « exige » que toutes les formes d'ingérence extérieure en Bosnie-Herzégovine, « y compris de la part d'unités de l'armée populaire yougoslave, de même que d'éléments des forces croates », cessent immédiatement. La résolution « exige » également que les unités des armées populaire yougoslave et croate en Bosnie-Herzégovine soient retirées ou désarmées et que leurs armes soient placées sous surveillance internationale.

Selon des diplomates, l'accumulation de références à l'armée croate est le résultat direct des efforts de la Russie qui, soucieuse d'avoir un texte « équilibré », « a refusé de nommer les serbes comme étant les seuls agresseurs ».

L'aspect humanitaire est, lui aussi, mis en relief. Le Conseil « appelle pleinement » les efforts actuellement déployés et, malgré le rapport de M. Boutros-Ghali soulignant l'impuissance de l'ONU dans ce domaine, lui demande de soumettre un rapport dans les dix jours - « avant le 26 mai » - sur une protection des programmes internationaux d'assistance humanitaire, y compris la garantie d'accès et de protection de l'aéroport de Sarajevo.

Dans un paragraphe, interprété par certains diplomates comme étant la « réfutation » de l'évaluation du secrétaire général, le Conseil de sécurité demande à M. Boutros-Ghali de « continuer à explorer la possibilité de déployer sous l'égide de l'ONU une mission de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine ». Dans ce rapport présenté au Conseil de sécurité dès le 13 mai, M. Boutros-Ghali avait totalement écarté la possibilité du déploiement de « casques bleus » en Bosnie à « l'heure actuelle » (le Monde du 15 mai). Les membres du Conseil ajoutent que la situation en Bosnie-Herzégovine peut changer « d'un jour au lendemain » et qu'il faut donc continuer à explo-

rer la possibilité du déploiement de « casques bleus » : « On ne contredit pas le secrétaire général, c'est une nuance », assurent-ils.

Une résolution « très faible »

Sur l'insistance de plusieurs délégations, y compris le Maroc, l'Australie et la Hongrie, le dernier paragraphe de la résolution 752 décide d'envisager « d'autres moyens » de parvenir à une solution pacifique en Bosnie-Herzégovine sans pour autant mentionner le chapitre 7 de la charte, qui menace l'agresseur de sanctions économiques ou même d'utilisation de forces armées.

Certains membres du Conseil qualifient cette nouvelle résolution de « très faible » et auraient préféré un texte beaucoup plus musclé. Le seul diplomate à avoir affiché ses options est l'ambassadeur de Hongrie, M. André Erdos, qui explique que « malheureusement, la réalité au sein du Conseil de sécurité ne se prête pas à un langage plus fort ». M. Erdos a critiqué certaines délégations, « qui resteront anonymes » pour leur silence au cours des consultations. Un diplomate occidental ayant requis l'anonymat s'est, quant à lui, dit « très surpris » par l'attitude des trois auteurs de la résolution, France, Belgique et Grande-Bretagne : « Il est très difficile d'obtenir un consensus au sein du

Conseil, ils ont présenté un texte mitigé qui ne signifie pas grand-chose », a-t-il jugé. « Dans leur souci de ménager les Russes, ils ont décidé d'adopter un texte qui ne changea strictement rien en Bosnie-Herzégovine ».

Un autre diplomate mécontent est le représentant adjoint du Maroc au Conseil de sécurité. Considérant qu'une civilisation, celle des Musulmans, est en danger en Bosnie-Herzégovine, M. Nasser Benjelloun estime que le conseil a le devoir « d'établir les responsabilités pour ce massacre ». Selon des sources proches du Conseil, le diplomate marocain, qui est lotté avec beaucoup d'émotion au cours des consultations à huis clos,

se plaint du fait que depuis l'entrée de sa délégation au Conseil de sécurité, deux pays arabes, l'Irak et la Libye, ont été punis en vertu du chapitre 7 de la charte, « et maintenant que l'on est témoin d'un génocide de Musulmans, on refuse d'évoquer ce chapitre ». Pour sa part, le ministre des affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine, M. Haris Siladzic, présent à New-York, a réclamé une « intervention militaire » du type de l'opération dans le Golfe. « Combien de morts faudra-t-il, a-t-il demandé, avant que la communauté internationale réagisse ? ».

AFSANE BASSIR POUR

La résolution 752

Voici les principaux points de la résolution 752 sur la Bosnie-Herzégovine et la Croatie adoptée, vendredi 15 mai, à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Le Conseil de sécurité :

- exige que toutes les parties en Bosnie-Herzégovine cessent immédiatement les combats et coopèrent avec les efforts de la Communauté européenne pour parvenir rapidement à une solution politique.

- exige que toutes les formes d'ingérence extérieure, y compris de la part d'unités de l'armée yougoslave, de même que d'éléments de l'armée croate, cessent immédiatement.

- exige que les éléments de l'armée yougoslave et des forces croates actuellement en Bosnie-Herzégovine soient ou bien retirés ou bien soumis à l'autorité du gouvernement de Bosnie-Herzégovine ou bien dissous et désarmés et demandent au secrétaire général d'examiner dans les délais les plus brefs quelle assistance les Nations unies peuvent fournir à cet égard.

- prie le secrétaire général d'étudier la faisabilité d'une protection des programmes internationaux d'assistance humanitaire, y compris la garantie d'un accès sûr à l'aéroport de Sarajevo, et de faire rapport au Conseil de sécurité avant le 26 mai.

- prie le secrétaire général de continuer à explorer la possibilité du déploiement d'une mission de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine sous les auspices des Nations unies.

- décide d'envisager d'autres moyens pour parvenir à une solution pacifique dans la crise.

- prie le secrétaire général d'assurer que la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) actuellement en Croatie soit en mesure d'assumer ses responsabilités dans les meilleurs délais et que toutes les parties en Croatie respectant strictement les programmes de désarmement de toutes les forces irrégulières et des anciennes forces armées dans les zones placées sous la protection de l'ONU.

Les combats ont repris autour de Sarajevo

BELGRADE

de notre correspondant

Malgré un appel à la paix du secrétaire général des Nations unies et une médiation, sur place, de l'ONU - qui avait réussi, vendredi 15 mai, à arrêter aux belligérants un nouvel accord de cessez-le-feu - les combats se sont poursuivis en Bosnie-Herzégovine, et notamment à Sarajevo. Après une journée de relative accalmie, les affrontements ont repris vendredi soir dans les faubourgs de la capitale.

A l'issue de trois heures de négociations serrées sous l'égide de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU), les représentants de l'armée yougoslave, de la présidence bosniaque et du Parti démocratique serbe (SDS), s'étaient pourtant engagés à faire respecter un « cessez-le-feu immédiat ». L'accord conclu au lendemain d'affrontements particulièrement durs - 21 morts et 192 blessés, selon un bilan provisoire - portait notamment sur « l'arrêt immédiat des bombardements de Sarajevo ». En plus de sa médiation pour obtenir une trêve, la FORPRONU a surtout été occupée, vendredi, à dégager, non sans difficultés, le commandant de la Force, le général indien Satish Nam-

biar, et une cinquantaine de ses hommes bloqués depuis la veille par les combats dans sa résidence de Stoyevac (banlieue ouest de Sarajevo).

Par ailleurs, le colonel Jovan Divjak, commandant adjoint de la défense territoriale bosniaque, a reconnu que ses forces avaient pris l'initiative des combats, jeudi matin, dans la bataille d'Ilidza, place forte serbe de la périphérie de Sarajevo. Cette tentative de percée, restée infructueuse, visait à rompre l'encerclement de la capitale bosniaque par les milices serbes et l'ex-armée fédérale. Après six semaines de siège, « Sarajevo ne peut survivre que quinze jours. Aucune négociation n'ayant permis de débloquent les routes, nous étions dans l'obligation d'y parvenir par la force », a-t-il déclaré en ajoutant qu'ils seraient contraints de recommencer.

Dans cette offensive, les forces bosniaques comptaient sur des renforts de 4 000 à 5 000 hommes venus de l'extérieur mais qui ont été « empêchés de passer à Kiseljak (à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Sarajevo) par les forces croates », a expliqué le colonel Divjak, critiquant les leaders croates qui étaient, jusqu'à présent, restés loyaux au président

(musulman) Alija Izetbegovic. Les accrochages entre les forces bosniaques et certaines formations croates, qui se sont multipliés ces derniers jours, ont éclaté après la rencontre secrète, mercredi 6 mai, des dirigeants serbes et croates de Bosnie-Herzégovine dans la ville autrichienne de Graz. Les deux parties, ennemies sur le champ de bataille, se seraient entendues sur un partage de la Bosnie-Herzégovine en cantons ethniques et auraient décidé « d'enlever les tâches de la défense territoriale bosniaque » qui se bat pour le maintien d'un Etat unitaire.

FLORENCE HARTMANN

□ CROATIE : plus de 150 000 enfants réfugiés de Bosnie-Herzégovine. - La Croatie a recueilli plus de 150 000 enfants, soit les deux tiers des 230 000 Bosniaques qui ont trouvé refuge dans cette République, selon un communiqué officiel publié, vendredi 15 mai, à Zagreb. De même source, 74 enfants ont été tués et 361 autres blessés dans la guerre en Croatie tandis que 2 200 enfants ont perdu un ou leurs deux parents. Une aide urgente en nourriture et en médicaments est nécessaire, précise le communiqué. - (AFP)

EUROPE

La fin de la visite de M. Mitterrand en Lituanie, en Estonie et en Lettonie

La France soutient les Baltes tout en soulignant son « amitié » avec la Russie

M. François Mitterrand a achevé, vendredi 15 mai, une visite officielle de deux jours et demi dans les Etats baltes. La président de la République a réaffirmé son soutien à la souveraineté de la Lituanie, de l'Estonie et de la Lettonie tout en soulignant que la France et la Russie étaient amies. Il s'est déclaré favorable à un développement des relations culturelles avec ces pays, mais les principaux sujets des discussions ont été les graves difficultés économiques des trois Républiques et le maintien des troupes russes dans ces territoires. Le chef de l'Etat français a également indiqué qu'il soutiendrait l'entrée des Baltes au Conseil de l'Europe.

RIGA

de notre envoyé spécial

Comme lors de ses précédentes étapes à Vilnius (Lituanie) et Tallin (Estonie), les conversations que M. François Mitterrand a eues, vendredi 15 mai, avec les dirigeants litoniens à Riga ont essentiellement porté sur la présence dans les Etats baltes de quelque 130 000 soldats ex-soviétiques et de leurs familles qui ne manifestent aucun désir, pour le moment, de rentrer chez eux. Dans une République où la communauté non lettone (russe, biélorusse, polonaise et ukrainienne) représente environ la moitié de la population, cette force « étrangère » constitue, plus que dans les pays voisins, une menace pesant sur l'indépendance fraîchement retrouvée. Le chef de l'Etat français a d'ailleurs souligné à ce sujet qu'il devait être « insupportable d'être souverain sans l'être totalement » et de ne pas avoir la « maîtrise entière » de son sol. Ici aussi, les négociations avec Moscou sont dans l'impasse. « La position des Russes varie d'un mois à l'autre, confie un membre du gouvernement de Riga; un jour, ils nous disent qu'ils évacueront le territoire en 1996, ensuite ils parlent de 1998 ou se refusent à donner une date précise. De notre

côté, nous avons dit que nous étions prêts à contribuer à la solution du problème. Nous pouvons mettre à leur disposition des maisons préfabriquées pour faciliter le logement des familles si nous voulons savoir simplement où nous devons installer ces maisons. Aucune réponse... »

Face à ces inquiétudes des Baltes, qui redoutent « les aspirations de l'ancien Empire », M. Mitterrand a répété à Riga, au cours des entretiens avec le président du Conseil suprême de Lettonie, M. Anatolijs Gorbunovs, que si la question du retrait des troupes demeurait bloquée, le différend devait être évacué dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), conformément aux engagements pris par les pays signataires de la Charte de Paris. « Vous avez le droit pour vous, et le droit est le même partout... C'est par le dialogue bilatéral, a-t-il dit à chacune des trois étapes de son voyage, qu'il serait souhaitable de mettre un terme à cette situation » en priant ses interlocuteurs d'être raisonnables et de faire preuve de patience. Il a insisté à plusieurs reprises sur le fait que la France est, et entendait rester, « l'amie de la Russie », qu'il convenait de comprendre les problèmes économiques de celle-ci ainsi que ceux liés au rapatriement des troupes (logement, reconversion, réinsertion sociale). En d'autres termes, le président de la République estime que l'évacuation des militaires devrait se faire entre la fin de l'année 1992 (comme le réclament les Baltes) et... l'an 2000.

Des « victimes » et non des « héritiers »

Concernant la place des trois Républiques baltes dans la nouvelle Europe, M. Mitterrand a réaffirmé son idée de Confédération européenne. « C'est une perspective, a-t-il déclaré au Parlement de Vilnius, pour un pays comme le votre que rien ne distingue, hors sa culture particulière et sa langue, des autres peuples européens - sinon cet accident du dernier demi-siècle. (...) L'espoir de devenir membre à part entière de la CEE est légitime, je ne sais pas si vous le nourrissez. (...) Mais ne franchissons pas le temps plus rapidement qu'il ne convient, aménageons-le et développons pour

cela les accords d'association. » Si les responsables des trois Républiques baltes paraissent heureux de recevoir M. Mitterrand et sa délégation, qui comprend notamment MM. Roland Dumas et Dominique Strauss-Kahn, ils attendaient sans doute davantage de résultats concrets de cette visite, notamment en matière d'aide au redressement de leurs économies.

En matière commerciale, celle-ci se résume à l'ouverture de lignes de crédits à court terme de 10 millions de francs à la Lituanie et de 20 millions à l'Estonie, et à l'annonce de la participation de l'industrie française au projet d'épuration des eaux à Tallin. Dans ce domaine, il semble qu'aucun pas important ne pourra être franchi tant que ne sera réglée la question de la dette de l'ex-Union soviétique. Les Baltes n'entendent absolument pas rembourser la part des créances que la CEE leur réclame, car, comme l'a dit le président du Conseil suprême de Lettonie, M. Anatolijs Gorbunov, « nous ne sommes pas les héritiers de l'ex-URSS, mais les victimes ».

A ces attentes, M. Mitterrand a répondu que la France « ne peut pas faire de miracles » ou qu'elle ne pouvait pas « tout faire », en ajoutant plusieurs fois qu'elle avait aussi des engagements à respecter « en Afrique, en Amérique latine ». Il a donc invité ses interlocuteurs à développer plutôt leur coopération régionale et à ne pas rompre les échanges avec leurs voisins de l'Est.

Et pour mieux marquer ces retrouvailles entre les Baltes et la France, des « Fêtes baltes » seront organisées à l'automne dans l'Estonie. Il n'y a pas eu longtemps, en avril 1990, Paris et Bonn demandaient aux responsables de ces pays, et notamment à M. Lansbergis, le président de la Lituanie, d'être patients et de suspendre leurs déclarations d'indépendance pour ne pas trop gêner M. Gorbatchev...

ALAIN DEBOVE

GRÈCE

Les conservateurs veulent mettre un terme aux poursuites contre M. Papandréou

ATHÈNES

de notre correspondant

Autres temps, autres mœurs. Les députés conservateurs, qui avaient décidé, en septembre 1989, avec leurs alliés communistes de l'époque, de faire comparaître l'ancien premier ministre socialiste grec, M. Andreas Papandréou, devant une cour spéciale pour une affaire d'écoutes illégales, se sont prononcés, vendredi 15 mai, dans leur majorité pour clore le dossier.

La décision de mettre un terme à la procédure a été prise par le gouvernement conservateur de M. Constantinos Mitsotakis, qui a insisté sur la nécessité de maintenir « l'unité nationale » dans cette période cruciale. « Nous n'exercerons pas la PASOK (socialiste) ni ses responsabilités, mais un procès avec, comme principal accusé,

M. Papandréou conduirait à des tensions qui ne serviraient pas l'indispensable unité nationale », a déclaré le premier ministre, qui a invité les parlementaires de son parti à voter « selon leur conscience ».

Plusieurs députés conservateurs ont toutefois déposé de voter contre la décision de leur chef. Sur 148 députés présents (300 sièges au total), 117 députés ont voté pour l'arrêt de la procédure, 24 contre. Les autres votes étaient blancs ou nuls. Les 121 députés du PASOK et les 7 députés communistes avaient refusé de prendre part au débat et au vote. Quant à la direction de la Coalition de gauche (14 sièges), elle s'était prononcée pour l'arrêt des poursuites contre l'ancien premier ministre.

DIODER KUNZ

SUISSE : la multiplication des référendums

Servitude et grandeur de la démocratie directe

BERNE

de notre correspondant

Il n'est pas si facile d'être citoyen suisse par les temps qui courent. Du moins à en juger par la complexité et le nombre des sujets qui seront soumis à l'approbation du corps électoral lors de la « votation populaire » du dimanche 17 mai. De l'adhésion au FMI et à la Banque mondiale à une révision du code pénal en matière de délinquance sexuelle, en passant par la protection des cours d'eau, la génétique, ou encore la création d'un service civil : les électeurs auront à répondre - par « oui » ou par « non » - à pas moins de sept questions « nationales », sans oublier quelques autres thèmes d'intérêt cantonal ou communal. De quel donner le tournis au citoyen le plus motivé.

Afin de pouvoir voter en connaissance de cause, chaque citoyen ou citoyen a reçu une brochure explicative de quatre-vingts pages d'articles de lois et de commentaires ; un record en la matière, a reconnu le chancelier fédéral, qui n'avait jamais publié fascicules aussi volumineux pour informer l'opinion avant une consultation populaire. Pourtant, les auteurs de la brochure eux-mêmes ne se font guère d'illusions sur l'efficacité de leurs efforts. Se référant à des sondages, ils croient pouvoir affirmer que 70 % des électeurs ignorent souverainement ce genre de littérature.

Cette avalanche amène certains commentateurs à s'interroger sur les limites du système helvétique. Pour l'hebdomadaire *Coopération de Bâle*, « la démocratie directe souffre d'indigestion, et sa survie dépend de la volonté de la classe dirigeante de limiter le nombre de référendums ». En s'informant à fond pour valablement voter en connaissance de cause, le citoyen le plus motivé, surtout quand les problèmes qui lui sont soumis

sont aussi nombreux que complexes ?

Des diverses questions posées, la plus importante est certainement celle de l'adhésion de la Suisse au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. A quelques mois du référendum sur l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE), ce vote se présente comme un premier test de la volonté d'ouverture de la Confédération. Echaudé par le refus opposé, en 1986, par une nette majorité du corps électoral à sa proposition d'adhésion à l'ONU, le Conseil fédéral avait ensuite hésité à précéder une demande d'adhésion aux institutions de Bratton-Woods. Mais aujourd'hui, stimulé par l'exemple des nouveaux Etats issus de l'Union soviétique, il s'est résolu à franchir le pas.

Ouverture ou isolationnisme ?

Alors que tous les pays importants seront membres de ces organisations, la Suisse estime que la Suisse ne peut pas se contenter d'un simple statut d'observateur. En adhérant, avant la fin de 1992, la Confédération espère aussi pouvoir saisir la dernière chance qui s'offre à elle de siéger dans les conseils de ces institutions.

Deux courants, l'un tiers-mondiste, l'autre isolationniste, s'opposent, pour des raisons évidemment différentes, à cette adhésion. Soutenu par les écologistes et une partie des socialistes, le premier estime que la politique du FMI est néfaste pour les populations du tiers-monde ; le second, emmené par les milieux nationalistes, juge cette adhésion trop coûteuse, surtout en période d'austérité. C'est sans doute au taux d'abstention que l'on pourra juger, dimanche, du poids que pèsent les servitudes de la démocratie directe sur l'électorat helvétique.

JEAN-CLAUDE BUHRER

GRANDE-BRETAGNE : « insécurité, chômage, conflits ethniques... »

Nouveau réquisitoire anti-européen de M^{me} Thatcher

LONDRES

de notre correspondant

M^{me} Thatcher qui, il y a quelques jours, avait indiqué que son intervention, vendredi 15 mai, à La Haye, devant un parterre d'hommes d'affaires allemands et néerlandais, serait « provocante », n'a pas déçu ses partisans. Le fond et la forme rappelaient, en effet, un autre discours fameux et vigoureux : « anti-fédéraliste », celui que l'ancien premier ministre avait prononcé, en septembre 1988, à Bruges.

A l'époque, il s'agissait déjà de dénoncer la domination d'un « super-Etat » européen. Aujourd'hui, M^{me} Thatcher affirme qu'« une demi-Europe imposée par Bruxelles serait une catastrophe morale, privant la Communauté de sa légitimité européenne ». Prenant soin de ne pas attaquer directement son successeur, dont elle fait même l'éloge pour avoir évité à la Grande-Bretagne les dispositions du traité de Maastricht relatives à la monnaie unique et au « chapitre social », M^{me} Thatcher place cependant M. John Major dans une situation embarrassante à quelques jours de la discussion, par la chambre des Communes, d'un texte de loi sur le traité européen. Nul doute, en effet, que cette nouvelle charge va encourager les « euro-sceptiques » du parti conservateur.

Pour M^{me} Thatcher, le danger de poursuivre dans la voie actuelle, voulue, selon elle, par la Commission, est de créer « une structure qui apportera insécurité, chômage, ressentiments nationaux et conflits ethniques ». La Commission, affirme M^{me} Thatcher, espère « construire à l'arrière - et irrévocablement - un super-Etat centralisé de façon à ce que les nouveaux membres négocient leur adhésion sur des bases fédéralistes ».

Défendant le principe d'une « confédération souple », une sorte d'« Europe à plusieurs plates », au

sein de laquelle il sera plus facile à une coalition de nations de résister, si nécessaire, à la volonté de domination d'une Allemagne réunifiée, l'ancien premier ministre se prononce pour le « modèle » d'un « marché » : « pas seulement un marché d'individus et d'entreprises, mais aussi un marché du sein duquel les acteurs sont les gouvernements ».

LAURENT ZECCHINI

ALLEMAGNE

M. Kohl ouvre la voie à la ratification du traité de Maastricht

Le chancelier Helmut Kohl et les ministres-présidents des Etats fédérés ont ouvert la voie, vendredi 15 mai, à une ratification du traité de Maastricht par l'Allemagne, en s'entendant sur un amendement constitutionnel garantissant les droits des Länder dans une Europe unie. Les chefs de gouvernement fédéraux, réunis vendredi à Bonn par le chancelier, se sont, en effet, mis d'accord pour élargir le droit d'intervention des Länder dans tous les domaines de la politique d'union européenne.

L'annonce de cette position commune lève la principale incertitude qui pesait encore sur la ratification par l'Allemagne du traité d'union européenne. Les Länder, à qui la Constitution allemande de 1949 accorde une large autonomie, souhaitaient en effet que les dispositions de l'union européenne ne portent pas atteinte à leurs compétences acquises.

Aux termes du projet présenté vendredi, le Bundesrat, la Chambre du Parlement représentant les Länder, devra être consulté sur chaque transfert de souveraineté nationale vers la Communauté européenne, y compris dans les domaines comme la défense, où les Länder n'ont aucune compétence. - (AFP)

LOIN DES CAPITALES

Le dernier îlot communiste grec à l'Est

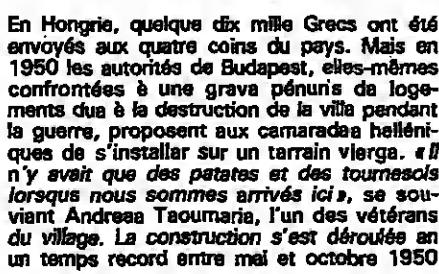
BELOIANISSZ

de notre envoyé spécial

Le village de Beloiannisz, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Budapest, est un petit vestige de la guerre froide aux portes de la Puszta hongroise. C'est là que se trouve la seule colonie d'anciens partisans communistes grecs en Europe de l'Est. Ceux-ci avaient fui leur pays à la fin des années 40. Quatre décennies plus tard, les mille trois cents habitants n'ont rien perdu de leurs convictions originelles. Beloiannisz demeure un îlot d'orthodoxie et s'est distingué aux premières élections libres du printemps 1990 en devenant l'unique village du département où le PC est arrivé en tête.

Depuis, cette petite communauté isolée semble se résigner à une forme de résistance passive. En apparence, rien n'a vraiment changé dans ce village modèle construit en forme de T avec des rangées de maisons basses identiques. Le monument à la gloire de l'armée rouge, toujours soigneusement flétri, trône sur la place principale. Les plaques des rues, écrites en deux langues, portant souvent le nom des « héros » de la guerre civile. Les couleurs de l'ancienne maison du parti, le seul bâtiment à un étage du village, sont encore décorées par de vieilles affiches journales dénonçant, en grec, le CIA et l'OTAN. Et, dans la salle des anciens, un portrait de Lénine est soigneusement conservé sous verre. Comme tous les villages du monde, Beloiannisz s'efforce de garder des images de son passé. Or, à défaut d'enracinement local, les symboles ont été importés, tout comme les habitants.

La plupart d'entre eux sont d'anciens agriculteurs originaires du nord de la Grèce, là où les combats ont été les plus acharnés. Après la défaite des partisans, environ cent cinquante mille Grecs ont pris le chemin de l'exil vers les nouvelles démocraties populaires d'Europe. Ils ont généralement été éparpillés et se sont fondus dans la population locale.



En Hongrie, quelque dix mille Grecs ont été envoyés aux quatre coins du pays. Mais en 1950 les autorités de Budapest, elles-mêmes confrontées à une grave pénurie de logements due à la destruction de la ville pendant la guerre, proposent aux camarades helléniques de s'installer sur un terrain vierge. « Il n'y avait que des patates et des tournesols lorsque nous sommes arrivés ici », se souvient Andreas Tsoumaris, l'un des vétérans du village. La construction s'est déroulée en un temps record entre mai et octobre 1950.

sous le preeion d'un impératif technique : l'usine de sucre de betterave dans laquelle logeaient les premiers habitants pendant les travaux devait être évacuée au début de l'automne pour cause de production...

La « contre-révolution » de 1956

La majorité de ces réfugiés ont échoué sur un bout de terre magyar par coïncidence. Après leur défaite, les partisans ont afflué en grand nombre vers l'Albanie voisins d'où ils ont été répartis dans d'autres pays frères. Mais après la brouille entre Staline et Tito ils ne pouvaient plus traverser la Yougoslavie. Les parents du maire de Beloiannisz ont embarqué sur un bateau dans le port de Durres. Après une traversée clandestine de douze jours, ils se sont retrouvés à Gdansk, en Pologne.

De là, des trains partaient vers toutes les capitales socialistes d'Europe. Par hasard, ils

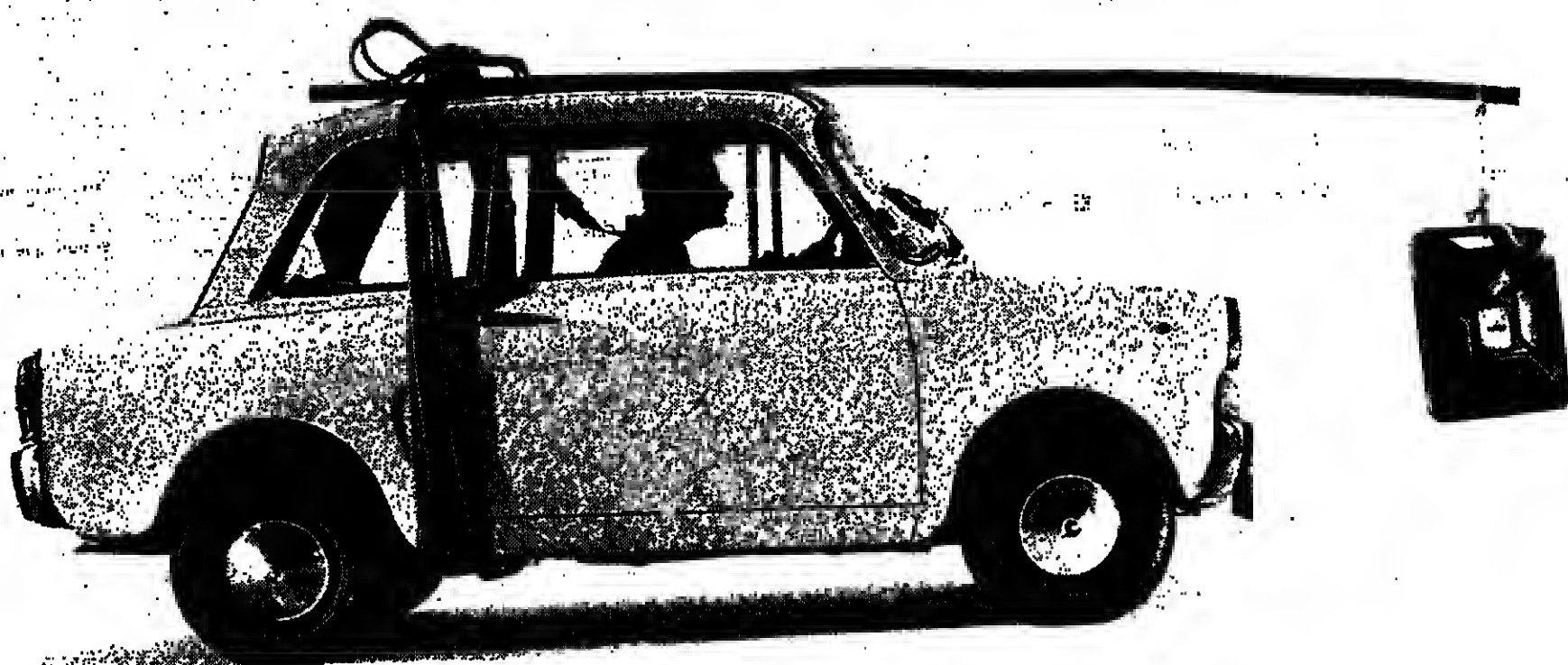
se sont retrouvés dans un wagon à destination de Budapest. La péripétie d'Andreas Tsoumaris a été moins tortueuse. Il a rejoint la Hongrie en avion en provenance de Tirane. Mais pour échapper au contrôle, lors de l'escale obligatoire à Belgrade, tous les « passagers » grecs avaient été munis de faux papiers attestant leur appartenance à une équipe de football hongroise.

Au lendemain de son arrivée à Budapest, Andreas Tsoumaris s'est retrouvé dans ce village qui ne s'appelait alors que « le village des Grecs ». Ce n'est qu'après l'expulsion de Beloiannisz, en 1952, que le nom (antretemps magyarisé) de ce village du PC grec clandestin a été attribué au village. Toutefois, certains réfugiés n'étaient pas encore au bout de leur voyage. Après l'insurrection hongroise de 1956, écrasée par les chars soviétiques, de nombreux Grecs ont pris peur et sont partis vers les pays socialistes voisins, jugés plus « sûrs » et moins « révisionnistes ». Aujourd'hui, les vieux du village font sans doute partie de l'ultime carré d'irréductibles en Hongrie qui continuent de qualifier les événements de 1956 de « contre-révolution ».

Cette dernière garde de pionniers historiques est désormais minoritaire. L'accord bilatéral gréco-hongrois de 1988 sur l'équivalence des pensions a profondément ébranlé Beloiannisz : près de la moitié de la population a saisi l'occasion pour enfin rentrer en Grèce. Deux tiers des habitants du village sont maintenant hongrois. Seule la présence de quelques vieux égrenent leur *kombolot* (éclapet de patience) sur les bancs publics attests d'un passé en voie de disparition. Chassés de chez eux il y a quarante ans, et de nouveau « trahis » par les changements intervenus ici, ils donnent l'impression d'être doublement orphelins. A ce diemne s'ajoute le déclin commun à tous les exilés : « Dans mon âme je ne peux être que grec, raconte le maire. Mais ma famille, c'est la Hongrie ».

YVES-MICHEL RIOIS

Devinez pour qui vous prennent
les pétroliers et les constructeurs automobiles
quand ils vous disent de n'utiliser
qu'une seule marque d'essence.



Des fabricants d'électro-ménager nous avaient déjà fait le coup en préconisant chacun une marque de lessive. Voilà les constructeurs automobiles français qui raccolent pour certaines compagnies pétrolières. Tout cela ne serait qu'une habile publicité si les consommateurs n'étaient incités à acheter au prix fort un carburant que des pétroliers ne veulent pas voir "bradé" dans les hypermarchés. Pour permettre à tous les automobilistes de s'approvisionner n'importe où, les Pouvoirs Publics français et européens ont édicté des normes applicables à tous les distributeurs d'essence. S'il faut les modifier, qu'on le fasse et que tout le monde en profite. A défaut, cette belle opération n'aura d'autre but que d'empêcher les consommateurs de comparer les prix.

E. LECLERC

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la réforme des institutions

Les négociations ont repris sur un constat de profond désaccord

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La deuxième session plénière de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA) a commencé, vendredi 15 mai, avec six heures de retard, en raison des divergences subsistant au sein du groupe de travail chargé de définir les conditions d'élaboration et d'adoption de la nouvelle Constitution (le Monde du 16 mai).

Les désaccords portaient sur la majorité qualifiée nécessaire à l'adoption du futur texte fondamental. Le gouvernement et le Parti national (NP) de M. Frederik De Klerk ne voulaient pas descendre sous la barre des 75 % (fin d'éviter la prise du pouvoir par un seul parti représentant la majorité noire). Le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela ne voulait pas aller au-delà de 66,66 % (pour empêcher la

minorité blanche de disposer d'un veto de fait). Au fil des discussions, l'ANC acceptait de monter jusqu'à 70 %, et même jusqu'à 75 % pour la partie concernant les droits du citoyen. Mais le gouvernement exigeait alors qu'un Sénat, élu sur des bases régionales et ethniques, participe à l'adoption de la Constitution au même titre que l'Assemblée constituante élue au suffrage universel.

Au terme de conférences de presse séparées, les deux parties décidaient de participer aux travaux de la Convention, malgré l'échec des discussions. Mais l'enthousiasme n'y était plus, et le programme a dû être modifié, l'essentiel étant reporté au lendemain. Pour essayer de débloquer la situation, le président De Klerk et M. Nelson Mandela devaient se rencontrer dans la soirée de vendredi.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

LIBYE

Tripoli menace de quitter l'Union du Maghreb arabe

TUNIS

de notre correspondant

« Je viens d'apprendre que les Libyens menacent de sortir de l'UMA [Union du Maghreb arabe], si les pays qui la composent ne sont pas solidaires de Kadhafi, pour briser l'embargo qu'un lui impose », a déclaré le président du Haut Comité d'Etat algérien, M. Mohamed Boudiaf, dans un entretien publié ven-

dre 15 mai par le journal tunisien *la Presse*. M. Boudiaf évoque une récente rencontre qu'il a eue avec un émissaire du colonel Kadhafi pour lui dire : « Nous sommes d'accord que vous faites face à une volonté de vous écarter. Mais qu'y pouvons-nous ? Nous ne pouvons pas violer l'embargo aérien car nous courrions alors des risques réels. (...) On n'a pas le droit de ne pas tenir compte des rapports de force dans le monde. »

M. D

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

L'un des policiers impliqués dans l'affaire Rodney King va être rejugué

LOS ANGELES

correspondance

Dix-sept jours après le verdict qui a privé deux jours d'émancipation, cinquante-huit morts et 785 millions de dollars de dégâts, le juge Stanley Weisberg de la cour supérieure de Californie a décidé, vendredi 15 mai, que l'un des quatre policiers qui avaient passé à tabac, le 3 mars 1991, l'automobiliste noir Rodney King, sera rejugué pour usage excessif de la force.

M. Laurence Powell, qui est celui des quatre agents qui a administré le plus de coups à M. King, avait été reconnu non coupable, comme ses collègues, pour tous les chefs d'accusation, à l'exception d'un seul sur lequel les douze jurés n'avaient pu se mettre d'accord. Le juge a estimé qu'il y avait suffisamment de preuves pour rejouer le procès pour « violences sous couvert de son autorité ». Il a ajouté

que « les intérêts de la justice exigent la tenue d'un second procès ».

Le lieu de ce nouveau procès est incertain, car les magistrats craignent qu'un jury sélectionné à Los Angeles, où les passions autour de cette affaire sont extrêmes, ne soit pas impartial. Une situation identique avait amené le juge Weisberg à choisir Simi-Valley (comité de Ventura), pour juger en toute sérénité, pensait-il, la brutalité des policiers. Aujourd'hui comme naguère, le magistrat ne dispose que d'une étroite marge de manœuvre : soit il sort de la ville et se retrouve dans les banlieues très conservatrices comme celles du comté de Ventura ou du comté d'Orange, soit il reste dans les limites de Los Angeles où les minorités ethniques, souvent les premières à être malmenées par la police, sont majoritaires.

RÉGIS NAVARRE

■ PÉROU : un évêque reçoit des menaces de mort de Sendero lumineux. — Nommé récemment à la prêtrise d'Ayacucho, le Péro, un trentenaire de militants présumés de l'organisation séparatiste basque ETA, dont trois sont recherchés par la police espagnole pour leur responsabilité présumée dans des attentats contre des militaires en Espagne. Des policiers espagnols sont attendus à Mootvide pour collaborer avec la police uruguayenne. — (AFP)

■ URUGUAY : arrestation d'une trentaine de militants présumés de l'ETA. — La police uruguayenne a arrêté, vendredi 15 mai, une trentaine de militants présumés de l'organisation séparatiste basque ETA, dont trois sont recherchés par la police espagnole pour leur responsabilité présumée dans des attentats contre des militaires en Espagne. Des policiers espagnols sont attendus à Mootvide pour collaborer avec la police uruguayenne. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

Fragile espoir au Kurdistan irakien

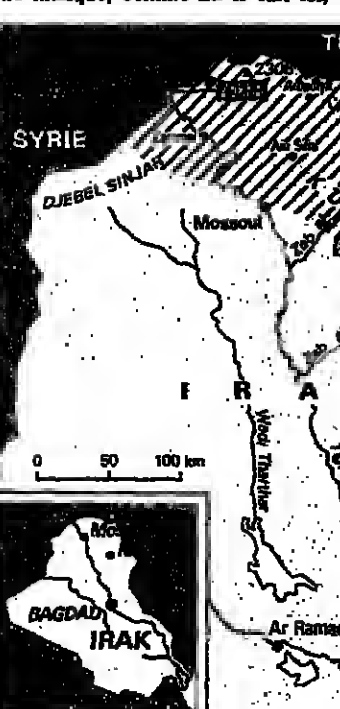
Suite de la première page

Chefs des deux plus grands partis, MM. Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), et Massoud Barzani, du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), se sont en tout cas engagés officiellement, au cours d'une réunion, à ne pas perturber le déroulement des élections, à en accepter les résultats, quels qu'ils soient, et à respecter les décisions du Haut comité électoral qui tranchera en cas de contestation. Une chose est sûre, par ailleurs : tous les Kurdes ont conscience que l'aide qu'ils attendent désespérément de l'Occident est à ce prix. Lors des meetings qui se succèdent dans toutes les villes du Kurdistan, la nécessité de l'entente revient comme un leitmotiv au sein d'une population qui ne désire qu'une seule chose : vivre enfin en paix.

« Nous voulons avoir un chef qui décidera, savoir ce qui nous attend et voir enfin régler nos problèmes », affirme, confiant, le Père Emmanuel, curé de la paroisse des Syriens catholiques de Zakha. « Actuellement, nous sommes en danger, car nous sommes coupés du gouvernement de Bagdad, mais pas totalement. Nous manquons de tout et ne pouvons décider de rien. » Ce Parlement sera pour le peuple kurde tout entier. L'important est pas qu'il y ait une loi, mais qu'une situation normale se rétablisse et que les foyers disparaissent. « Les masses kurdes ne permettent pas d'autres combats et ne sont pas prêtes à accepter la dictature de qui que ce soit après les élections libres », renchérit un juge, faisant allusion à la crainte de troubles après les résultats.

L'immense espoir de la population repose aussi sur la reconnaissance qu'elle attend de l'Occident après s'être livrée, pour un mot à sa demande, au jeu d'un démocratisme. Un espoir qui risque d'être déçu, tant l'attente est grande. Celle-ci va de la levée de l'embargo, pour le Kurdistan soumis à un double blocus — celui imposé par l'ONU à l'ensemble de l'Irak et celui imposé par Bagdad au réduit kurde, — à l'ouverture de représentations officielles de l'étranger et, pourquoi pas, à un siège d'observateur à l'ONU — une reconnaissance quasi statique, à la mesure des structures que le Parlement devrait mettre en place. Celui-ci dira en effet un « premier ministre », dont le « gouvernement » sera chargé de gérer les affaires dans tous les domaines, y compris la défense

— tous les partis sont d'accord pour l'intégration des *peschmegas* (combattants) dans une armée et une police communes — et, bien sûr, les affaires étrangères. Si l'on ajoute à cela l'élection d'un « président », il ne manque, comme on le sait ici,



que l'accord des « grands » pour obtenir une indépendance qu'on fond d'eux-mêmes tous les Kurdes d'Irak appellent de leurs vœux.

L'élection présidentielle, voulue par M. Barzani et acceptée à regret par M. Talabani, verra les deux chefs s'affronter. Cette rivalité suscite des inquiétudes, car elle pourrait être source de troubles si l'un n'était pas le chef du parti vainqueur des législatives. La répartition des pouvoirs entre les deux instances demeure en effet quelque peu confuse et reste matière à divergences.

L'indépendance demeure un rêve

Avertis de toutes parts que l'indépendance ne leur est pas permise, les Kurdes irakiens se voient aujourd'hui écartelés et non vaincus, comme le proclame l'un des milliers de slogans qui couvrent les murs des villes et villages du Kurdistan. « Le nouvel ordre mon-

dial et l'éclatement de l'Union soviétique nous permettent seulement d'espérer pour l'avenir, affirme un ingénieur. Après tout, qui aurait cru à la réunification de l'Allemagne ? Si nous déclarons l'indépendance maintenant, nous nous livrons à une aventure sans espoir. Alors attendons et, pour l'instant, essayons de vivre en paix, d'avoir du travail pour nos enfants et de manger pour tous. »

La forme des relations à établir avec Bagdad et le moment pour le faire sont l'objet des principales divergences entre les deux grands partis kurdes, l'UPK et le PDK, qui se sont réunis pour discuter du pays, les Irakiens seront très coopératifs. » Pour le PDK de M. Massoud Barzani, les choses ne sont pas si simples, et même si, comme l'affirme M. Hoshiyar Zebani, membre du bureau politique, « ce est désolé, mais le Parlement qui décidera, l'autonomie d'administration sera acceptée par l'Occident. Les négociations avec Bagdad ont été interrompues en raison du blocus irakien, mais, si celui-ci est levé, elles reprendront. Nous ne signerons pas un accord à n'importe quel prix, mais seulement si le gouvernement irakien accepte nos demandes minima sur lesquelles nous ne céderons pas. »

Close officiellement vendredi 15 mai, la campagne électorale s'est en tout cas déroulée sans incidents majeurs, ce qui constitue déjà une importante victoire pour les Kurdes. Une crainte subsiste toutefois : celle de voir le régime de Bagdad — dont les soldats distribuent des tracts appelant au boycottage de ces élections et menacent les villageois de représailles s'ils y participent — tenter l'extrême, par des troubles sanglants, d'empêcher le scrutin sur cette partie du territoire irakien qui lui échappe aujourd'hui totalement, mais dont il n'a sûrement pas renoncé à reprendre le contrôle.

FRANÇOISE CHIPAUX

■ Une attaque des séparatistes kurdes aurait fait soixante morts en Turquie près de la frontière avec l'Irak. — Selon de bonnes sources à Ankara, 20 gendarmes turcs et 40 rebelles kurdes auraient été tués vendredi 15 mai, lors d'une attaque contre un poste de gendarmerie en Turquie, à Uludere, près de la frontière avec l'Irak. L'agence semi-officielle turque Anatolie a fait état pour sa part de 12 morts, dont 6 gendarmes. Les rebelles appartenaient au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), principale organisation des séparatistes kurdes de Turquie. — (AFP)

■ M. Bush affirme que les alliés sont toujours prêts à intervenir contre l'Irak. — Dans un rapport au Congrès, le président Bush a indiqué, vendredi 15 mai, que les États-Unis et leurs alliés restaient prêts à prendre des « mesures appropriées » contre l'Irak, si Bagdad agissait à nouveau ses propres citoyens. Il a affirmé que les alliés « continueront de maintenir un niveau approprié de forces dans la région, aussi longtemps que le rendra nécessaire la situation en Irak ». Par ailleurs, le département d'Etat s'est félicité de l'organisation des élections au Kurdistan. — (AFP)

OCÉAN INDIEN

Madagascar à vau-l'eau

Paralysée par une interminable crise politique la Grande Ile s'enfonce dans le marasme

TANANARIVE

de notre envoyée spéciale

Mariette a vingt-cinq ans et en paraît quarante. Assise en plein soleil, elle griffe sans se lasser le sol noir et puant avec un bout de bois. La décharge municipale d'Andranalana, à quelques kilomètres à l'est de Tananarive, est le seul endroit où elle connaisse. Les vieux os qu'elle collecte s'entassent lentement dans un panier tressé posé à ses côtés ; une fois broyés, ils sont vendus comme compost à 100 francs malgaches le panier (à peine 3 francs français). De quoi manger un peu de riz, jamais de fruits ni de viande — elle en a sûrement oublié la goût. Quand on lui demande qui gouverne Madagascar, Mariette admet d'une voix douce qu'elle n'en sait rien.

La misère endémique sur la Grande Ile semble d'ailleurs nettement aggravée durant ces derniers mois. Le nombre de sans-abri, sommés les *Quat'Mi*, a cessé de croître depuis le début de l'année. La grève des fonctionnaires et les manifestations populaires qui ont fait vaciller le régime du président Didier Ratsiraka en 1991 ont conduit la plupart des entreprises à procéder à d'importantes compressions de personnel. Privées de leurs maigres revenus, des dizaines voire des centaines de familles se sont peu à peu retrouvées à la rue. Il y a encore un peu de travail, mais les salaires sont si faibles que les familles entières qui s'y mettent, assure un des responsables de Médecins sans frontières (MSF), M. Eric Bardin. Désastre économique à la fois, les services publics sont réduits à l'état de délabrement. Ici et là, au flanc des terribles ordures, de profondes galeries ont été creusées afin d'atteindre des strates plus anciennes et plus riches.

Trois fois plus d'enfants des rues

Avec l'aide du Programme alimentaire mondial (PAM), du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et de MSF, les militants malgaches d'Alakamisa, une organisation non gouvernementale créée par un missionnaire catholique, le Père Pedro, ont entamé auprès des *Quat'Mi* de Tananarive un gigantesque travail de recensement public, que semblent jusqu'à ce jour incapables de fournir. Ce programme d'assistance, qui a reçu l'aval du ministère de la santé, a permis l'ouverture d'un centre d'accueil à l'extrême sud de la capitale, à quelques kilomètres de la capitale. Près de deux mille sans-abri y ont trouvé un toit, en construisant eux-mêmes leur maison en terre. Ce nouveau village, où l'eau potable a été installée, dispose d'un centre de nutrition, d'une école, d'un atelier et d'un dispensaire médical.

Dans un pays considéré comme un des plus pauvres du monde, ce type d'initiative reste malheureusement très isolé. Selon les estimations de l'UNICEF, plus de la moitié des enfants malgaches souffrent de malnutrition. Quant aux enfants des rues, petits parias aux pieds nus, tour à tour vendeurs à la sauvette, gardiens de parking, voleurs et mendicants, leur nombre dans la capitale s'est passé d'un million, en 1984, à plus de trois mille. Tananarive elle-même, conçue pour quatre cent mille habitants, en concentre près d'un million.

« La dégradation est totale », commente M. Jacques Rabemananjara, un des plus anciens figures de la scène politique malgache, devenu un pays en mars dernier, après quelque vingt ans d'exil en France. Pour ce vieux militant nationaliste, qui occupe la vice-présidence du gouvernement et divers postes ministériels sous le régime du premier président malgache, feu Philibert Tsiranana, c'est le régime de M. Ratsiraka, « avec son système idiot », qui est « la source de la misère actuelle ». A l'enclenche, le temps des tergiversations politiques doit cesser : « Il faut que le référendum constitutionnel ait lieu. Parce qu'il faut le changement ! On ne peut pas continuer comme ça. On compte milliards de Malgaches, on compte milliards de millions et demi de misérables », martèle M. Rabemananjara. La classe politique fait le même constat indigné, sans pour autant faire preuve d'un grand zèle. « De toute façon, les pauvres ne font pas partie de l'équation... », soupire-t-il avec le cynisme prévalant dans les milieux gouvernementaux.

« Le référendum constitutionnel sera l'essai d'imposer un calendrier électoral », que certains commentent, assure pour sa part le premier ministre, M. Guy Razanamasy. Quant au professeur Albert Zafy, figure emblématique du mouvement de contestation de 1991,

devenu fin octobre président de la Haute Autorité, il se contente lui aussi de promesses évasives. Le scrutin référendaire se tiendra « bientôt », a-t-il répété début mai.

Au traio où vont les choses, il semble peu probable que l'échéance théorique du 21 juin puisse être respectée. La contestation est telle que personne à ce jour ne sait sur quoi on sera appelé à voter. Le projet de Constitution élaboré par le Forum national, réuni du 22 au 31 mars à l'initiative du Conseil chrétien des églises de Madagascar (CECM), n'a toujours pas été rendu public. Ce texte, qui institue la séparation des pouvoirs, judiciaire, exécutif et législatif, reste obstinément flou quant au sort qui sera réservé au président Ratsiraka. Ce dernier aura-t-il ou non la possibilité de briguer un troisième mandat lors de la prochaine élection présidentielle ? La réponse a été remise à plus tard.

Les instances dirigeantes de la période de transition, dont le gouvernement et la Haute Autorité sont les principaux éléments, ne semblent pas souffrir de cette apparente dérive. Ainsi, parviennent les chefs de file des « Forces vives » de l'opposition, ceux « qui ont eu une chance » — un fauteuil ministériel — seraient tenus, assure-t-on à Tananarive, de verser « 10 % de leur salaire », afin de contribuer au « financement de la campagne pour le référendum ». Quant à la coalition présidentielle (MMSM), elle semble décidée à se battre pied à pied pour défendre ses fiefs, agitant le drapeau du fédéralisme et du dialogue.

« Tout le monde sait qu'avant le référendum rien ne changera. Pour le moment, on fait le pont. C'est le « Teteza-Mitas », la transition », assure avec philosophie un missionnaire de Fort-Dauphin. « Il y a des gens sérieux dans ce pays, mais ils sont dispersés dans des factions rivales et les luttes d'influence sont terribles », ajoute-t-il. Pour l'heure, les populations du Sud ont d'autres préoccupations.

La sécheresse qui sévit depuis la fin 1991 menace désormais plus de sept cent mille personnes. Une première distribution d'aide alimentaire d'urgence, organisée fin octobre par le PAM, avait permis d'acheminer 15 000 tonnes de maïs américain, « en étant les abas : les dévouements », un « miracle » auquel la crise politique et l'émiettement du pouvoir ont fait obstacle. Les secours étrangers, « les bénéficiaires ont été aussi stupides que nous-mêmes », souligne un des représentants du PAM, M. David L. Fletcher. Une fois n'est pas coutume. La distribution s'est faite « jusqu'à un chef de village et o été effectuée en public, devant tout le monde », précise-t-il.

Test de crédibilité

Une seconde opération d'assistance alimentaire est prévue d'ici à la fin juin. La manière dont elle se déroulera constituera un test de crédibilité aux yeux de la communauté internationale. Les autorités malgaches, notamment l'administration, auront la sagesse, espère-t-on, de ne pas tenter d'interférer pour prélever leur dîme sur les convois.

« Rien n'a pu être récolté depuis le mois d'octobre et les pénuries d'eau et de nourriture touchent autant la ville que les zones rurales », commente M. Ratsiraka, se lamentant sur le « désastre ». Sur le marché d'Andranalana, à trois quarts d'heure de Fort-Dauphin, des paysans troquent le soc de leur charrue ou les têtes de leur bœuf contre un peu de manioc. « Il arrive maintenant que des familles n'aient même plus un seul zebu. Grave la situation », assure un notable.

Le déclin de l'économie, conjugué aux menaces de la sécheresse, n'a sans doute pas fini d'affaiblir les Malgaches. « Avant, lorsque un vieux résident français, quand on vendait un zebu, on revenait avec une charrette de manioc. Maintenant, ce qu'on ramène, on peut le porter sur la tête. »

CATHERINE SIMON

■ Appel du premier ministre malgache pour une aide aux victimes de la famine. — M. Guy Razanamasy, le premier ministre malgache, a lancé, jeudi 14 mai, un appel à l'aide de la radio nationale, un appel à l'aide en faveur de la population du sud de l'Ile, gravement touchée par la sécheresse. Des personnes de retour de la région ont rapporté que, dans le village d'Ambobombe, 25 à 35 personnes meurent chaque jour d'inanition, notamment des enfants et des vieillards. Le quotidien *Madagascar Tribune* a pour sa part indiqué que cinq à vingt personnes succombent quotidiennement dans le sud. (AFP)

Des milliers de personnes qui le...
la répression sur l'...

M. Le Pen lance...
pour l'Europe de...

M. Pasqua prêche que le...
le droit de vote des r...

Océan Indien
Madagascar à l'eau

الشرق الأوسط

POLITIQUE

Le débat sur le traité de Maastricht

Deux sondages indiquent que les Français souhaitent un référendum sur l'union européenne

Le *Quotidien de Paris* du 16 mai et le *Point* (daté 16-22 mai) publient deux sondages, réalisés respectivement par l'IFOP et par IPSOS, sur le traité de Maastricht (1). Selon ces enquêtes, les Français souhaitent à une large majorité (69 % selon IPSOS, 68 % selon l'IFOP) que la révision de la Constitution, préalable à la ratification du traité de Maastricht, soit soumise à référendum. Une majorité presque aussi nette (63 % selon IPSOS, 62 % selon l'IFOP) demande que cette ratification fasse l'objet, elle aussi, d'un référendum.

Dans les deux cas - révision constitutionnelle et ratification, - les avis favorables l'emportent. Selon IPSOS, 46 % des Français (contre 21 % d'avis contraires) se prononceraient en faveur de la révision, et 55 % pour la ratification (contre 22 % d'avis opposés).

L'IFOP obtient des résultats beaucoup plus faibles : 32 % se déclarent favorables à la révision de la Constitution, contre 9 % d'avis contraires ; 27 % seraient favorables à la ratification, contre 9 % d'avis opposés. Cependant, une majorité absolue (51 % pour la révision et 55 % pour la ratification) ne se prononcera pas parce qu'elle s'estime mal informée. 80 % des personnes interrogées se déclarent, d'ailleurs, insuffisamment informées sur Maastricht.

A propos du contenu des accords de Maastricht, la majorité des personnes interrogées sont favorables aux dispositions monétaires, 48 % d'entre elles acceptent que « la France abandonne sa souveraineté sur sa monnaie », selon l'IFOP, et 57 %, pour IPSOS, sont favorables « à la création d'une monnaie euro-

pléenne unique ». Les deux instituts enregistrent, en revanche, des résultats divergents sur la question du droit de vote et de l'éligibilité aux élections européennes et municipales des ressortissants de la CEE. Selon IPSOS, 50 % des personnes interrogées (contre 45 % d'avis opposés) sont favorables « au vote aux élections locales ». Dans l'enquête de l'IFOP, 51 % (contre 46 % d'avis contraires) sont opposées pour les élections municipales, même si, selon le même institut, 65 % sont favorables au vote pour les élections européennes.

(1) L'enquête de l'IFOP a été effectuée le 13 mai auprès de huit cent dix personnes. Celle d'IPSOS date du 12 mai et a été réalisée auprès de huit cent une personnes.

M. Le Pen lance une campagne pour « l'Europe des patries »

Le Front national devait réunir à huis clos, dimanche 17 mai, à Paris, son conseil national, en présence des deux cent trente-neuf conseillers régionaux élus le 22 mars dernier. Absent du débat parlementaire sur la révision constitutionnelle, M. Le Pen devait donner le coup d'envoi d'une campagne anti-Maastricht auprès de l'opinion publique.

Le Front national ne dispose que d'un seul député à l'Assemblée nationale, M. Marie-France Stirbois (non inscrit, Eure-et-Loire) et il n'est pas seul dans le camp des opposants au projet de révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht. Ces deux handicaps expliquent, pour partie, l'effacement de la formation d'extrême droite dans le débat européen qui traverse bruyamment les autres organisations politiques, notamment à droite, et plus particulièrement au RPR. En réunissant, à huis clos, le conseil national de son parti, dimanche à Paris, M. Le Pen tente de miser sa voix à celle des anti-Maastricht, tout en espérant conserver la spécificité qui, jusqu'ici, a été un des éléments de sa réussite.

La campagne que va lancer le Front national aura pour slogan : « Non à Maastricht, oui à l'Europe des patries ». Depuis plusieurs jours, les organes de propagande du parti ne cessent de dénoncer « le sinistre traité » de Maastricht, « la conspiration contre les peuples et les nations d'Europe », « la puissance du parti de l'étranger, le processus français de capitulation, l'abdication nationale, les briseurs de la France », en précisant qu'il faut sortir le pays « des

maïns d'étrangers des représentants du grand capital anonyme, des banquiers, apatrides et des technocrates bruxellois ». Ce discours convenu ne saurait surprendre, mais il ne paraît pas suffisant pour donner au Front national le monopole de l'opposition à Maastricht.

Le relatif silence du parti sur cette question s'explique, aussi, par le déçantage de ce résultat des dernières élections a provoqué dans le mouvement. Certes, l'extrême droite a obtenu cent conseillers régionaux de plus, mais M. Le Pen, emporté par sa fougue électorale, avait placé très haut ses propres objectifs, sans pouvoir les atteindre. Lui-même et son parti en ont subi le contre-coup psychologique.

Après les résultats - 13,9 % aux régionales, un seul conseiller général élu et deux perdus aux cantonales - ces consultations laissent quelques séquelles au Front national. Dans le Bas-Rhin, M. Walter Kieger a été remplacé par M. Yvan Biot, député européen, au poste de secrétaire départemental. Il se retrouve trésorier-adjoint. Particulièrement mal-adepte sur son expression politique, il avait menacé de donner sa démission si on ne lui confiait pas la liste de liste aux régionales, devant M. Biot. Sa victoire a été éphémère. Dans le Doubs, trois candidats aux régionales et cantonales ont quitté le parti en raison des rumeurs qu'il avait provoqué la relation dans la presse du passé collaborationniste de M. Gaucher pendant la guerre.

M. Gaucher est, du reste, visé par une plainte déposée devant le tribunal de Strasbourg par le président d'une association d'anciens combattants, M. François Gabet, pour « atteinte à l'intégrité des combats pour la libération du territoire ». Rappelant que M. Gaucher avait appar-

tenu au Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat et qu'il prônait, dans les colonnes du *National populaire*, l'extinction d'« otages de marque » afin de « fusiller utiles », cette plainte soutient que la loi du 6 août 1951, dite « loi de généralité », a fait disparaître les condamnations prononcées à la fin de la guerre pour fait de collaboration avec les nazis, mais qu'en aucun cas elle n'autorise une réhabilitation. En se faisant élire au conseil régional de Franche-Comté, M. Gaucher, selon M. Gabet, a méconnu cette disposition.

OLIVIER BIFFAUD

La préparation du congrès du PS

La rédaction du futur programme socialiste mobilise peu les « ténors » du parti

Le « séminaire » de la direction du Parti socialiste consacré à la préparation du programme que le parti doit adopter lors de son congrès extraordinaire de juillet prochain a réuni peu de participants, vendredi 15 mai. Présidé par M. Laurent Fabius, cette séance de travail a bénéficié de la présence de MM. Jacques Delors et Michel Rocard, mais un seul ministre - celui de l'Intérieur, M. Paul Quilès - s'était déplacé. MM. Lionel Jospin et Henri Emmanuelli étaient absents, de même que MM. Jean-Pierre Chevènement et Jean Poperen.

Le texte préparé par M. Michel Charzat, membre du secrétariat national (le *Monde* du 16 mai), en vue du « séminaire » auquel la direction du PS avait convié les membres du bureau exécutif, ceux du gouvernement et des personnalités n'appartenant ni à l'un ni à l'autre, comme MM. Delors et Rocard, a subi quelques critiques générales ou ponctuelles. Il devra être remanié d'ici à la réunion du comité directeur qui doit l'adopter, le 24 avril, avant sa mise en discussion dans le parti. M. Delors a souligné la nécessité, pour les socialistes, de situer leurs propositions dans le prolongement de l'action du gouvernement, afin d'éviter la « schizophrénie ».

Comment « utiliser » Maastricht ?

Insistant sur l'étroitesse des marges de manœuvre économiques et sur la difficulté de financer des « biens publics » dont il observe le « déficit », le président de la Commission européenne a invité les socialistes à ne pas se décharger sur « l'Europe sociale » des actions qu'un gouvernement national peut mener

en matière de protection sociale, de réduction de la durée du travail, etc. Un débat sur l'Europe s'est esquissé comme MM. Delors, Rocard, Claude Cheysson et Didier Miché, ce dernier, proche de M. Chevènement, critiquant l'approche du président de la Commission. M. Rocard a expliqué que l'Europe de Maastricht est, à ses yeux, trop marquée par le libéralisme économique, mais qu'il faut « créer l'outil » communautaire afin de pouvoir s'en servir, ensuite, pour mener des politiques publiques d'inspiration keynésienne. Faut-il, M. Cheysson, il faut « mieux utiliser Maastricht », qui permet, selon lui, d'« encadrer le jeu du marché ». La question de la sécurité, dont M. Quilès a rappelé que le gouvernement fait une priorité et affirmé qu'elle est « la première des libertés », a donné lieu, aussi, à une discussion au cours de laquelle M. Montchane a appuyé le ministre de l'Intérieur. Conseiller de M. Fabius, M. Henri Weber a expliqué que, sur cette question, ce n'était pas tant les socialistes que « la société » qui avaient changé.

Plutôt réservés, les jospinistes ont relevé des insuffisances dans le projet - M. Pierre Moscovici, trésorier du parti, lui reprochant d'être « trop souvent en retrait » sur l'action menée par les socialistes depuis onze ans - et interrogé le premier secrétaire sur la procédure de discussion. N'ayant pas l'intention de proposer un contre-projet (alors que tel semble bien être le cas de M. Chevènement), les amis de M. Jospin souhaitent, néanmoins, défendre quelques « options », notamment celle, avancée par M. Gérard Le Gall, adjoint au secrétaire national, d'une réforme des modes de scrutin pour les élections régionales et cantonales. M. Le Gall a souhaité, aussi, l'affirmation plus nette d'un « rapport critique » vis-à-vis du capitalisme, afin que l'« identité » du socialisme démocratique soit davantage perceptible à côté du libéralisme de l'écologisme. M. Rocard s'est interrogé sur les rôles respectifs de l'Etat et des

partenaires sociaux dans la réforme de la société. Il s'est félicité de l'idée d'un recours de plus en plus généralisé à la CSG, qu'il avait instaurée, pour le financement de la Sécurité sociale, et il a défendu la perspective de la réduction de la durée du travail. Une des propositions du texte de M. Charzat, prévoyant une prestation de service pour les enfants d'étrangers nés en France lors de leur inscription sur les listes électorales, a été vivement critiquée par M. Claire Dufour, jospiniste, adjointe au secrétaire national chargée des droits de l'homme.

P. J.

□ Le RPR va créer un « observatoire d'élus ». - M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a annoncé vendredi 15 mai, sur Europe 1, la création prochaine d'un « observatoire d'élus », qui s'emploiera à surveiller la politique du gouvernement, notamment en matière de sécurité et d'emploi. Cette structure aura pour objectif d'« essayer de voir si les promesses socialistes sont tenues d'ici à la fin de l'année », a précisé M. Juppé. Cet observatoire sera composé exclusivement d'élus du RPR.

□ M. Lafleur assure que M. Nénou n'aura pas son investiture aux élections législatives. - M. Jacques Lafleur, député (RPR), président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), a indiqué à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), samedi 16 mai, que M. Maurice Nénou-Pwatahn, député (RPR), n'aura pas l'investiture de son parti pour les prochaines élections législatives en Nouvelle-Calédonie. Cette absence de soutien pourrait permettre aux indépendantistes modérés de l'Union calédonienne (principale composante du FLNKS) de l'emporter dans la circonscription de M. Nénou.

M. Pasqua prédit que les sénateurs abrogeront le droit de vote des ressortissants de la Communauté

Invité d'Antenne 2, vendredi soir 15 mai, M. Charles Pasqua a, une nouvelle fois, affirmé sa position à l'octroi du droit de vote aux ressortissants des pays de la Communauté pour les élections locales. Jugant cette disposition « contraire à nos traditions », il a déclaré : « Ou l'on est pour le droit de vote de tous les étrangers, ou l'on est contre. La position intermédiaire est insupportable. » Il a ajouté : « Ceux qui, à l'heure actuelle - Afrique, Maghreb - ne demandent pas le droit de vote, le demanderont. » M. Pasqua y voit « une source de conflit ethnique ».

Selon l'ancien ministre de l'Intérieur, le projet de révision constitutionnelle, préalable à la ratification du traité de Maastricht, « sera certainement amendé » par le Sénat, où il préside le groupe RPR, en raison de cette disposition. Il a assuré que l'opposition, majoritaire au palais du Luxembourg, « n'a pas l'intention de retarder les débats, ni de pratiquer l'obstruction ».

Hostile, comme M. Pasqua, au droit de vote et à l'éligibilité des ressortissants de la Communauté, M. Roger Chénaut, sénateur de Paris, qui assurait que les deux tiers du groupe des Républicains et Indépendants partagent ses positions, s'est vu adresser un rappel à

l'ordre par son président de groupe. Ce dernier, M. Marcel Lucotte, a tenu à préciser, vendredi, que les sénateurs Républicains et Indépendants n'ont « pris à ce jour aucune position » sur le projet de révision constitutionnelle, dans l'attente des résultats des travaux de la cellule de réflexion sur Maastricht constituée au sein du groupe et des conclusions de la commission sénatoriale des lois, dont le président, M. Jacques Larché, rapporteur du texte, est membre de ce groupe. M. Lucotte observe que « la majorité [de son groupe] est favorable à la ratification du traité de Maastricht, dans le respect du principe de liberté de vote cher aux Indépendants ».

De leur côté, les centristes n'ont pas apprécié que M. Chénaut affirme qu'une vingtaine d'entre eux avaient des préventions identiques aux siennes sur cette question du droit de vote. Le groupe Union centriste a démenti les affirmations de M. Chénaut et rappelé qu'il est favorable à un vote conforme au texte adopté par l'Assemblée nationale. Il ajoute : « Nous ne mènerons aucun effort pour qu'un vote positif puisse intervenir dans les meilleures conditions ».

□ Le discours de M. Séguin en librairie. - A l'occasion de l'examen en première lecture, par les députés, du projet de révision constitutionnelle, préalable à la ratification du traité de Maastricht, M. Philippe Séguin avait défendu une « exception d'irrecevabilité » au motif de procédure tendant à dénoncer l'inconstitutionnalité du texte débattu. Le discours du député (RPR) des Vosges avait duré deux heures et demi. Il vient d'être publié en librairie par les éditions Grasset sous le titre *Discours pour la France* (115 p., 68 F.).

□ M. de Villiers : une préfiguration de la cohabitation. - Dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* (daté 18-24 mai), M. Philippe de Villiers, député (apparenté UDF) de la Vendée, déclare que l'attitude des partisans du traité de Maastricht au sein de l'opposition « montre en miniature ce que serait une seconde cohabitation ». Il explique : « Pour pouvoir être ministre de la cohabitation, il faut avoir voté Maastricht. C'est M. François Mitterrand qui l'a dit. C'est lui qui pose, déjà, ses conditions. » Il estime que ceux pour qui « l'union de l'opposition vaut bien Maastricht » vont marquer « deux voix contre leur camp : d'abord, ils vont favoriser la mise en place, à Bruxelles, d'un super-Etat social-démocrate contraire à nos convictions ; ensuite, ils vont conforter les socialistes français en leur apportant une belle victoire internationale ».

□ M. Desnais (UDF) veut sortir du « piège ». - M. Jean-François Desnais, député (UDF) du Cher, assure, dans un entretien publié par le *Figaro* daté 16-17 mai, que « l'habileté du président de la République a été de vouloir enfermer l'opposition dans un dilemme : soit vous vous divisez, soit vous vous ralliez à moi ». Estimant que l'opposition ne s'est pas « ralliée », l'académicien, qui souligne que « l'idée européenne existait avant ce septennat », lance : « Sortons du piège ! ».

□ M. Stasi : « Malaise » au RPR. - Invité de l'émission « Objectif » de France-Inter, vendredi 15 mai, M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS, a déclaré qu'il y a « un malaise au sein du RPR », malaise qui, estime-t-il, « pourra être surmonté ». Le député (UDC) de la Marne a observé que M. Jacques Chirac avait « donné le sentiment de flotter un peu », mais, a-t-il ajouté, c'est un homme « capable de remonter à cheval ».

Avril 1992

Cet avis est publié à titre d'information



REPUBLIQUE DE FINLANDE

FRF 5,000,000,000

9 Avril 1992 - 1997

Banque Nationale de Paris	Caisse des Dépôts et Consignations
Swiss Bank Corporation	S.G. Warburg France S.A.
Credit Commercial de France	Credit Lyonnais
Credit Suisse First Boston France	Dresdner Bank Aktiengesellschaft
Paribas Capital Markets Group	Société Générale
ABN AMRO Bank N.V.	Banque Bruxelles Lambert S.A.
Banque Indosuez	Credit Agricole
Daiwa Europe Limited	Deutsche Bank France S.N.C.
Goldman Sachs International Limited	Merrill Lynch International Limited
J.P. Morgan & Co S.A.	Morgan Stanley International
Nomura France	UBS Phillips & Drew Securities Limited
Westdeutsche Landesbank Girozentrale	Yamaichi International (Europe) Limited

BNP Capital Markets Limited



POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Seul le RPR s'est opposé au projet de loi sur la famille et les droits de l'enfant

Le projet de loi relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales a été adopté, vendredi 15 mai, par l'ensemble des groupes politiques représentés à l'Assemblée nationale, à l'exception du RPR.

Interrompu pendant une quinzaine de jours par l'examen de la réforme constitutionnelle préalable à la ratification des accords de Maastricht (le Monde du 30 avril), le débat consacré à différents droits de l'enfant s'est achevé, vendredi, à l'Assemblée nationale et, grâce à la ténacité particulière du rapporteur de la commission des lois, M. Denise Cacheux (PS, Nord), il a permis de compléter sensiblement le texte original présenté par le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle.

C'est ainsi qu'en matière d'état civil, s'agissant d'un enfant de plus de treize ans, son consentement sera désormais nécessaire pour que ses parents ajoutent à son nom celui que son père ou sa mère ne lui aurait pas transmis. De façon moins symbolique, les parents d'un enfant d'âge naturel seront tenus, conjointement, de le nourrir, de l'entretenir et de l'élever comme dans le cas d'un enfant légitime. Contre l'avis du gouvernement et sur la proposition de M. François Auzan (PC, Seine-Saint-Denis), les députés ont adopté, d'ailleurs, un amendement visant à faire disparaître ces notions d'*enfant légitime* et d'*enfant naturel*, pour ne retenir que celle d'*enfant né de parents mariés ou non mariés*.

Toujours contre l'avis du gouvernement — davantage motivé par des considérations d'ordre juridique que par de réelles objections de fond — les députés ont introduit dans le texte deux dispositions importantes : l'irrecevabilité d'une action en recherche de paternité dans le cas d'une procréation médicalement assistée avec un tiers donneur ; la reconnaissance par la loi, et non plus seulement par voie de décret, de l'«*accouchement sous X*», grâce auquel une femme en détresse n'est pas tenue de révéler son identité lors d'un accouchement.

La majorité de l'Assemblée nationale, représentée en la circonstance, so PS, à l'UDF, au RPR, par des députés de sexe féminin, a jugé que, sous certaines conditions de reconnaissance, l'exercice de l'autorité parentale doit revenir aux deux parents, y compris pour des enfants de couples non mariés. Enfin, elle a élargi l'institution, au sein des tribunaux de grande instance, d'un juge délégué aux affaires familiales, susceptible de statuer seul sur les problèmes de divorce, d'obligation alimentaire, d'autorité parentale et, plus généralement, sur tout ce qui concerne la sauvegarde des intérêts des enfants.

Cette addition continue de libéralités, appuyées le plus souvent par M. Nicole Ameline (Calvados), porte-parole du groupe UDF, a fait soupire M. Nicole Catala (RPR, Paris). «*Le gouvernement attache peu de prix à l'institution du mariage*», a-t-elle dit, «*et j'en suis assez inquiète*». En réponse, le rapporteur du projet, M. Cacheux, puis le ministre lui-même se sont crus obligés de rendre publics leurs «*états de service*» dans ce domaine privé : trente-sept ans de mariage pour l'une, douze ans pour l'autre.

Passé cet intermédiaire quelque peu bon enfant dans un hémicycle désert, M. Vauzelle a fait adopter par voie d'amendement une disposition nouvelle d'ayant qu'un rapport assez lointain avec l'objet du texte — un «*cavalier*», dans le jargon parlementaire, — et au terme de laquelle les travaux de réparation demandés à titre expérimental, depuis deux ans, à de jeunes délinquants avertis, dorénavant, un fondement législatif.

M. Guyard a publié un communiqué dans lequel il relève la contradiction entre les propos du ministre et ceux du procureur. «*Où M. Lienemann, déclare le maire d'Evry, dit n'importe quoi en représentant une minorité infime, ce que le juge criminel du ministère socialiste, ou le Parisien travesti ses dires, et je ne doute pas que M. Lienemann va très vite démon-*

trer les propos mensongers qui lui sont prêtés. M. Guyard revivait ensuite sur le problème du financement des campagnes électorales et des partis politiques, pour rappeler que «*tous les partis ont dû ajouter aux cotisations des militants et des élus*» ce qu'il appelle «*le sponsoring des entreprises*». «*C'est ce qui a donné naissance, ajoute-t-il, aux intermédiaires spécialisés, comme Urba et la SAGES*».

Le maire d'Evry souligne que, par la loi de 15 janvier 1990, «*ce sont les socialistes qui ont stoppé cette course au financement des campagnes*». Il précise, enfin, qu'il ne s'est enrichi personnellement ni dans ses fonctions d'élu ni dans celles de responsable d'une société d'ILM et d'une association de colons de la colonisation-journées des entreprises, «*activités exercées à titre bénévole*».

M. Lienemann, qui n'a pas répondu aux observations de M. Guyard, avait été convoqué par M. Pierre Bérégovoy le 13 mai en début de soirée.

Le premier ministre s'était engagé auprès de M. Gernon à «*admonester*» le maire d'Athis-Mons. Cependant, ayant lui-même affirmé sa volonté de lutter contre la «*corruption*», M. Bérégovoy peut difficilement reprocher à l'un de ses ministres de le suivre — voire de le précéder — dans cette voie, et il ne semble pas songer à demander à M. Lienemann sa démission du gouvernement.



reconnaisance par la loi, et non plus seulement par voie de décret, de l'«*accouchement sous X*», grâce auquel une femme en détresse n'est pas tenue de révéler son identité lors d'un accouchement.

La majorité de l'Assemblée nationale, représentée en la circonstance, so PS, à l'UDF, au RPR, par des députés de sexe féminin, a jugé que, sous certaines conditions de reconnaissance, l'exercice de l'autorité parentale doit revenir aux deux parents, y compris pour des enfants de couples non mariés. Enfin, elle a élargi l'institution, au sein des tribunaux de grande instance, d'un juge délégué aux affaires familiales, susceptible de statuer seul sur les problèmes de divorce, d'obligation alimentaire, d'autorité parentale et, plus généralement, sur tout ce qui concerne la sauvegarde des intérêts des enfants.

Cette addition continue de libéralités, appuyées le plus souvent par M. Nicole Ameline (Calvados), porte-parole du groupe UDF, a fait soupire M. Nicole Catala (RPR, Paris). «*Le gouvernement attache peu de prix à l'institution du mariage*», a-t-elle dit, «*et j'en suis assez inquiète*». En réponse, le rapporteur du projet, M. Cacheux, puis le ministre lui-même se sont crus obligés de rendre publics leurs «*états de service*» dans ce domaine privé : trente-sept ans de mariage pour l'une, douze ans pour l'autre.

Passé cet intermédiaire quelque peu bon enfant dans un hémicycle désert, M. Vauzelle a fait adopter par voie d'amendement une disposition nouvelle d'ayant qu'un rapport assez lointain avec l'objet du texte — un «*cavalier*», dans le jargon parlementaire, — et au terme de laquelle les travaux de réparation demandés à titre expérimental, depuis deux ans, à de jeunes délinquants avertis, dorénavant, un fondement législatif.

M. Guyard a publié un communiqué dans lequel il relève la contradiction entre les propos du ministre et ceux du procureur. «*Où M. Lienemann, déclare le maire d'Evry, dit n'importe quoi en représentant une minorité infime, ce que le juge criminel du ministère socialiste, ou le Parisien travesti ses dires, et je ne doute pas que M. Lienemann va très vite démon-*

trer les propos mensongers qui lui sont prêtés. M. Guyard revivait ensuite sur le problème du financement des campagnes électorales et des partis politiques, pour rappeler que «*tous les partis ont dû ajouter aux cotisations des militants et des élus*» ce qu'il appelle «*le sponsoring des entreprises*». «*C'est ce qui a donné naissance, ajoute-t-il, aux intermédiaires spécialisés, comme Urba et la SAGES*».

Le maire d'Evry souligne que, par la loi de 15 janvier 1990, «*ce sont les socialistes qui ont stoppé cette course au financement des campagnes*». Il précise, enfin, qu'il ne s'est enrichi personnellement ni dans ses fonctions d'élu ni dans celles de responsable d'une société d'ILM et d'une association de colons de la colonisation-journées des entreprises, «*activités exercées à titre bénévole*».

M. Lienemann, qui n'a pas répondu aux observations de M. Guyard, avait été convoqué par M. Pierre Bérégovoy le 13 mai en début de soirée.

Le premier ministre s'était engagé auprès de M. Gernon à «*admonester*» le maire d'Athis-Mons. Cependant, ayant lui-même affirmé sa volonté de lutter contre la «*corruption*», M. Bérégovoy peut difficilement reprocher à l'un de ses ministres de le suivre — voire de le précéder — dans cette voie, et il ne semble pas songer à demander à M. Lienemann sa démission du gouvernement.

parents, y compris pour des enfants de couples non mariés. Enfin, elle a élargi l'institution, au sein des tribunaux de grande instance, d'un juge délégué aux affaires familiales, susceptible de statuer seul sur les problèmes de divorce, d'obligation alimentaire, d'autorité parentale et, plus généralement, sur tout ce qui concerne la sauvegarde des intérêts des enfants.

Cette addition continue de libéralités, appuyées le plus souvent par M. Nicole Ameline (Calvados), porte-parole du groupe UDF, a fait soupire M. Nicole Catala (RPR, Paris). «*Le gouvernement attache peu de prix à l'institution du mariage*», a-t-elle dit, «*et j'en suis assez inquiète*». En réponse, le rapporteur du projet, M. Cacheux, puis le ministre lui-même se sont crus obligés de rendre publics leurs «*états de service*» dans ce domaine privé : trente-sept ans de mariage pour l'une, douze ans pour l'autre.

Passé cet intermédiaire quelque peu bon enfant dans un hémicycle désert, M. Vauzelle a fait adopter par voie d'amendement une disposition nouvelle d'ayant qu'un rapport assez lointain avec l'objet du texte — un «*cavalier*», dans le jargon parlementaire, — et au terme de laquelle les travaux de réparation demandés à titre expérimental, depuis deux ans, à de jeunes délinquants avertis, dorénavant, un fondement législatif.

M. Guyard a publié un communiqué dans lequel il relève la contradiction entre les propos du ministre et ceux du procureur. «*Où M. Lienemann, déclare le maire d'Evry, dit n'importe quoi en représentant une minorité infime, ce que le juge criminel du ministère socialiste, ou le Parisien travesti ses dires, et je ne doute pas que M. Lienemann va très vite démon-*

trer les propos mensongers qui lui sont prêtés. M. Guyard revivait ensuite sur le problème du financement des campagnes électorales et des partis politiques, pour rappeler que «*tous les partis ont dû ajouter aux cotisations des militants et des élus*» ce qu'il appelle «*le sponsoring des entreprises*». «*C'est ce qui a donné naissance, ajoute-t-il, aux intermédiaires spécialisés, comme Urba et la SAGES*».

Le maire d'Evry souligne que, par la loi de 15 janvier 1990, «*ce sont les socialistes qui ont stoppé cette course au financement des campagnes*». Il précise, enfin, qu'il ne s'est enrichi personnellement ni dans ses fonctions d'élu ni dans celles de responsable d'une société d'ILM et d'une association de colons de la colonisation-journées des entreprises, «*activités exercées à titre bénévole*».

M. Lienemann, qui n'a pas répondu aux observations de M. Guyard, avait été convoqué par M. Pierre Bérégovoy le 13 mai en début de soirée.

Le premier ministre s'était engagé auprès de M. Gernon à «*admonester*» le maire d'Athis-Mons. Cependant, ayant lui-même affirmé sa volonté de lutter contre la «*corruption*», M. Bérégovoy peut difficilement reprocher à l'un de ses ministres de le suivre — voire de le précéder — dans cette voie, et il ne semble pas songer à demander à M. Lienemann sa démission du gouvernement.

M. Lienemann, qui n'a pas répondu aux observations de M. Guyard, avait été convoqué par M. Pierre Bérégovoy le 13 mai en début de soirée.

Le premier ministre s'était engagé auprès de M. Gernon à «*admonester*» le maire d'Athis-Mons. Cependant, ayant lui-même affirmé sa volonté de lutter contre la «*corruption*», M. Bérégovoy peut difficilement reprocher à l'un de ses ministres de le suivre — voire de le précéder — dans cette voie, et il ne semble pas songer à demander à M. Lienemann sa démission du gouvernement.

Les affaires de fausses factures

M. Guyard demande à M. Lienemann de démentir les propos par lesquels elle l'a mis en cause

Les déclarations de M. Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement et au cadre de vie, l'invitant le PS, dans un entretien publié par le *Parisien*, le 13 mai, à «*faire le ménage*» parmi ses élus, ont provoqué une vive réaction de M. Jacques Guyard, maire d'Evry.

En réponse à une question sur les dossiers que M. Renaud Van Rymbeke, magistrat instructeur à Rennes, aurait transmis au parquet d'Evry au sujet d'élus socialistes de l'Essonne, M. Lienemann déclarait : «*Je le salue pour M. Jacques Guyard et Claude Gernon*». Or, le procureur de la République d'Evry, M. Laurent Devonas, a indiqué qu'il n'avait reçu de M. Van Rymbeke aucun dossier «*concernant le moindre élu essonnien*» (le Monde du 15 mai).

M. Gernon, maire de Massy et député de l'Essonne, au sujet duquel M. Lienemann — elle-même maire d'Athis-Mons — déclarait que «*personne ne contrôlait bien ce qui se passait à Massy, notamment en matière d'urbanisme*», a refusé de répondre à nos questions.

M. Guyard a publié un communiqué dans lequel il relève la contradiction entre les propos du ministre et ceux du procureur. «*Où M. Lienemann, déclare le maire d'Evry, dit n'importe quoi en représentant une minorité infime, ce que le juge criminel du ministère socialiste, ou le Parisien travesti ses dires, et je ne doute pas que M. Lienemann va très vite démon-*

trer les propos mensongers qui lui sont prêtés. M. Guyard revivait ensuite sur le problème du financement des campagnes électorales et des partis politiques, pour rappeler que «*tous les partis ont dû ajouter aux cotisations des militants et des élus*» ce qu'il appelle «*le sponsoring des entreprises*». «*C'est ce qui a donné naissance, ajoute-t-il, aux intermédiaires spécialisés, comme Urba et la SAGES*».

Le maire d'Evry souligne que, par la loi de 15 janvier 1990, «*ce sont les socialistes qui ont stoppé cette course au financement des campagnes*». Il précise, enfin, qu'il ne s'est enrichi personnellement ni dans ses fonctions d'élu ni dans celles de responsable d'une société d'ILM et d'une association de colons de la colonisation-journées des entreprises, «*activités exercées à titre bénévole*».

M. Lienemann, qui n'a pas répondu aux observations de M. Guyard, avait été convoqué par M. Pierre Bérégovoy le 13 mai en début de soirée.

Le premier ministre s'était engagé auprès de M. Gernon à «*admonester*» le maire d'Athis-Mons. Cependant, ayant lui-même affirmé sa volonté de lutter contre la «*corruption*», M. Bérégovoy peut difficilement reprocher à l'un de ses ministres de le suivre — voire de le précéder — dans cette voie, et il ne semble pas songer à demander à M. Lienemann sa démission du gouvernement.

M. Lienemann, qui n'a pas répondu aux observations de M. Guyard, avait été convoqué par M. Pierre Bérégovoy le 13 mai en début de soirée.

Le premier ministre s'était engagé auprès de M. Gernon à «*admonester*» le maire d'Athis-Mons. Cependant, ayant lui-même affirmé sa volonté de lutter contre la «*corruption*», M. Bérégovoy peut difficilement reprocher à l'un de ses ministres de le suivre — voire de le précéder — dans cette voie, et il ne semble pas songer à demander à M. Lienemann sa démission du gouvernement.

M. Lienemann, qui n'a pas répondu aux observations de M. Guyard, avait été convoqué par M. Pierre Bérégovoy le 13 mai en début de soirée.

Le premier ministre s'était engagé auprès de M. Gernon à «*admonester*» le maire d'Athis-Mons. Cependant, ayant lui-même affirmé sa volonté de lutter contre la «*corruption*», M. Bérégovoy peut difficilement reprocher à l'un de ses ministres de le suivre — voire de le précéder — dans cette voie, et il ne semble pas songer à demander à M. Lienemann sa démission du gouvernement.

M. Lienemann, qui n'a pas répondu aux observations de M. Guyard, avait été convoqué par M. Pierre Bérégovoy le 13 mai en début de soirée.

Le premier ministre s'était engagé auprès de M. Gernon à «*admonester*» le maire d'Athis-Mons. Cependant, ayant lui-même affirmé sa volonté de lutter contre la «*corruption*», M. Bérégovoy peut difficilement reprocher à l'un de ses ministres de le suivre — voire de le précéder — dans cette voie, et il ne semble pas songer à demander à M. Lienemann sa démission du gouvernement.

parents, y compris pour des enfants de couples non mariés. Enfin, elle a élargi l'institution, au sein des tribunaux de grande instance, d'un juge délégué aux affaires familiales, susceptible de statuer seul sur les problèmes de divorce, d'obligation alimentaire, d'autorité parentale et, plus généralement, sur tout ce qui concerne la sauvegarde des intérêts des enfants.

Cette addition continue de libéralités, appuyées le plus souvent par M. Nicole Ameline (Calvados), porte-parole du groupe UDF, a fait soupire M. Nicole Catala (RPR, Paris). «*Le gouvernement attache peu de prix à l'institution du mariage*», a-t-elle dit, «*et j'en suis assez inquiète*». En réponse, le rapporteur du projet, M. Cacheux, puis le ministre lui-même se sont crus obligés de rendre publics leurs «*états de service*» dans ce domaine privé : trente-sept ans de mariage pour l'une, douze ans pour l'autre.

Passé cet intermédiaire quelque peu bon enfant dans un hémicycle désert, M. Vauzelle a fait adopter par voie d'amendement une disposition nouvelle d'ayant qu'un rapport assez lointain avec l'objet du texte — un «*cavalier*», dans le jargon parlementaire, — et au terme de laquelle les travaux de réparation demandés à titre expérimental, depuis deux ans, à de jeunes délinquants avertis, dorénavant, un fondement législatif.

M. Guyard a publié un communiqué dans lequel il relève la contradiction entre les propos du ministre et ceux du procureur. «*Où M. Lienemann, déclare le maire d'Evry, dit n'importe quoi en représentant une minorité infime, ce que le juge criminel du ministère socialiste, ou le Parisien travesti ses dires, et je ne doute pas que M. Lienemann va très vite démon-*

trer les propos mensongers qui lui sont prêtés. M. Guyard revivait ensuite sur le problème du financement des campagnes électorales et des partis politiques, pour rappeler que «*tous les partis ont dû ajouter aux cotisations des militants et des élus*» ce qu'il appelle «*le sponsoring des entreprises*». «*C'est ce qui a donné naissance, ajoute-t-il, aux intermédiaires spécialisés, comme Urba et la SAGES*».

Le maire d'Evry souligne que, par la loi de 15 janvier 1990, «*ce sont les socialistes qui ont stoppé cette course au financement des campagnes*». Il précise, enfin, qu'il ne s'est enrichi personnellement ni dans ses fonctions d'élu ni dans celles de responsable d'une société d'ILM et d'une association de colons de la colonisation-journées des entreprises, «*activités exercées à titre bénévole*».

M. Lienemann, qui n'a pas répondu aux observations de M. Guyard, avait été convoqué par M. Pierre Bérégovoy le 13 mai en début de soirée.

Le premier ministre s'était engagé auprès de M. Gernon à «*admonester*» le maire d'Athis-Mons. Cependant, ayant lui-même affirmé sa volonté de lutter contre la «*corruption*», M. Bérégovoy peut difficilement reprocher à l'un de ses ministres de le suivre — voire de le précéder — dans cette voie, et il ne semble pas songer à demander à M. Lienemann sa démission du gouvernement.

M. Lienemann, qui n'a pas répondu aux observations de M. Guyard, avait été convoqué par M. Pierre Bérégovoy le 13 mai en début de soirée.

Le premier ministre s'était engagé auprès de M. Gernon à «*admonester*» le maire d'Athis-Mons. Cependant, ayant lui-même affirmé sa volonté de lutter contre la «*corruption*», M. Bérégovoy peut difficilement reprocher à l'un de ses ministres de le suivre — voire de le précéder — dans cette voie, et il ne semble pas songer à demander à M. Lienemann sa démission du gouvernement.

Au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le soutien du Front national à cinq colistiers de M. Tapie provoque des remous

A la suite de l'élection, vendredi 15 mai, grâce au vote du Front national, de trois nouveaux présidents de commissions issus du groupe Energie-Sud de M. Bernard Tapie au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) — s'agissant aux deux autres élus la veille (le Monde du 16 mai) — M. Yves Vidal, député (non-inscrit) des Bouches-du-Rhône, ancien socialiste, a demandé «*la démission immédiate*» de leur poste des cinq élus concernés. «*J'attends avec intérêt une prise de position claire du leader d'Energie Sud, ainsi que de la direction nationale du PS*», a déclaré M. Vidal, qui avançait que «*M. Edith Cresson avait demandé sa démission à M. Jean-Pierre Soisson (président du conseil régional de Bourgogne) pour les mêmes raisons*».

M. Robert Alloué, chef de file des élus communistes, a affirmé que «*la région PACA a été, une nouvelle fois, le théâtre de combinaisons politiciennes totalement inacceptables et particulièrement étonnantes*».

ses attitudes, elle eût dû réfléchir davantage et plus vite aux motifs de cette défection. Au fil de ses écrits, il entend lutter contre un comportement conduisant, faute d'un fonds doctrinal et d'un cadre de référence, à l'effacement de la France. L'Europe qui se construit à Bruxelles l'envie car elle continue de se bâtir contre les pays libérés, malgré elle, du «*joug socialiste*».

On devine que le socialisme mitterrandien ou rocardien ne lui sied guère et qu'il ne pardonne pas à certains leaders de la droite, Raymond Barre, Jacques Chirac notamment, d'avoir accepté le maintien de la gauche plutôt que de s'élire avec le Front national, alors «*qu'un jour ou l'autre, il faudra bien s'entendre avec lui*». Alain Griotteray n'évance pas masqué.

On le retrouvera tel quel dans un opuscule qu'il a publié à la suite d'un récent voyage en Israël, nation à laquelle il voue une admiration enflammée et une passion qu'il aimerait voir à l'œuvre dans son propre pays.

► *Le Retour de d'Artagnan*, de Denis Tillinac, La Table ronde, 152 pages, 39 Francs.

► *Politique d'aberd*, d'Alain Griotteray, Albatros, 219 pages, 120 Francs.

► *Retour d'Israël*, d'Alain Griotteray, Editions du Rocher, 77 pages, 79 Francs.

Le gouvernement refuse les concessions souhaitées par certains socialistes en faveur des dockers

L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 15 mai, par 539 voix contre 30, celles du groupe communiste (1), le projet de loi présenté par M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer, qui modifie le régime du travail dans les ports maritimes.

Discrettement, mais fermement, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a dit «*non*» aux velléités de ceux de ses amis politiques qui, sans doute sensibles à la couleur des futurs bulletins de vote des dockers, auraient voulu limiter le «*casé*» que suppose le projet de loi relatif à la manutention dans les ports. Interrompu, la nuit précédente, pour respecter le droit au repos des fonctionnaires de l'Assemblée nationale, le débat sur le projet du secrétaire d'Etat à la mer a repris, vendredi, sur un mode beaucoup plus offensif de la part du gouvernement.

Certes, les premiers emende-

ments, destinés à assouplir les dispositions du projet de loi sur le nombre de dockers intermittents, ont été adoptés contre l'avis du gouvernement. Celui-ci a imposé aux employeurs de la manutention de s'acquiescer des mesures de reclassement pour les dockers radiés, avant de leur proposer l'avenir, au porte-parole du groupe communiste, M. Guy Hermier (Bouches-du-Rhône), une meilleure information sur les gains de productivité de la filière portuaire.

Aussitôt après, M. Charles Josselin a fait le tri dans les différents amendements du groupe socialiste, pour lesquels il avait demandé la réserve du vote quelques heures plus tôt. Il a cédé sur le phénomène de la «*double peine*», qui aurait consisté à retirer leur carte professionnelle aux dockers licenciés pour des motifs autres qu'économiques. Il a obtenu, en revanche, le retrait d'un amendement de M. Jean Lacombe (Hérault), qui aurait eu pour effet de revenir en partie sur l'une des

deux principales dispositions du projet, à savoir la «*déperdition*» de la contribution patronale versée au titre de l'indemnité d'octroi des dockers.

«*L'opposition, qui avait soumis son vote à la condition du respect des deux grands principes du projet — la manutention des dockers et la déperdition — a pu, alors, confirmer son accord*», le secrétaire d'Etat à la mer a exprimé le vœu que l'adoption du projet permette de «*dédramatiser*» la situation actuelle dans les ports. Pour M. Hermier, en revanche, ce texte constitue «*une véritable déclaration de guerre contre les dockers*».

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Lors du vote final au scrutin public, aux 26 voix du groupe communiste et appuyées, se sont ajoutées celle de M. Elie Houri (non inscrit, La Réunion) et celles de MM. Claude Barate (RPR, Pyrénées-Orientales), René Beaumani (UDF, Saône-et-Loire) et Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne).

de ses attitudes, elle eût dû réfléchir davantage et plus vite aux motifs de cette défection. Au fil de ses écrits, il entend lutter contre un comportement conduisant, faute d'un fonds doctrinal et d'un cadre de référence, à l'effacement de la France. L'Europe qui se construit à Bruxelles l'envie car elle continue de se bâtir contre les pays libérés, malgré elle, du «*joug socialiste*».

On le retrouvera tel quel dans un opuscule qu'il a publié à la suite d'un récent voyage en Israël, nation à laquelle il voue une admiration enflammée et une passion qu'il aimerait voir à l'œuvre dans son propre pays.

► *Le Retour de d'Artagnan*, de Denis Tillinac, La Table ronde, 152 pages, 39 Francs.

► *Politique d'aberd*, d'Alain Griotteray, Albatros, 219 pages, 120 Francs.

► *Retour d'Israël*, d'Alain Griotteray, Editions du Rocher, 77 pages, 79 Francs.

de ses attitudes, elle eût dû réfléchir davantage et plus vite aux motifs de cette défection. Au fil de ses écrits, il entend lutter contre un comportement conduisant, faute d'un fonds doctrinal et d'un cadre de référence, à l'effacement de la France. L'Europe qui se construit à Bruxelles l'envie car elle continue de se bâtir contre les pays libérés, malgré elle, du «*joug socialiste*».

On devine que le socialisme mitterrandien ou rocardien ne lui sied guère et qu'il ne pardonne pas à certains leaders de la droite, Raymond Barre, Jacques Chirac notamment, d'avoir accepté le maintien de la gauche plutôt que de s'élire avec le Front national, alors «*qu'un jour ou l'autre, il faudra bien s'entendre avec lui*». Alain Griotteray n'évance pas masqué.

On le retrouvera tel quel dans un opuscule qu'il a publié à la suite d'un récent voyage en Israël, nation à laquelle il voue une admiration enflammée et une passion qu'il aimerait voir à l'œuvre dans son propre pays.

► *Le Retour de d'Artagnan*, de Denis Tillinac, La Table ronde, 152 pages, 39 Francs.

► *Politique d'aberd*, d'Alain Griotteray, Albatros, 219 pages, 120 Francs.

► *Retour d'Israël*, d'Alain Griotteray, Editions du Rocher, 77 pages, 79 Francs.

de ses attitudes, elle eût dû réfléchir davantage et plus vite aux motifs de cette défection. Au fil de ses écrits, il entend lutter contre un comportement conduisant, faute d'un fonds doctrinal et d'un cadre de référence, à l'effacement de la France. L'Europe qui se construit à Bruxelles l'envie car elle continue de se bâtir contre les pays libérés, malgré elle, du «*joug socialiste*».

On le retrouvera tel quel dans un opuscule qu'il a publié à la suite d'un récent voyage en Israël, nation à laquelle il voue une admiration enflammée et une passion qu'il aimerait voir à l'œuvre dans son propre pays.

► *Le Retour de d'Artagnan*, de Denis Tillinac, La Table ronde, 152 pages, 39 Francs.

► *Politique d'aberd*, d'Alain Griotteray, Albatros, 219 pages, 120 Francs.

► *Retour d'Israël*, d'Alain Griotteray, Editions du Rocher, 77 pages, 79 Francs.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5781

HORIZONTALEMENT

1. Mis sur la bonne voie. Parents de Jules César, par exemple. Invite à prendre connaissance. II. Pierre du Brésil. N'est jamais aussi heureuse que lorsqu'on l'envoie sur les roses. — III. Saut. Qui présente de nombreuses pointes et saillies. En entier. — IV. Appareil d'une certaine utilité. Abréviation. Jadis invoqué. — V. Contrefait de son vivant. Il a fait aussi après sa mort. Pas poile. Participe. — VI. Bassin destiné aux plongeurs. Homme de génie. — VII. Inspiré par le peintre autant que par son modèle. Ce que le reine Berthe pouvait gagner en flant. Vieux Espagnol. — VIII. Permet à certaines personnes de faire leur beurre. Vêtu en d'effraies. — IX. Mal traité. — X. «*Découvert*» peu-à-peu des lingots. Sur des grens. Peut se trouver devant un homme, mais jamais devant une femme. — XI. Poinc d'abordage. Quand elles sont noires, elles risquent fort de craver. Moyen de communication. — XII. Lettre. S'oppose. Solide rempart contre les débordements. — XIII. Sans fleurs ni couronnes. Préfixe. Exprient parfois en sifflant. — XIV. Peu recommandables quand elles sont douteuses. Titre. — XV. Usagers des transports en commun.

1. Mis sur la bonne voie. Parents de Jules César, par exemple. Invite à prendre connaissance. II. Pierre du Brésil. N'est jamais aussi heureuse que lorsqu'on l'envoie sur les roses. — III. Saut. Qui présente de nombreuses pointes et saillies. En entier. — IV. Appareil d'une certaine utilité. Abréviation. Jadis invoqué. — V. Contrefait de son vivant. Il a fait aussi après sa mort. Pas poile. Participe. — VI. Bassin destiné aux plongeurs. Homme de génie. — VII. Inspiré par le peintre autant que par son modèle. Ce que le reine Berthe pouvait gagner en flant. Vieux Espagnol. — VIII. Permet à certaines personnes de faire leur beurre. Vêtu en d'effraies. — IX. Mal traité. — X. «*Découvert*» peu-à-peu des lingots. Sur des grens. Peut se trouver devant un homme, mais jamais devant une femme. — XI. Poinc d'abordage. Quand elles sont noires, elles risquent fort de craver. Moyen de communication. — XII. Lettre. S'oppose. Solide rempart contre les débordements. — XIII. Sans fleurs ni couronnes. Préfixe. Exprient parfois en sifflant. — XIV. Peu recommandables quand elles sont douteuses. Titre. — XV. Usagers des transports en commun.

1. Mis sur la bonne voie. Parents de Jules César, par exemple. Invite à prendre connaissance. II. Pierre du Brésil. N'est jamais aussi heureuse que lorsqu'on l'envoie sur les roses. — III. Saut. Qui présente de nombreuses pointes et saillies. En entier. — IV. Appareil d'une certaine utilité. Abréviation. Jadis invoqué. — V. Contrefait de son vivant. Il a fait aussi après sa mort. Pas poile. Participe. — VI.

هكمان النخيل

Le Monde

HEURES LOCALES

Des communes au bord du gouffre

Le bilan de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'année 1990 souligne la dégradation de la situation financière des collectivités territoriales de la région

MARSEILLE

de notre correspondant régional

DANS son bilan d'activité pour l'année 1990, la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) lance un cri d'alarme concernant l'aggravation de la situation financière des collectivités territoriales de la région. Même si, en raison de problèmes économiques particuliers, il paraît plus accentué en PACA, ce phénomène est général, au moment où l'on vient de célébrer le dixième anniversaire de la première loi de décentralisation.

A la différence du rapport annuel de la Cour des comptes - qui doit être publié dans un mois - le bilan d'activité des chambres régionales ne cite, notamment, aucune collectivité. Mais leurs lettres d'observations définitives, dont sont extraits la plupart des cas cités, recourent, elles, à une large publicité. Pour la région PACA, ces cas concernent notamment les communes de Briançon (Hautes-Alpes), Nice et Cannes (Alpes-Maritimes), Marseille (Bouches-du-Rhône), Draguignan, Fréjus et Le Luc-en-Provence (Var) ainsi qu'Avignon et Orange (Vaucluse).

Pour Alain Serieux, président de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, le mal rampant qui affecte les collectivités territoriales de la région, c'est un peu la peste. « Toutes n'en mouraient pas, mais toutes étaient frappées... » Le bilan d'activité de la juridiction pour l'exercice 1990 confirme, en effet, le constat alarmant fait l'année précédente. Les finances des principales collectivités soumises à son contrôle - en particulier les communes - sont toutes, plus ou moins, dans le rouge.

Quatre ou cinq d'entre elles sont, virtuellement, en état de cessation de paiement et ont fait l'objet d'un véritable redressement concordataire, qui suppose une relation entre la collectivité, le prêteur et les créanciers. Toutes les autres, à quelques exceptions près, sont dans des « situations difficiles ». Leur budget fait notamment apparaître la faiblesse de leurs capacités d'autofinancement et un lourd endettement, qu'il soit direct ou indirect (par le biais de garanties d'emprunt, souvent périlleuses, accordées à des tiers).

Un chiffre significatif : celui des saisines de la chambre par divers créanciers de ces collectivités. Il a été de 105 en 1991, et a plus que doublé en trois ans, au lieu de 76 en région Rhône-Alpes, 65 en Ile-de-France et 54 dans le Nord-Pas-de-Calais pour la même période. La chambre souligne, de plus, que certaines communes « dissimulent les chiffres réels » par divers artifices, à l'exemple de ce syndicat



intercommunal équilibrant artificiellement son budget avec 50 millions de francs de recettes fictives.

Croissance de la pression fiscale

Le corollaire de cette dégradation financière, qui a pour principale conséquence une forte diminution, voire une suspension des investissements, est une croissance rapide du prélèvement fiscal local (1). Pour masquer leurs difficultés, certaines communes ont également utilisé des lignes de trésorerie consenties par des établissements bancaires ou financiers. Mais elles ont abusé de ce droit de tirage, dont elles se sont servi pour rembourser des emprunts antérieurs ou même pour financer des dépenses de fonctionnement, au lieu d'en user normalement, comme prêt-relais sur des subventions d'équipement. Menacées d'insol-

tabilité, les plus imprudentes ont été mises par leurs bailleurs sous une tutelle de facto.

Les causes de cette situation sont, pour une part, anciennes. L'inflation des effectifs, aggravée par une inflation des rémunérations, « irrégulières et parfois clandestines », le gonflement des dépenses de relations publiques, « qui peuvent recouvrir des opérations aberrantes », la mauvaise gestion des commandes et de la passation des marchés publics, les investissements préalablement mal étudiés, le suivi médiocre des recettes (mauvaise organisation des recouvrements, patrimoine mal connu et mal administré), le recours à des associations de façade, « faisant courir des risques graves aux finances publiques locales », toutes solutions qui provoquent souvent des dépenses importantes.

La chambre admet la volonté, « politiquement compréhensible », des communes de donner la priorité aux entreprises locales lors de l'attribution de marchés. Mais, souligne-t-elle, « la quasi-élimination de toute concurrence exis-

sante conduit, presque nécessairement, à des surcoûts ». Le recours, abusif, aux versements ou ordres de service - qui dénature le contrat - relève, en moyenne, de 30 % le coût des marchés. Quant aux associations para-municipales, leur danger a été suffisamment illustré par l'exemple de Nice-communauté : sa liquidation a laissé un passif de 140 millions de francs à la charge de la ville de Nice.

Des activités spéculatives

Les sociétés d'économie mixte (SEM) qui les ont remplacées ne sont pas, toutefois, la panacée et peuvent présenter les mêmes inconvénients. Certaines ont été conçues comme des « sociétés à tout faire » bénéficiant de subventions ou de garanties financières « parfois irrégulières et souvent coûteuses ». D'autres servent de support à des opérations ne correspondant en rien aux compétences et aux moyens des collectivités concernées : parcs de loisirs, équipements de sports d'hiver. D'autres encore sont orientées vers des activités spéculatives (comme la promotion immobilière), évidemment étrangères à la vocation d'intérêt général des SEM.

La chambre crie casse-cou. « Ne risquez pas l'argent des contribuables dans des activités économiquement aléatoires », conseille Alain Serieux aux communes. « N'accordez pas non plus de garanties quand ces activités sont animées par d'autres... »

La fragilité financière des collectivités territoriales de Provence-Alpes-Côte d'Azur est sans doute plus marquée que dans d'autres régions. Les spécificités de l'économie régionale - faiblesse des activités industrielles, prédominance des activités tertiaires - les ont poussées à multiplier leurs interventions et à prendre des risques plus grands qu'ailleurs. La région cumule en particulier les charges du tourisme balnéaire et de montagne, sous la forme d'importantes dépenses d'infrastructure, auxquelles s'ajoute l'incertitude des ressources.

Mais la situation en PACA est néanmoins symptomatique de celle qui règne au plan national. « Dix ans de décentralisation, c'est très court, estime Alain Serieux. Après avoir commis un certain nombre d'erreurs, les collectivités finiront bien par s'adapter à leurs nouvelles responsabilités. Les chambres régionales des comptes sont là pour les aider... »

GUY PORTE

(1) Selon une étude du comité économique et social de PACA, celui-ci est passé, entre 1983 et 1990, de 16 à 24,9 milliards de francs, soit une augmentation de 53 % contre 27 % dans la même période, pour les prélèvements de l'Etat.

Multinationale au goût de terroir

Implantée dans vingt-huit pays, la société Legrand est toujours restée fidèle à son Limousin natal

LIMOGES

de notre correspondant

C'EST sous le signe de l'attachement au terroir que la société Legrand, leader mondial de l'éclairage basse tension, a placé, à l'inauguration de sa nouvelle unité industrielle, le Site électronique limousin (SITEL). Un bâtiment de 6 900 mètres carrés avec des ateliers de production très sophistiqués (contrôle des poussières, des températures, de l'hygrométrie, sols antistatiques...) et des aires de stockage importantes. Cent vingt salariés y travaillent actuellement ; l'effectif devrait atteindre à terme les deux cents.

« Legrand reste fidèle à Limoges », une fidélité qui n'a rien d'une flatterie de fin de banquet. Legrand SA est la première unité à s'installer sur la technopole, qui est le grand projet en cours de la ville de Limoges (le Monde du 15 avril 1991). Le maire, M. Alain Rodet, a tenu à remercier le PDG de l'entreprise, M. François Grappotte, pour cet « effet d'affichage », dont il espère qu'il aura valeur d'exemple et d'attraction pour d'autres activités industrielles high-tech.

La création du SITEL ouvre un nouveau chapitre de l'aventure industrielle de Legrand SA. A l'origine, une petite manufacture de porcelaine de Limoges née sous le Second Empire en 1860, ravagée par un incendie en 1949, et qui préféra alors se reconstruire dans la porcelaine électrique. C'était à l'époque du boom immobilier de l'après-guerre, et ce choix

se révéla tout de suite très porteur. L'entreprise prospéra, essaima à Poitiers, à Antibes, en Normandie. Entrée en Bourse en 1970, elle commença alors sa conquête du monde. Le Brésil co 1974, les Etats-Unis à partir de 1984 avec l'acquisition de deux rivaux, Pusey and Seymour et Slater Electric. Aujourd'hui, elle possède trente-cinq unités industrielles dans vingt-huit pays. Son chiffre d'affaires (9,9 milliards de francs en 1991) se fait à 58 % à l'étranger.

Une aide indirecte de la ville

Mais parallèlement, l'entreprise a continué à cultiver une politique furie d'enracinement dans sa région d'origine. Outre Limoges, elle a créé neuf unités de montage électrique dans les cantons ruraux de Haute-Vienne (Chalus, Rochechouart, Saint-Junien, Saint-Yrieix-la-Perche), Charente limousine (Chabanais, Confolens), Corrèze (Lubersac, Uzerehe), onze cents salariés en total. Sur un effectif mondial de quelque 20 000 salariés, 4 300 sont en Limousin, ce qui fait de Legrand SA la première entreprise industrielle régionale.

Outre sa nouvelle implantation sur la technopole, l'entreprise a manifesté cet attachement pour le terroir par la construction à Limoges de son siège social (10 000 mètres carrés sur sept niveaux, immeuble futuriste de verre et de granite), et par la mise en chantier d'un laboratoire d'étude et de recherche domotique.

GEORGES CHATAIN
Lire la suite page 10

« Seine-et-Marne Express » ignore Paris

Mise en place entre Meaux et Melun, une liaison nord-sud par car a permis d'attirer une nouvelle clientèle vers les transports collectifs

PASSER par Paris. Telle était, jusqu'en 21 octobre 1991, la seule solution pour les habitants de Seine-et-Marne qui voulaient relier, par les transports collectifs, Meaux à Melun, les deux plus grandes villes du nord et du sud du département de l'est de l'Ile-de-France. Des heures perdues, et une incitation à emprunter la voiture individuelle, avec, pour conséquence, une saturation de plus en plus importante des routes.

C'est pour cette raison que le conseil général de Seine-et-Marne a décidé en juillet 1991 la création de la ligne « Seine-et-Marne Express ». Cette liaison rapide relie, depuis l'automne, Meaux à Melun en passant par les villes nouvelles de Marne-la-Vallée et de Melun-Sénart, et en empruntant des voies rapides comme l'A4 et la Francilienne. Une ligne qui n'est ni radiale vers Paris, ni rayonnante autour d'une agglomération. Elle permet au contraire des échanges entre les pôles importants du département. L'ouverture d'Euro Disney à Marne-la-Vallée avec l'extension des lignes du RER la rendait indispensable.

Le ligne « Seine-et-Marne Express » équipée de cars confortables (tablettes de travail, salon à l'arrière, toilettes, vidéo) connaît d'ailleurs, six mois après son ouverture, une fréquentation supérieure aux estimations escomptées pour la deuxième année de fonctionnement : plus de cent personnes par jour globalement sur les six aller et retour.

Autre surprise, les usagers ne l'empruntent pas toujours par tronçon comme cela était prévu, mais, pour près de la moitié, sur la totalité. Beaucoup d'étudiants fréquentent la ligne, ce qui donne raison

aux élus qui anticipaient sur l'ouverture d'établissements universitaires dans le département, et en particulier d'un IUT à Meaux.

Cette ligne « structurante » témoigne de la rupture avec la prédominance politique des transports de conseil général, qui soutenaient essentiellement des lignes d'intérêt local ou départemental. Aujourd'hui, le département met en place une politique volontariste des transports collectifs. Les lignes d'intérêt local sont réorganisées pour découper des réseaux de bassin qui permettent un maillage dense autour de Melun, Fontainebleau et du plateau de Beauce. L'est du département est en voie de désenclavement.

Une politique qui coûte cher

Le conseil général souhaite à terme relier par d'autres lignes express les différents pôles. « Nous avons d'abord voulu prouver qu'on pouvait effectivement se déplacer rapidement dans le département sans passer par Paris », explique M. Fabienne Grognet, chef du service des transports du conseil général. Cette politique coûte cher. Le budget départemental des transports a presque doublé entre 1991 et 1992.

Pour la ligne « Seine-et-Marne Express », le département prend en charge la totalité d'un déficit qui ne devrait pas dépasser 2,2 millions de francs la première année. Sa subvention diminuera les années suivantes. Une période probatoire de trois ans est prévue mais la convention avec les transporteurs est signée pour cinq ans, période qui devrait être suffisante pour que la ligne devienne bénéficiaire. Le conseil régional, pour sa part, a subventionné à 50 %

l'achat des deux véhicules de la ligne. Le Syndicat des transports parisiens (STP), l'établissement public qui coordonne les transports collectifs en Ile-de-France, soutient activement l'initiative du département de Seine-et-Marne. Il s'agit en effet, selon le STP, d'une « ligne qui répond à une attente et qui peut attirer une nouvelle clientèle dans les transports en commun ».

CHRISTOPHE DE CHENAY



**LYONNAISE
DES EAUX
DUMEZ**

Un groupe mondial
de construction et de services
pour l'environnement.

Des collectivités très convoitées

LA difficulté des tâches, la complexité des dossiers amènent de plus en plus d'élus à s'entourer de spécialistes. Pour gérer leurs communes, pour se retrouver dans le maquis des textes, pour négocier avec leurs partenaires financiers, des maires font appel à des bureaux d'études.

Ces petites sociétés se sont multipliées ces dernières années à l'initiative d'argents bancaires ou comptables ou plus simplement d'universitaires séduits par les travaux pratiques sur le terrain. Pour tous ces vendeurs de conseils, les villes sont des « clients » qu'il faut convaincre du bien-fondé de leurs prestations, des marchés qu'il s'agit de gagner et de conserver, alors que la concurrence se fait plus pressante.

Dans cette lutte pour la recherche de contrats, si tous les coups ne sont pas encore permis, il semble bien que l'an assiste à une lente dégradation. Les collectivités publiques ne sont pas encore devenues un monde sauvage, mais certaines pratiques ouvrent la voie à de possibles excès. Un incident, lors de la troisième convention nationale de l'Assemblée des districts de France mardi 12 mai, vient illustrer ces menaces.

Le programme de cette rencontre annonçait une étude sur la fiscalité des districts. Un expert était là pour expliquer que le législateur essayait de faire disparaître les districts au profit de structures plus fédératives. A l'élude de simulations, il a conforté les craintes des élus qui lui avaient demandé le travail.

Un autre consultant est alors intervenu pour vanter les mérites de l'intercommunalité et contredire les propos de son confrère. Un débat qui a provoqué quelque émoi parmi les élus présents. Devenus, l'espace d'un moment, spectateurs d'une querelle de chiffres masquant des conceptions politiques sur les regroupements de communes. Le débat mouvementé du premier expert, protestant contre « le rôle que certains élus essaient de faire jouer aux consultants », a calmé les débats.

Cette anecdote, sans conséquences importantes, est révélatrice de dérives qui menacent les collectivités. Faire appel à des spécialistes pour éclairer le travail des élus peut être utile, à condition que ces derniers demeurent maîtres du jeu.

S. B.

HEURES LOCALES

REPÈRES

BRETAGNE

Le club de foot de Guingamp ambassadeur du département

« En avant Guingamp ! » Le club de football de la ville (seconde division), a décidé de mettre sa renommée au service des Côtes-d'Armor. A l'occasion de chacun de ses déplacements, l'équipe se propose d'offrir quelques places dans son avion à des acteurs économiques du département. Dans les villes où les matches se disputent, ceux-ci pourront organiser des opérations de relations publiques.

Ainsi, une dizaine de responsables de classes de découverte et de structures d'accueil des Côtes-d'Armor ont accompagné les joueurs à Dunkerque. Ils avaient rendez-vous avec trois cents enseignants du Nord auxquels le comité départemental du tourisme avait préalablement lancé une invitation. Au cours de cette rencontre, ils ont pu remettre à leurs invités une documentation sur les produits touristiques et pédagogiques de la région.

Cette opération de promotion sur le terrain est née d'une idée d'Aimé Dagorn, le secrétaire général du club, qui cherchait une solution pour rentabiliser l'avion de trente places qu'utilise l'équipe pour ses déplacements. Selon lui, cette initiative prouve « que le sport peut apporter son concours au développement d'une région ».

LIMOUSIN

Une liaison estivale Brive-Londres

CHACQUE samedi, à partir du 20 juin, un avion ATR 42, de la compagnie TAT, s'envolera de Londres-Stansted pour rejoindre l'aéroport de Brive-la-Gaillarde, après deux heures de vol. Cette ligne estivale, qui devrait s'interrompre le 20 septembre, a été mise en place par TAT pour permettre à son avion qui assure le reste de la semaine des liaisons directes Brive-Paris de ne pas rester immobilisé les week-ends, et aussi pour attirer quelques-uns des cent cinquante mille Anglais, se rendant dès les beaux jours en Limousin-Quercy-Périgord.

Dans un premier temps, TAT espère emmener ainsi cet été plus de mille passagers. Ce sont les tours-opérateurs d'outre-Manche qui seront chargés de faire le plus gros des voyages, composés avant tout d'amis d'anglais résidant déjà en France. Les responsables de la compagnie aérienne pensent que cette ligne ne sera utilisée que pour des séjours ne dépassant pas une semaine. Cette expérience doit permettre à Brive de renforcer son rôle de « portail » du Grand Sud-Ouest, déjà établi avec la plateforme du train auto-couchettes de Douvres utilisé chaque année par seize mille touristes britanniques.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Michel Dubreuil (Brive), Michel Leveque (Paris), Gilette de Methe (Bordeaux), Patrick Le Nen (Saint-Brieuc) et Jean-Jacques Rollet (Toulon).

Le Monde

HORS-SÉRIE

LA FRANCE DANS SES RÉGIONS

26 enquêtes sur le pays d'aujourd'hui et le résultat complet des élections du 22 mars

156 pages - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Médiateurs volontaires à Mulhouse

Le maire de la cité alsacienne espère que des citoyens bénévoles pourront, par leur seule présence en uniforme, rassurer la population

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

EN fin d'après-midi, les « médiateurs volontaires » se préparent pour leur tournée dans le quartier Briand-Franklin. Ils enfilent leur anorak vert sur le pull de même couleur, frappé de l'écusson orange et rouge de la ville de Mulhouse. Ils vont déambuler dans ce quartier du centre-ville habité par une forte communauté turque. Il s'agit d'aller au devant des préoccupations et des petits ennuis de tous les jours des Mulhousiens, mais aussi de prévenir la petite délinquance.

L'expérience n'en est qu'à ses débuts, mais l'objectif fixé par Jean-Marie Bockel (PS), maire de Mulhouse, est d'arriver à un effectif de cent cinquante personnes, réparties en équipes de cinq connaissant au moins le dialecte alsacien ou une autre langue que le français (arabe, turc, etc.) et devant couvrir les sept principaux quartiers de la cité. Leur mission est de sillonner les rues par groupe de trois, les deux autres restant à la permanence du secteur. Munis de talons-valises, les patrouilleurs sont reliés au PC du secteur et au commissariat central.

Pour bien montrer que l'action des médiateurs volontaires a aussi une « vocation dissuasive », Jean-Marie

Bockel relève qu'elle est « pilote par le chef de la police municipale ». Outre une formation de base juridique et administrative, ils suivent un entraînement devant leur permettre de garder leur sang-froid quel que soit le cas de figure. Le maire insiste sur la nécessité de « lutter contre le sentiment d'insécurité qui est subjectif mais réel ». « C'est pour cette raison, ajoute-t-il, que cette initiative est indispensable : il faut que les gens s'expriment et ainsi il sera possible de définir les problèmes ».

« Nouvelle démarche civique »

Au moment du départ de la tournée (deux par semaine pour l'instant), un homme entre dans la permanence : « De quel s'occupent vos bureaux ? » C'est un forain qui voudrait avoir un emplacement plus grand sur le « marché du canal vert » et qui, faute d'avoir obtenu satisfaction de la mairie jusqu'à présent, est venu frapper à cette nouvelle porte. Les patrouilleurs le laissent entre les mains de leurs deux collègues de permanence. Robert, un Kabyle d'une soixantaine d'années aujourd'hui à la préretraite mais qui visiblement a dû pas mal boulotter, prend d'autorité le talon-valise.

Constitué en outre d'Eric et de Véronique, le premier employé mun-

icipal et la seconde agent du Trésor, le groupe s'occupe surtout de la curiosité avec des tenues nouvelles dans les rues mulhousiennes. Ils entrent dans les magasins pour se faire connaître et recueillir les desiderata des commerçants. A la sortie d'une boulangerie, trois jeunes s'arrêtent pour parler à Robert. Ils ont reconnu l'accompagnateur bénévole qui circule dans les bus urbains pour aider et rassurer les citoyens. Désormais au courant de sa nouvelle mission, ils lui disent : « Vous êtes parvenu, heureusement qu'il y a des gens comme vous qui bou-

gent à Mulhouse ». Retour à la permanence. Un homme de nationalité turque se trouve à la permanence pour sa candidature à un poste de médiateur volontaire. Après une « petite enquête de moralité » et l'audition par une commission présidée par le maire, il pourra être recruté. Lui comme les autres auront besoin de beaucoup de persévérance pour se faire connaître et s'intégrer dans le paysage mulhousien. Jean-Marie Bockel en a conscience, mais il s'agit avant tout de tenter une « nouvelle démarche sociale et surtout civique ».

MARCEL SCOTTO.

POINT DE VUE

Vers la fin de la décentralisation ?

par Paul Graziani et Jean-Yves Le Drian

EN dix ans, la décentralisation a libéré les énergies locales et contribué à une puissante redistribution de l'administration publique. Les avancées reconnues des politiques locales d'action sociale, les progrès de la coopération intercommunale, sont, parmi bien d'autres faits, à verser à l'actif de son bilan. Simultanément, il n'est sans doute pas inutile de rappeler qu'un certain nombre de catastrophes annoncées n'ont pas eu lieu, du gouvernement des élus que de réforme de l'Etat. Pourtant, avec l'outil, somme toute rustique, des transferts de compétences, la France a mis en branle un authentique processus de remodelage de son système public et de modernisation de la gestion. Plan « Université 2000 », protection de l'environnement, formation professionnelle, établissements scolaires, lutte contre la toxicomanie, culture, politique de la ville : des pans entiers de la vie publique ont été remis en question, tantôt califourchus, tantôt remarquablement efficaces. Ici, c'est le juge administratif qui acquiesce à un rôle régulateur plus important dans la politique de l'environnement ; là, ce sont les départements qui, en matière sociale, précèdent et instruisent l'action de l'Etat ; là encore, une alliance de la ville, de la région et du département pour le développement économique local.

Ce « chaos créateur » n'est, bien sûr, pas sans défauts : opacité, lourdeurs, conflits stériles entre partenaires. Mais, d'une part, il mérite des évaluations circonstanciées et non une critique globale au nom d'un hypothétique jardin à la française, où chaque niveau territorial aurait sa spécificité et renonceraît pieusement à intervenir dans d'autres domaines, — ce qui semble bien peu réaliste !

collectivités locales un combat à somme nulle n'est guère de nature à éclairer ces problèmes. L'Etat n'est pas un système public et de modernisation que lui porteront les élus locaux depuis 1982.

La décentralisation a-t-elle changé l'Etat, ou est-elle susceptible de le faire ? La réponse pourrait être à première vue négative : on a fermé très peu de « bureaux parisiens » depuis dix ans ; et les textes de décentralisation se préoccupent plus des pouvoirs des élus que de réforme de l'Etat. Pourtant, avec l'outil, somme toute rustique, des transferts de compétences, la France a mis en branle un authentique processus de remodelage de son système public et de modernisation de la gestion. Plan « Université 2000 », protection de l'environnement, formation professionnelle, établissements scolaires, lutte contre la toxicomanie, culture, politique de la ville : des pans entiers de la vie publique ont été remis en question, tantôt califourchus, tantôt remarquablement efficaces. Ici, c'est le juge administratif qui acquiesce à un rôle régulateur plus important dans la politique de l'environnement ; là, ce sont les départements qui, en matière sociale, précèdent et instruisent l'action de l'Etat ; là encore, une alliance de la ville, de la région et du département pour le développement économique local.

Ce « chaos créateur » n'est, bien sûr, pas sans défauts : opacité, lourdeurs, conflits stériles entre partenaires. Mais, d'une part, il mérite des évaluations circonstanciées et non une critique globale au nom d'un hypothétique jardin à la française, où chaque niveau territorial aurait sa spécificité et renonceraît pieusement à intervenir dans d'autres domaines, — ce qui semble bien peu réaliste !

L'échelle européenne

D'autre part, est-ce bien à cet égard, la décentralisation elle-même qui est en cause, ou plutôt la capacité des différents acteurs (et au premier chef de l'Etat) à tirer les conséquences de toutes les évolutions intervenues depuis dix ans, dans leur langage, leur organisation et leurs actions ? La décentralisation administrative, dans cette perspective, est évidemment une réussite. Mais elle ne constitue pas la panacée de la réforme de l'Etat.

Si elle n'est qu'une simple mesure d'organisation, la décentralisation de l'administration vers les préfets risque de n'apporter qu'un complément limité à ce qui existe déjà. Si c'est un projet plus ambitieux, il soulève alors au moins deux problèmes de nature politique. Celui de l'adaptation de la préparation et de la discussion du budget, mais aussi du contrôle de son exécution — donc de la place du Parlement, du rapport entre la décision budgétaire et la décision législative. Celui, enfin, du statut et du métier de préfet, que cette évolution éclipse, mémetiquement, du ministre de l'Intérieur et rapproche, dans la logique interministérielle qui est désormais la sienne, du premier ministre.

Dix ans plus tard, la « dynamique » des réformes locales voulue par Gaston Defferre est encore loin d'être terminée. En fait, la décentralisation aura contribué à mettre en déséquilibre notre (complexe) organisation politico-administrative, mettant en lumière ses archaïsmes et nous invitant à les corriger ou à les compléter. Elle nous a fait découvrir, à l'extérieur, les « conditions » d'adaptation, de modernisation de « l'Etat au concret » (1). Mais, simultanément, on peut aujourd'hui se demander si on n'a pas atteint les limites des « outils » classiques de la décentralisation et des seules capacités de « réglage » de l'Etat. Les collectifs du système qu'ils permettent. C'est que la question du rôle, de la place et de l'avenir des pouvoirs locaux (comme d'ailleurs de l'Etat lui-même) ne se pose plus aujourd'hui dans les mêmes termes qu'il y a dix ans. Elle ne peut plus se poser uniquement en référence au modèle jacobin de notre « Etat-Nation », qu'il s'agit encore d'aménager, mais bel et bien à l'échelle de l'Europe, de ses enjeux comme de ses défis et des risques que soulève son processus d'unification.

Une autre logique

Le principe de subsidiarité, posé par le traité de Maastricht, n'induit pas seulement une autre conception de la souveraineté nationale, impliquant, à travers certains transferts vers l'Europe, un renforcement volontaire de l'Etat à l'égard de l'Europe, et de leur pleine souveraineté. Il remet aussi en cause, et singulièrement en France, la « nature » même de l'Etat et renvoie la question des rapports administratifs entre l'Etat et les collectivités locales. En invoquant le principe de subsidiarité, qui appartient au vocabulaire et à la logique fédéraliste, Maastricht marque bien la fin historique de l'Etat jacobin en France, et, par conséquent, d'une décentralisation conduite et vécue jusqu'ici, en référence exclusive à une certaine tradition de l'Etat qui décentralisait fondamentalement centralisatrice et jacobine.

Il s'agit moins, aujourd'hui, de vouloir sortir de ces limites que de prendre conscience que nous en sortons. Sans mesochisme (le génie français prétendument disqualifié par l'Europe et la modernité) mais, non plus, sans frilosité ni aveuglement conservateur.

Qu'y a-t-il au-delà de la décentralisation ? Telle est bien, désormais, la question... (2).

(1) Pour reprendre le titre de l'ouvrage remarquable de J.-C. Padoa-Schioppa, *L'Etat au concret* (PUF, 1982).

(2) En référence aux prochaines journées d'études de l'Institut de la décentralisation, sur le thème : « La décentralisation change-t-elle la nature de l'Etat ? », les 21 et 22 mai à Marseille.

► Paul Graziani (RPR) est maire de Boulogne-Billancourt, et président de l'Institut de la décentralisation. Jean-Yves Le Drian (PS) est ministre de l'Intérieur, et secrétaire général de l'Institut de la décentralisation.

Fausse note au Tabou

La célèbre cave parisienne de l'après-guerre est menacée par les bulldozers des promoteurs

UNE demande de permis de démolir vient d'être déposée à la mairie de Paris par un promoteur immobilier pour raser la totalité des immeubles du dix-neuvième siècle situés à l'angle du 33, rue Dauphine et du 14, rue Christine, dans le 6^e arrondissement de Paris. Un bâtiment du dix-septième siècle, dressé sur cour, échappait lui au bulldozer. Le promoteur veut construire à cet emplacement un hôtel de six étages, avec parc de stationnement en sous-sol. Un premier permis de démolir a été refusé au mois de janvier 1991.

L'élégante petite rue Dauphine, tracée à la suite de la construction en 1607 du Pont-Neuf, est en émoi. Les premiers stigmates de la destruction projetée sont apparus : des fenêtres ont été murées et l'hôtel d'Aubusson, un meublé qui ne manque pas de charme, vidé de ses locataires. Aux alentours, les discussions sont vives et une pétition circule pour condamner le projet que les riverains jugent iconoclaste. Ici, à deux pas de la Seine, on veut sauvegarder l'harmonie de l'édifice du siècle passé qui, rappelle-t-on, font partie d'un site inscrit à l'Inventaire.

Mais le 33, rue Dauphine, c'est aussi le Tabou, la célèbre cave de l'après-guerre où l'existentialisme a

pris racine. « Cette affaire me désole », confie M. Roland Belhassen, le propriétaire de l'ancien temple de Saint-Germain-des-Frères. Il ajoute : « Le Tabou, c'est une partie de l'héritage de la capitale des années 50. Les nombreux touristes étrangers qui chaque année viennent ici se souviennent d'un Paris insolite ne s'y trompent pas ». Si le permis de démolir est accordé, les pelleteuses éventreront la vieille cave pour permettre de couler les colonnes de béton entre lesquelles les futurs clients de l'hôtel gareront leur véhicule.

An début des années 50, Sidney Bechet et Claude Luter donnent rendez-vous à leurs amis au Tabou. Le fief de Boris Vian accueille Simone de Beauvoir et Juliette Gréco. A leurs côtés : Jean-Paul Sartre et Camus. Robert Doisneau fixe sur la pellicule la vie quotidienne de la rue Dauphine et de ses habitants qui glissent, par là, jusqu'au Vieux-Colombier où résonne, là aussi, cette musique venue de Bourbon Street.

Gréco

rencontre Camus

Bref, après les années sombres, on respire. Morvan Lebesque raconte : « Une nuit, au Tabou, la muse de ses lieux, Mademoiselle Gréco, aperçut un grand garçon brun, chemise bleue et trench-coat : « Pas possible, il danse, dit-elle. C'était Camus ».

Aujourd'hui, tout cela est de l'histoire ancienne et la cave a évolué. Elle a perdu de son aura, mais doit-elle disparaître avec ses fantômes ? A-t-on justifié le Procope ? Et peut-on ignorer le Champ-de-Mars parce que les voitures ont remplacé les calèches ? « Le Tabou nous a fait rêver », assure cette riveraine aux cheveux déjà grisonnants.

Ce n'est pas la première fois que la rue Dauphine est agitée par ces querelles alimentaires par un urbanisme dévastateur. Ses défenseurs veulent, aujourd'hui, sauvegarder les traces du Paris du dix-neuvième siècle, et une « boîte » qui garde de précieux souvenirs d'une époque où les images d'œuvres n'existaient pas.

Hier, c'était Henri IV, qui, après avoir construit le Pont-Neuf, se querellait avec ces religieux frileux qui refusaient de lui céder les terrains pour dessiner ce qui deviendrait la rue Dauphine et assurer ainsi un débouché à l'ouvrage d'art lancé au-dessus de la Seine. « Votre Saint-Gris, mes frères, les moines que vous bâtiez en bordure de la nouvelle voie voudraient mieux que le produit de vos choux », s'exclamait le trocateur roi. Il avait bien raison.

JEAN PERRIN

Multinationale au goût de terroir

Suite de la page 9

Le SITEL est, pour la direction de l'entreprise, « l'outil du futur » indispensable pour conserver son leadership. Les technologies de l'électronique basse tension évoluent très vite. Il est urgent, résume M. François Grapotte, de « se préparer dès maintenant à assurer le passage de l'électronique à l'électronique », avec de nouveaux équipements qui vont devenir rapidement les robots familiers du confort domestique et professionnel. Exemples : commandes à distance, systèmes de sécurité, variateurs de lumière, blocs autonomes d'éclairage, etc.

Ces nouveaux produits ne représentent encore que 10 % de l'activité Legrand. Ils étaient fabriqués jusqu'à présent de manière artisanale dans les diverses unités limousines et françaises. Mais leur progression rapide rendait indispensable leur regroupement dans un site unique et spécialisé. Legrand a donc choisi Limoges pour cet investissement de 60 millions de francs. Il faut dire que la ville a fait le maximum pour aider à se concrétiser ce projet : une zone industrielle de 56 000 mètres carrés de terrain dans la zone industrielle a été consentie à un « prix d'appel » qui équivaut pour la firme à une aide indirecte de 2 millions de francs.

GEORGES CHATAIN.

Une intercomm

A

Le cahier de la coopération

Des droits différents pour les districts

Des impôts différents

Des impôts différents

Des impôts différents

Des impôts différents

Fausse note au T...

هذه هي النسخة

HEURES LOCALES

Une intercommunalité à plusieurs vitesses

Syndicats, districts, communautés de villes : les élus opteront bientôt pour l'une ou l'autre de ces formes de coopération, en fonction de la liberté et des avantages financiers qu'elles garantissent

APRÈS avoir fait couler beaucoup d'encre, réveillé la vieille peur des fusions, et une multitude de vocations distantes, la réforme de l'administration territoriale devrait enfin subir le baptême du feu, au mois de mai, avec la parution du décret précisant les conditions de création des commissions départementales de la coopération intercommunale.

De ces commissions, il y a beaucoup de questions pendant la discussion des textes (le Monde daté 2-3 février). Elles joueront un rôle primordial, en effet, puisqu'elles seront chargées de proposer des schémas de regroupement. Elles pourront envisager des modifications de structures déjà existantes ou des créations de nouveaux établissements tels que : syndicats, districts, communautés urbaines, communautés de communes ou communautés de villes.

Ces différentes formes manifestent une volonté d'intégration intercommunale plus ou moins forte, selon la Direction générale des collectivités locales (DGCL), qui distingue deux genres de coopération. L'un, de type associatif, mis en œuvre par nécessité plus que par volonté, répond à des impératifs techniques ou économiques. Il se cantonne dans la réalisation d'équipements structurants et la gestion de services communs : voirie, adduction d'eau, assainissement, collecte et traitement des ordures ménagères, ramassage scolaire, gestion de cantines et de garderies.

Les lourdeurs des communautés urbaines

Cette intercommunalité est apparue à la fin du siècle dernier, avec les Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU). Elle s'est développée dans les années 60 et 70, avec la création des Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM). Il existe aujourd'hui près de 17 000 SIVU et SIVOM, implantés sur l'ensemble du territoire.

Plus rares sont les formes d'intercommunalité de type fédératif. Ces structures témoignent d'une véritable volonté de développement solidaire, parce qu'elles gèrent en commun des compétences importantes du point de vue politique et économique. Dans cette catégorie s'inscrivent les communautés de communes et de villes instituées par la loi du 6 février 1992. Ces nouvelles entités possèdent en effet trois compétences obligatoires : le développement économique (création de zones industrielles, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires), l'aménagement du territoire (schémas directeurs, schémas de secteur, chartes de développement, programmes locaux de l'habitat...), plus, au choix : environnement, logement, voirie et transports, équipements culturels, sportifs et scolaires.

Les syndicats sont souvent présen-

tes comme des espaces de liberté, parce qu'ils n'imposent aucune compétence obligatoire. Les élus décident eux-mêmes de l'objet de leur regroupement. Très souvent, leurs communes adhèrent à plusieurs organismes, dont le périmètre et les compétences diffèrent. Il en résulte une mauvaise lisibilité politique et un certain émiettement de la coopération, que M. Pierre Joxe, dans l'une des premières versions du projet de

Le calendrier de la coopération

LES commissions départementales de la coopération intercommunale devraient se mettre en place au cours des trois prochains mois. Les préfets fixeront le date des élections, qui auront lieu par correspondance.

Les commissions disposeront d'une année pour préparer des schémas de coopération. Leurs projets seront soumis, pour avis, aux communes, avant d'être arrêtés définitivement, en mai ou juin 1993. Les communes disposeront encore de quatre mois pour se prononcer pour ou contre la création de communautés, suivant la règle de la majorité qualifiée. La constitution de ces nouveaux établissements ne devrait donc pas intervenir avant le mois de janvier 1994.

loi sur l'administration territoriale, se proposait de rationaliser.

Les syndicats auraient tous été englobés dans des structures plus vastes. Mais les élus locaux ont protesté contre cette perspective difficilement applicable sans un système d'adhésion à la carte. Les rédacteurs du projet ont craint, pour leur part, que les futures communautés de communes et de villes héritent des lourdeurs inhérentes aux communautés urbaines.

Les communautés urbaines, instituées en 1966 et révisées en 1983, exercent obligatoirement une foule de compétences techniques, ce qui leur donne l'allure de véritables administrations-bis. Les neuf communautés urbaines (Lille, Strasbourg, Lyon, Bordeaux, Brest, Le Mans, Dunkerque, Cherbourg, Le Creusot-Montceau-Mines) forment à elles seules, travaillent 22 000 agents. A la différence des autres établissements intercommunaux, elles ont des frais de fonctionnement très élevés, et représentent le poids lourd financier de l'intercommunalité.

Elles gèrent l'assainissement, les ordures ménagères, la voirie, les ser-

vices d'incendie et de secours, les cimetières, les abattoirs, les équipements scolaires, l'aménagement du territoire. Grâce à la loi sur l'administration territoriale, elles possèdent désormais une compétence plus fédérative, le développement économique.

A mi-chemin entre les deux extrêmes que représentent les syndicats et les communautés urbaines, les districts imposent des contraintes assez faibles, avec, pour seules compétences obligatoires, la gestion des services d'incendie et de secours jusqu'en 1993, - et le logement. Très souvent, les élus ne les exercent même pas, ce qui fait que les districts encourrent le reproche de n'être que des « coquilles vides ». En fait, les présidents de district exercent plus volontiers des compétences facultatives.

M. Marc Censi, président (UDF-PR) de l'Assemblée des districts de France, et responsable, à Rodez, d'un établissement aux compétences très larges, estime que les élus ont intérêt, par prudence, à choisir la formule du district, qui leur permet de « démarrer avec des projets très limités, et de progresser, compétence par compétence, vers plus d'intercommunalité ».

Spécialisation de l'impôt

Dans l'année qui a précédé le vote de la loi sur l'administration territoriale, les districts se sont multipliés : en 1991, on en comptait près de 250. Les élus se sont regroupés volontairement autour de compétences modestes, par peur d'être réunis automatiquement dans une communauté puissante. Cette précaution a-t-elle, toutefois, été utile, alors que les commissions devraient avoir la faculté de proposer des modifications de structures ?

Les dispositions financières accordées aux communautés de villes sont très attractives, puisque ces organismes ont la possibilité de percevoir une taxe professionnelle décaissée unique. Les communautés de villes ne disposent pas d'une fiscalité propre, à la différence des districts, des communautés urbaines et des communautés de communes, qui prélèvent, au même titre que les communes, les départements et les régions, un « quatrième étage » fiscal fondé sur les quatre taxes. Elles bénéficient « seulement » de la taxe professionnelle, mais il s'agit de la totalité de la taxe professionnelle décaissée par les communes membres. Celles-ci ne perçoivent que le produit des trois taxes ménages (foncier bâti, foncier non bâti et taxe d'habitation).

Cette disposition constitue une amorce de spécialisation de l'impôt : la taxe liée à l'activité économique est affectée à l'intercommunalité. Elle est de nature à séduire les entrepreneurs qui pourront s'implanter n'importe où sur le territoire d'une même agglomération. Elle devrait mettre fin à la

concurrence acharnée que se livrent les collectivités sur un même périmètre, et introduire une certaine solidarité entre communes riches et communes pauvres.

Les communautés de communes ont, elles aussi, un atout financier : elles peuvent percevoir une taxe professionnelle de zone. La taxe professionnelle émanant d'une zone d'acti-

vité économique exploitée en commun est votée et perçue par la communauté. Celle qui est produite à l'extérieur de cette zone revient, comme par le passé, aux communes. Les élus qui créeront des communautés de communes bénéficieront d'une incitation financière au titre de la dotation de développement rural.

Les districts peuvent bénéficier de la taxe décaissée et de la taxe profes-

Une prise de conscience des élus

BIEN que, au Parlement, la droite et le centre aient voté contre la loi sur l'administration territoriale de la République, un certain nombre d'élus appartenant à ces partis se montrent, localement, très favorables à la coopération.

C'est à l'initiative d'un élu proche du CDS, M. Michel Guégan, maire de La Chapelle-Caro (Morbihan), que devait s'instaurer la première communauté de communes volontaire. Cinq communes rurales de l'est du Morbihan, réunies depuis deux ans au sein d'un syndicat intercommunal, avaient décidé d'approfondir leur solidarité et se transformant en communauté de communes sans attendre les étapes prévues par la loi.

Or, la préfecture du Morbihan s'est aperçue, en extrême, que l'une de ces communes, Saint-Laurent-d'Oust, 270 habitants, appartenait déjà à un syndicat intercommunal exerçant la compétence du développement économique. Cette commune devait-elle « divorcer » avant d'adhérer à la nouvelle communauté ?

Le choix de la structure la plus adéquate

Dans l'Orne, on assiste à un curieux bras de fer entre un premier magistrat RPR, farouchement déterminé à créer une communauté de communes, et un maire socialiste résolument opposé à ce regroupement. M. Alain Vasselot, maire (RPR) d'Orceuil-Maison, président de l'Association départementale des maires de France, souhaite englober, dans un regroupement à majorité de droite, la ville de Brétail (PS), qui, malgré une population représentant le quart de l'ensemble, risquerait de se retrouver politiquement minoritaire.

« C'est sur le terrain, en fonction des configurations politi-

ques, qu'on mesurera le caractère incitatif des commissions départementales de la coopération intercommunale », observe un chargé d'études de l'Association des maires de France.

Ces commissions vont se mettre en place au cours des prochains mois. En droit, elles n'auront rien de « gendarme » que certains craignent. Le préfet qui les présidera ne sera certes pas un « notaire », comme l'ont dit des parlementaires socialistes dans un souci d'apaisement, mais il s'efforcera de promouvoir la coopération. Toutefois, son influence sera limitée puisque la commission sera entièrement composée d'élus qui auront leur mot à dire.

La composition de la commission avait, en son temps, donné lieu à de sérieuses tractations. Les maires ou représentants des communes ont obtenu 60 % de sièges, divisés en trois collèges démographiques, les autres sont réservés au travers des établissements de coopération intercommunale déjà existants, qui comptent 20 % de sièges. Les représentants des conseils généraux et régionaux seront minoritaires avec, respectivement, 15 et 5 % des voix. Mais ils pourront jouer un rôle important en subordonnant l'accord de subventions à l'existence de regroupements.

« Les commissions vont sans doute susciter une certaine prise de conscience de la nécessité de l'intercommunalité », estiment plusieurs directeurs d'associations d'élus. « Aujourd'hui, les débats ne portent plus sur la nécessité de la coopération, mais sur le choix de la structure la plus adéquate », constate ainsi M. Denis Aguetant, directeur de la Fédération nationale des maires ruraux.

R. Rs.

REPÈRES

AQUITAINE

Des comités consultatifs au conseil général des Landes

Les Landais peuvent désormais demander l'ouverture d'un débat au conseil général sur des questions d'intérêt général « des lors qu'elles relèvent de la compétence de l'assemblée départementale ». Les demandes, sur un seul objet, doivent être introduites par au moins 2 000 électeurs. Si la commission départementale chargée d'examiner ces demandes les juge recevables, les questions seront débattues en assemblée plénière.

L'assemblée, que préside Henri Emmanuelli (PS), a également décidé de créer des comités consultatifs sur les questions de société. Ces comités, qui doivent siéger une fois par an, doivent regrouper des militants associatifs et des personnalités du monde socio-économique.

MIDI-PYRÉNÉES

La Bigorre défend sa culture

Depuis 1978, la Bigorre défend les valeurs éducatives de son parler sous la forme d'un festival folklorique réservé aux enfants des écoles du département des Hautes-Pyrénées ou aux chorales associatives. Cinquante-neuf groupes, quinze conteurs et deux mille jeunes ont participé fin avril à l'édition 1992 de la Hesteyade, rendez-vous chorale de la tradition régionale à Ibos près de Tarbes.

Les petits mynays (enfants du pays), bérêt noir vissé sur la tête, en costume d'époque, ont prouvé qu'on pouvait compter sur eux pour perpétuer en chanson le patrimoine culturel de cette région de la Bigorre. Ardents défenseurs de leur langue, les organisateurs de la Hesteyade s'emploient aussi à renouer avec d'autres fêtes traditionnelles comme celle du battage à Burg. A l'aube de l'Europe, ce rassemblement ne veut pas donner l'image d'un certain passivisme mais au contraire entend valoriser les ressources humaines d'une région qui tient à son identité et à l'affirmer.

BASSE-NORMANDIE

Année de la voile dans la Manche

À l'issue de l'année de la voile en 1990 et l'année de l'eau en 1991, le département de la Manche met le cap sur l'année de la voile. Afin de promouvoir un patrimoine de 330 kilomètres de littoral, qui en font le deuxième département côtier de France, le conseil général de la Manche et la Fédération française de voile organisent le « Starmanche », une course de voile dont le départ sera donné le 16 juin à Granville, et dont l'arrivée sera jugée le 27 juin à Cherbourg, après avoir conduit les concurrents à Cork (Irlande) et à Poole (Angleterre). La course rassemblera une flottille d'une quarantaine d'équipages sur un monotype Jeanneau, le bateau du Tour de France à la voile.

L'année de la voile représente pour le département un investissement de 9 millions de francs. Diverses manifestations doivent être organisées pendant l'épreuve : expositions, concours de photos et de dessins pour les plus jeunes avec l'opération « Dessine-moi une voile ».

POITOU-CHARENTES

Poitiers à l'heure du Portugal

À l'ors que la région Poitou-Charentes fait les yeux doux à l'Andalousie pour l'Exposition universelle, le département de la Vienne tente une offensive de charme en direction du Portugal. En application de la politique européenne impulsée par le conseil général, une importante délégation de la région de Lisbonne et de la vallée du Tage, conduite par son président, M. Suter Cid, a été reçue à l'hôtel du département.

Elle a été accueillie notamment sur le site du Futuroscope - qui vient de rouvrir ses portes - où le président René Monory a fait le point sur son projet. Technopolis, qui vise à développer le volet tertiaire du site. Ce déplacement dans la Vienne s'est accompagné d'une exposition à Poitiers sur le Portugal.

Des droits différents pour les districts

BIEN que l'existence des districts soit garantie, en droit, par la loi sur l'administration territoriale de la République, leur avenir semble encore incertain, selon Marc Censi. Le maire de Rodez en recense 261, alors que la direction générale des collectivités locales (DGCL) n'en compte que 228. Président (UDF-PR) de l'Assemblée des districts de France, il a fait part de son inquiétude aux membres de cette association, réunis à Paris le 12 mai, pour leur troisième convention nationale.

Des imperfections techniques

Les districts qui se créent après la parution de la loi ne bénéficient pas des mêmes droits que ceux qui existent avant. Seuls les « anciens » districts, comme les appelle Marc Censi, peuvent opter pour le régime fiscal avantageux des communautés de communes et des communautés de villes, et obtenir les avantages financiers accordés en même temps, tels que le remboursement immédiat de la TVA. Ces mesures de « pénalisation » empêchent les élus de « choisir librement la forme de regroupement qu'ils souhaitent », estime Marc Censi, qui, en pré-

sence de M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, a plaidé pour « l'égalité devant la loi ».

Le président du Grand Rodez a été plus loin dans sa critique en affirmant que les « anciens » districts ne pourraient, en pratique, exercer les droits qui leur ont été accordés. Il s'appuyait sur une étude du bureau d'études en finances locales (BREF), selon laquelle les districts qui opteraient pour le régime fiscal de la communauté de villes n'auraient pas les moyens de fonctionner. Ils perdraient le bénéfice des trois impôts-ménages tout en opérant des versements compensatoires de taxe professionnelle aux communes membres.

La représentante de la DGCL a rappelé que la rédaction de la loi sur l'administration territoriale avait fait, pendant plus de deux ans, l'objet d'une très grande concertation. Le texte qui en est issu constitue un compromis entre la voie de l'intercommunalité autoritaire et celle de l'individualisme local. Les imperfections qui subsistent sont de nature « technique », a-t-elle précisé, et pourront être corrigées.

R. Rs.

3^e SALON DE L'IMPLANTATION D'ENTREPRISES ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

16, 17 et 18 juin 1992
Parc des Expositions
Hall 2-2 - Porte de Versailles - Paris
Horaires : 9h00 - 18h30 les 16 et 18 juin
9h00 - 19h30 le 17 juin

Jeudi 18 juin Journée débats et Monét

9 h 30 - 11 h 30 Etude Démoscopie STIMPLANTER/S.O.C.L.E. (Système d'Observation des Critères de Localisation des Entreprises) : profil de 1 000 entreprises qui ont réalisé depuis 3 ans ou vont réaliser d'ici à 3 ans une nouvelle implantation (analyse parue dans le supplément « Heures locales » du Monde le samedi 4, daté 5/6 avril).

11 h 30 - 12 h 45 Quelle stratégie de développement pour les collectivités locales ?

15 h 15 - 16 h 15 Forum DATAR : collectivités locales, partenaires du territoire.

16 h 45 - 17 h 45 Les métiers du développement économique local.

Chaque séance sera animée par un journaliste du Monde. Entrée sur invitation.

Inscription jusqu'au vendredi 12 juin. Tél. : 42-94-06-10.

tionnelle de zone, sous certaines conditions, ils doivent avoir été créés avant la loi du 6 février 1992 et se montrer compétents en matière de développement économique et d'aménagement de l'espace. Les syndicats continuent de ne pas percevoir de fiscalité propre. Leur budget est alimenté par les contributions des communes membres, ce qui constitue un frein à leur autonomie. Ils n'ont pas droit de percevoir une dotation globale de fonctionnement, car cette incitation financière est réservée aux structures qui ont une fiscalité propre ou additionnelle.

Toutes les formes d'intercommunalité possèdent des règles de constitution contraignantes. La règle de la majorité qualifiée est appliquée. L'élection des responsables s'effectue au deuxième degré. Compte tenu de l'importante masse financière qu'ils gèrent - 80 milliards de francs en 1989 - le problème de leur légitimité risque de se poser. L'élection des conseils de communauté au suffrage universel est souvent évoquée. Mais certains élus craignent qu'elle n'entraîne des phénomènes d'opposition entre élus municipaux et élus communautaires.

RAFAËLE RIVAIS

□ Vidéocassette. - Le ministère de l'Agriculture et de la forêt propose un film vidéo sur la coopération en milieu rural : Territoires ruraux : les chemins de l'intercommunalité. Des présidents d'établissements intercommunaux et des représentants de la direction générale des collectivités locales expliqueront l'intérêt des différents regroupements : syndicats, districts, communautés de communes.

► Douze minutes, 250 francs. Centre d'information et de formation sur l'aménagement rural, 19, avenue du Maine, 75732 Paris cedex 15. Tél. (01-1) 45-55-54-79.

SOCIÉTÉ

En Gironde

Un incendie ravage
150 hectares de forêts

BORDEAUX

de notre correspondant

Cent cinquante hectares de pins ont brûlé, vendredi 15 mai, à Lapouyade, dans le nord du département de la Gironde. L'incendie s'est déclaré vers 15 h 30. Il a été allumé, semble-t-il, par l'éclat d'une tronçonneuse. La chaleur aidant, le feu s'est propagé rapidement et il a été difficile de circonscire en raison des difficultés d'accès. La région, à cet endroit, est en effet

vallonnée et sillonnée de marécages. De surcroît, les sous-bois sont très broussaillieux. Deux cent soixante-quinze sapeurs-pompiers venus des départements de la Gironde, de la Dordogne, de la Charente et de la Charente-Maritime sont intervenus jusqu'à 22 h 30, heure à laquelle l'incendie a été circonscrit. Quatre sapeurs-pompiers ont été légèrement blessés lorsque leur véhicule s'est retourné dans un fossé au milieu du feu. Ils ont été sauvés par les collègues qui les suivaient avec un camion-citerne.

G. de M.

31,2° à Paris

Records de chaleur en Europe

Des records de chaleur ont été battus dans une partie de l'Europe, vendredi 15 mai. Il a fait 30°C à Francfort et 28°C à Berlin, Amsterdam et Bruxelles, c'est-à-dire aussi chaud qu'au Caire et à Rome. En France, c'est dans le Sud-Ouest qu'il a fait le plus chaud (33,2°C à Dax, 31,5°C à Bordeaux). En région parisienne, la station du Bourget a battu le record de 1965 (28,3°C) avec une température de 29,8°C. A Paris même, le maxi-

mum a été de 31,2°C, faisant le record du 14 mai 1945 (31,3°C).

Cette canicule, survenant après un hiver particulièrement sec, a favorisé le déclenchement des feux de forêt. Outre celui de Gironde, un incendie a brûlé quelques hectares de pin à Mar-seille, où il a fallu l'intervention de deux avions Canadair pour éteindre le feu. Quelques hectares de taillis et bruyères ont brûlé aussi en forêt de Fontainebleau.

Selon un rapport du Programme des Nations unies pour le développement

Les forêts cambodgiennes
font l'objet d'une exploitation catastrophique

Au rythme de l'exploitation actuelle de ses forêts, le Cambodge pourrait exporter jusqu'à 1,2 million de mètres cubes de bois en 1992, soit cinq fois la quantité tolérable pour préserver son écosystème. D'autant que les besoins en charbon de bois et la pratique de la culture itinérante sur brûlis contribuent aussi à la déforestation accélérée du pays. Telles sont les conclusions d'une étude faite par le PNUD, le Programme des Nations unies pour le développement.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Le rapport estime que les zones contrôlées par les Khmers rouges et frontalières de la Thaïlande exportent 200 000 mètres cubes vers ce pays chaque année. Les exportations en provenance des zones contrôlées par les sihanouistes et le FNLPK (le Front de M. Son Sann), également frontalières de la Thaïlande, seraient proches de 180 000 mètres cubes. De leur côté, les autorités de Phnom-Penh ont déjà signé, avec des sociétés

indonésiennes, thaïlandaises et françaises, des contrats pour l'exportation de 145 000 mètres cubes de bois. Phnom-Penh négocie aussi avec Singapour, Taïwan et le Japon des contrats qui porteraient sur 175 000 mètres cubes supplémentaires.

Simultanément, des coupes sauvages de bois se poursuivent sur les forêts du Cambodge avec le Laos et le Vietnam. « Sur la frontière vietnamienne, des groupes de réfugiés armés ont été exportés, en janvier 1992, de 2 500 mètres cubes à 3 000 mètres cubes de troncs par jour », affirme le rapport. Les réserves de poissons du Tonlé Sap, le grand lac au cœur du Cambodge, seraient menacées, à terme, par les coupes de mangroves qui leur servent de protection à la saison des pontes.

Taxes

sur les pierres précieuses

Le rapport fait, en outre, un lien entre la déforestation et les inondations exceptionnelles et subitantes du Cambodge central à été victime en août et en septembre derniers.

Simultanément, les principales réserves de pierres précieuses du pays, dans la région de Pailin, sur la frontière avec la Thaïlande, sont surexploitées. Les Khmers rouges,

qui contrôlent le secteur, ont distribué des concessions, pour l'essentiel, à des chercheurs thaïlandais. Les Khmers rouges perçoivent, sur les concessions et la production des pierres, des taxes qui s'élèveraient jusqu'à 100 millions de dollars par an, ce qui donne une idée de l'importance de la production. Aucune exploitation rationnelle de ces ressources minières ne peut être envisagée pour le moment.

La surexploitation des quelques richesses du Cambodge s'est accentuée depuis l'accord de paix signé à Paris le 23 octobre 1991. Selon de nombreux experts, les ressources naturelles du pays sont plus limitées qu'on ne le croit généralement. Outre le bois et les pierres précieuses, il dispose de plantations d'hévéas. Le secteur industriel est pratiquement inexistant. Le financement d'une politique agricole devrait cependant permettre de nourrir la population évaluée aujourd'hui à huit millions d'habitants, ce qui n'est plus le cas depuis 1970. Au rythme actuel, la déforestation devrait avoir, dans les années qui viennent, des conséquences catastrophiques sur l'équilibre écologique et l'économie du pays.

JEAN-CLAUDE POMONTI

La préparation du sommet de Rio

La France
et la Commission de Bruxelles
désapprouvent
la réunion du G7 à Bonn

Les ministres de l'environnement du groupe des pays les plus industrialisés (G7) se réunissent samedi 16 et dimanche 17 mai à Bonn pour préparer le Sommet de la Terre de Rio, qui aura lieu du 3 au 14 juin. Mais cette réunion de Bonn, qui doit examiner les modalités de financement de l'aide à la protection de l'environnement dans les pays en développement, crée des tensions au sein de la Communauté européenne.

A Bruxelles, où l'on estime que « la préparation de cette réunion n'a pas été tout à fait satisfaisante », on indique que c'est le directeur général de l'environnement, M. Jan Laurens Brinkhorst, qui représentera la CEE au lieu du commissaire européen à l'environnement, M. Carlo Ripa di Meana.

Quant au gouvernement français, il juge la réunion de Bonn « inopportune », car elle donne l'impression que le G7 s'arroge le droit d'organiser la protection de l'environnement dans le tiers-monde. En conséquence, il ne sera pas représenté à Bonn par le ministre de l'environnement, M. Ségolène Royal, mais par un directeur de service venu de « l'observatoire ».

JUSTICE

La naturalisation « rétroactive » d'un ancien réfugié basque

Un Français chassé de France

BAYONNE

de notre correspondant

M. Jean-Philippe Gonzalez, évocateur du barreau de Bayonne, vient d'adresser un courrier au ministre français de la justice, M. Michel Vauzelle, dans lequel il lui demande de faire transférer dans une prison française son client, Francisco Javier Jauregui Arribillegue. Emprisonné aujourd'hui en Espagne, cet ancien réfugié basque originaire de la province basco-espagnole du Guipuzcoa, purge dans ce pays une peine de seize années de prison en relation avec sa présumée appartenance à l'organisation séparatiste basque ETA.

L'histoire de Francisco Javier Jauregui Arribillegue n'est pas banale. Née depuis 1989 à une femme de nationalité française, ce réfugié basque âgé de trente-cinq ans avait déposé une demande de nationalité française le 8 janvier 1987. Le 3 octobre suivant, comme dix dizaines d'autres Basques d'Espagne

vivant en Pays basque français, il est arrêté lors d'une vaste opération de police, connue sous l'appellation « rafle de la Butte-aux-Cailles », du nom du cimetière dans lequel toutes ces personnes furent rassemblées.

Remis en liberté sans charge, il obtient, en décembre 1987, un renouvellement de son titre de séjour. Pourtant, le 20 janvier 1988, le réfugié est expulsé par les autorités françaises vers l'Espagne en vertu d'un arrêté d'expulsion daté du 3 octobre 1987, jour de la rafle contre la communauté des réfugiés basques. En Espagne, l'Audience nationale de Madrid le condamne bientôt à seize années de prison qu'il purge actuellement.

C'est le 26 juin 1989 que se produit un coup de théâtre : le tribunal de grande instance de Bayonne reconnaît dans un jugement définitif l'acquisition de la nationalité française par l'ancien réfugié. De ce fait, Francisco Javier Jauregui Arribillegue devient officiellement français à

compter du 8 janvier 1987, date de sa demande de naturalisation, soit un an avant son expulsion ! Ce jugement fait que la France a expulsé vers un pays tiers l'un de ses ressortissants à acte illégal. De plus, M. Jean-Philippe Gonzalez, qui avait déposé un recours devant le tribunal administratif de Pau, a obtenu, le 7 avril 1992, l'annulation de l'arrêté d'expulsion signé par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur de l'époque, et en vertu duquel Francisco Javier Jauregui Arribillegue avait été expulsé vers l'Espagne.

Aujourd'hui, l'avocat de l'ancien réfugié basque demande que Francisco Javier Jauregui Arribillegue soit transféré de la prison de Huelva, en Andalousie, dans un centre pénitentiaire français, afin de rétablir parfaitement le préjudice dont a été victime son client, « le premier citoyen français expulsé par les autorités de son propre pays ».

PATRICK BUSQUET

ESPACE

L'Agence spatiale européenne
recrute six nouveaux astronautes

L'Agence spatiale européenne (ESA) compte depuis le 15 mai six nouveaux candidats astronautes. Choisis parmi plusieurs milliers de postulants, ils commenceront leur formation au Centre des astronautes européens de Cologne (Allemagne) à partir du 1er juin. Ceux qui auront mené à bien leur formation de base deviendront alors membres à part entière du Corps des astronautes européens, qui compte déjà dans ses rangs Ulf Merbold, Winbo Ockels et Claude Nicollier.

Parmi les candidats retenus par l'ESA, figurent une femme belge,

Marianne Merchez, treize et un ans, un Italien, Maurizio Cheli, trente-trois ans, un Français, Jean-François Clervoy, trente-trois ans, un Espagnol, Pedro Duque, vingt-neuf ans, un Suédois, Christer Fuglesang, trente-cinq ans, et un Allemand, Thomas Reiter, trente-trois ans. L'ESA précise que « ce corps d'astronautes tiendra une place centrale dans les plans européens de vols spatiaux habilités. Une précision importante à l'heure où l'avenir de la navette spatiale Hermès et celui de la station habitée Columbus ne sont pas clairs ».

VILLES

L'Association des maires francophones
subventionne sept projets pour l'Afrique

L'Association internationale des maires francophones (AIMF), que préside M. Jacques Chirac, a décidé, au cours d'une réunion de son bureau tenue récemment à l'île Maurice, de financer à hauteur de 80 % sept projets en Afrique et d'un dans l'océan Indien. Il s'agit notamment de concevoir les études finales à propos de l'information, de l'assainissement et de la création d'équipements publics à Abidjan (Côte-d'Ivoire), Dakar (Sénégal), Brazzaville (Congo), Niamey (Niger), et Cnnakry (Guinée). M. Chirac a précisé que l'association financerait la restauration du cœur historique de Port-Louis, capitale de l'île Maurice,

fondée au dix-huitième siècle par un Malinvin, Bertrand François Mahé, comte de la Bourdonnais. Le maire de Paris a aussi indiqué que l'AIMF subventionnerait l'édition d'une histoire de l'Afrique. Fondée en 1979, l'association, qui regroupe aujourd'hui soixante maires appartenant à trente-cinq pays, a créé un fonds de coopération de 16 millions de francs alimenté notamment par les villes riches membres de l'AIMF et destiné à promouvoir, selon ses dirigeants, la coopération Nord-Sud. L'association, qui se veut apolitique, a reçu récemment les demandes d'adhésion de Vientiane (Laos), Sofia (Bulgarie) et Bucarest (Roumanie).

RECHERCHE

M. Chevassus-Au-Louis
nommé directeur général
de l'INRA

M. Bernard Chevassus-Au-Louis a été nommé directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), mercredi 13 mai, en conseil des ministres. Il remplace à ce poste M. Henri Bichat, nommé le même jour directeur général de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

M. Bernard Chevassus-Au-Louis, né à Paris en janvier 1949, agrégé de sciences naturelles en 1971, a dirigé le département d'hydrobiologie et de faune sauvage de l'INRA de 1984 à 1989. Conseiller du président et membre du comité de direction de l'INRA depuis cette date, il participe également, de 1986 à 1990, au groupe d'évaluation et de prospective Pêches et cultures marines et d'eau douce du ministère de la recherche. M. Chevassus-Au-Louis a consacré une part importante de ses travaux à l'élaboration de méthodes d'amélioration génétique des espèces utiles en aquaculture, notamment des salmonides.

FAITS DIVERS

□ Attentat contre le siège du comité de soutien à M. Jean-François Filippi. — Un attentat a été commis, dans la nuit du 15 au 16 mai contre un bar de Lucianos (Haute-Corse), siège du comité de soutien à Jean-François Filippi, maire de cette commune et président du Sporting Club de Bastia. Une charge de 50 grammes d'explosif avait été placée devant la porte de l'établissement. Cet attentat, le troisième en vingt-cinq heures, après ceux commis à Bastia contre une station-service et contre un camion-remorque n'a pas été revendiqué.

Écoutes téléphoniques

Les trois « plombiers »
du Conseil supérieur
de la magistrature
condamnés

Les trois spécialistes des écoutes téléphoniques qui s'approprièrent à poser une « bretelle », le 23 décembre 1987, sur la ligne téléphonique d'un magistrat du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), M. Yves Lurbet, ont été condamnés, vendredi 15 mai, par la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris.

M. Robert Montoya, ancien gendarme, se voit infliger une peine de huit mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende, tandis que M. Fabien Calidroni, ancien gendarme lui aussi, et M. Alain Clérault, un « Mozart » de l'écoute, sont condamnés à six mois de prison avec sursis et 8 000 F d'amende. Les trois hommes avaient été repérés par un voisin de M. Lurbet intrigué par leurs allées et venues. Au moment de l'interpellation des trois « plombiers », M. Lurbet était soupçonné depuis quelques jours d'avoir intercepté des notes sur de hauts magistrats rédigées par M. Danièle Barbu, secrétaire générale du CSM, à l'intention du président de la République. Plusieurs de ces notes avaient été envoyées anonymement à M. Simone Rozès, alors premier président de la Cour de cassation, à M. Paul-André Sadon, directeur de cabinet du ministre de la justice de l'époque, M. Alain Chabanon, et aux autres membres du CSM (le Monde daté 29-30 mars, et 31 mars).

FETAs localisés. — Huit sympathisants

présomés de l'organisation séparatiste basque ETA ont été inculpés, jeudi 14 mai, d'association de malfaiteurs, d'aide au séjour irrégulier et d'infraction en relation avec une entreprise terroriste, par Mme Laurence Le

Vert, premier juge d'instruction au tribunal de Paris. Deux d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt. Interpellés pour la plupart en Bretagne, au début du mois de mai (le Monde du 6 mai), ils sont accusés d'avoir participé à un réseau de soutien logistique à l'ETA.

Les Grands Prix de l'Académie des sciences

L'Académie des sciences vient d'annoncer plusieurs Grands Prix, complétant ceux attribués le 1er avril (le Monde du 3 avril).

● Le Grand Prix de la Commission à l'énergie atomique (CGEA) (200 000 F) a été décerné à M. Serge Jaré, directeur de recherche à l'INSERM, pour son étude des récepteurs membranaires des hormones peptidiques.

● Le prix Jaffé (50 000 F) récompense les travaux de M. Jean Guen, professeur à l'université Paris-Sud, pour ses travaux sur les propriétés du plasma et du tokamak, et la perception de signaux hormonaux et de signaux électrocardiographiques.

● Le prix Johannides (50 000 F) a été attribué à M. Jules Hoffmann, directeur de recherche au CNRS, pour ses recherches sur l'endocrinologie et l'immunologie des insectes.

● Le prix Merger-Bourdeix (100 000 F) revient à M. Jean Weissbach, directeur de recherche au CNRS, pour ses travaux sur les mécanismes génétiques de la différenciation sexuelle chez les mammifères.

● Le prix de l'Institut français

du pétrole (200 000 F) a été remis à M. Pierre Albrecht, directeur de recherche au CNRS. Par sa découverte de la présence ubiquiste des hopanoides dans les sédiments, la détermination précise de leur structure et la démonstration de leur importance, il a révolutionné la géochimie organique.

● Le prix Gaz de France (GDF) (200 000 F) récompense les travaux de M. André Pineau, directeur de l'unité de recherche de l'École des mines de Paris, sur la mécanique de la rupture appliquée aux matériaux métalliques de structures gazeuses.

● Le prix Péchiney (100 000 F) a été attribué à deux lauréats : M. Laurence Farcy, ingénieur de recherches au Centre commun de recherches Louis-Bleriot de l'Aéronautique, qui a étudié le comportement en fatigue sous sollicitation cyclique de l'alliage classique Al-Cu à 4,5 %, et de l'alliage nouveau Al-Li-Cu-Mg ; M. Denis Bechet, ingénieur au centre de recherches de Korce-Péchiney, pour ses travaux sur des matériaux

nouveaux à base d'alliages d'aluminium.

● Le prix Aymé Poirson (40 000 F) revient à M. Marcel Garnier, directeur de Madyam (URA 1326), pour ses travaux sur la magnéto-hydrodynamique et la mise en forme des métaux liquides.

● Le prix Lamb (40 000 F) à M. M. Daolet Bouche et Bruno Scheurer, ingénieurs au CEA, dont les travaux ont permis la conception d'un logiciel de calcul de la surface équivalente radar (SER) d'objets asymétriques pour les hautes fréquences.

● Le prix Charles-Léopold Mayer (250 000 F) récompense deux lauréats : M. Raymond Devoret et M. Mikhaél Réadinan, tous deux directeurs de recherche au CNRS. Le premier a effectué des recherches sur la radiobiologie moléculaire ; le second a permis de mieux comprendre les processus enzymatiques que la cellule met en œuvre pour assurer une transmission précise de son information génétique, et pour gérer au mieux sa variabilité.

CORRESPONDANCE

Le parquet de Marseille
et le jugement sur Amnesty International

A la suite de l'article paru dans le Monde daté 10-11 mai sur les réactions provoquées par l'arrêt Touvier et dans lequel était mentionné le jugement rendu par des magistrats marseillais à l'égard de l'association Amnesty International qualifiée de mouvement « étranger, de fondement ou obédience maçonnique, révélateur d'un courant anti-France », nous avons reçu de M. Olivier Droplet, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Marseille, le texte suivant :

« Contrairement aux affirmations contenues dans l'article (...) le Parquet de Marseille a interjeté appel le 30 mars et non pas le 6 mai du jugement rendu le 20 mars 1992 à l'égard de M. Frédéric Foin par la chambre spécialisée en matière militaire du tribunal de Marseille. Les assertions de votre collaborateur selon lesquelles le parquet n'aurait agi qu'à la suite de l'article de

presse du Canard enchaîné publié le 6 mai, sont donc non seulement tendancieuses mais encore erronées. [C'est sur la foi d'une dépêche d'agence que nous avons écrit que le parquet de Marseille avait fait appel tardivement du jugement en question. Cette information était erronée : nous présentons nos excuses aux magistrats de Marseille. E. P.]

□ Amnesty International proteste contre un jugement rendu à Marseille. — La section française d'Amnesty International a exprimé « son étonnement et son inquiétude » auprès du ministre de la justice après le jugement rendu à Marseille dans une affaire d'obédience de conscience dont les attendus la qualifiaient de « mouvement étranger de fondement maçonnique révélateur d'un courant anti-France » (le Monde daté 10-11 mai). Elle rappelle qu'elle est « une association reconnue d'utilité publique par les autorités de la République ».

La mort violée

Le dimanche 28 juillet 1991, Christophe Tournière, dix-neuf ans, est victime d'un accident à Diappe, où il circulait à bicyclette. Le bilan radiologique effectué en urgence au centre de rééducation structurel ne laisse aucun doute sur la gravité des lésions. Les médecins constatent l'installation très rapide d'un coma, associé à une déshydratation.

Trois jours plus tard, l'état neurologique du blessé s'aggrave, les spécialistes de réanimation de l'hôpital de Diappe décident le transfert en hélicoptère sur le service de neurochirurgie neurotraumatologique du CHU d'Amiens.

Le 5 août, M. et M^{me} Tessilière apprennent la débâcle de leur fils. Brutellement, se pose alors la question du prélèvement d'organes. « Les médecins du CHU d'Amiens, expliquant aujourd'hui les parents, nous ont affirmé que le loi Calvetet prévoyait le prélèvement d'organes sur les personnes majeures, sans avoir besoin de l'autorisation de la famille. C'était par gentillesse qu'ils demandaient notre accord. Plus précisément, ils nous ont dit que, dans le cas où nous ferions état d'une opposition formulée de son vivant par Christophe, une enquête de gendarmerie pourrait être effectuée pour vérifier si nous avions ou non menti ».

Le 4 novembre, les parents reçoivent du CHU d'Amiens un avis des sommes à payer adressé à Christophe et précisant que ce dernier doit régler la somme de 300 francs correspondant au forfait journalier pour le « séjour » effectué du 31 juillet au 5 août. Ce document indique, par ailleurs, qu'une série d'actes de chirurgie, d'un montant de 260 francs, ont été effectués par le service de Christophe. Mr. Lesbire contacta le CHU par téléphone pour tenter de comprendre. On le dirigea vers le docteur Jean Thaussoiff, maître de conférences, anesthésiologiste des hôpitaux et membre de France-Transplant.

Ce médecin lui répondit par écrit, le 3 décembre, expliquant que cette facturation du forfait journalier était due à « une erreur de manipulation informatique par un personnel de remplacement pendant une période de vacances ». En outre, il stipula que le forfait journalier du CHU d'Amiens, était, le 13 novembre, écrit aux parents que « l'act par erreur qu'on leur avait réclamé la somme de 300 F ».

Dans sa lettre, le docteur Tchaoussoff indiquait aux parents le détail des prélèvements.

s'effectués : la cœur, la foie, les deux reins ainsi que les deux cornées. « Le don d'organes » de Christophe a permis à six malades et à leurs familles de reprendre espoir, écrivait ce médecin. Actuellement, tous ces greffés vont bien et, parmi les quatre receveurs d'organes de vingt-cinq à cinquante ans, il y a deux hommes et deux femmes.

Ces précisions ne suffisent pas aux parents de Christophe. Compte tenu des circonstances mal connues de l'accident, ils avaient porté plainte pour homicide involontaire contre le responsable de l'accident de leur fils. A ce titre, ils devaient avoir accès au dossier d'instruction, donc au compte rendu opératoire résumant les gestes pratiqués par les chirurgiens sur le cadavre de Christophe.

Ce document, du 5 août 1981, signé du professeur Jacques Petit (service d'urologie du CHU d'Amiens), révèle que les prélèvements furent plus nombreux que ceux indiqués par le docteur Tchoussouff : outre le cœur, la foie et les reins, ils comprenaient aussi l'aorte descendante, avec les gros troncs supérieurs de la crosse, l'artère iliaque et fémorale droite, les deux veines saphènes latérales et la veine fémorale droite. On apprend également que l'on a placé, après le prélèvement des cornées, des globes oculaires sur le cadavre et que toutes les incisions ont été refermées en deux plans *avec fil métallique au niveau du thorax*.

Le lecture de ce document, après comparaison avec la lettre du docteur Tchoussouff, a profondément ému et révolté les parents de Christophe. La réaction de ces enseignants fut d'autant plus violente que, militante humaniste et laïque, ils adhèrent totalement aux principes sous-tendant la pratique des greffes d'organes et que, lors de l'information écrite de leur fille, ils avaient publiquement milité en faveur du don d'organes. Au vu de la lettre de M^{me} Tessier, directeur de l'école, au père de Christophe, et de la lettre de M^{me} Cofrancesco, directrice de l'école de Marseille, accusant notamment le docteur Tchoussouff de lui avoir menti sur le nombre et la nature des organes prélevés, ainsi que sur la nature des incisions pratiquées, et la qualité de leur médecine. Ils accusent, d'autre part, les médecins du CHU d'Annecy de ne pas avoir respecté la législation existante sur le prélèvement des yeux.

La loi du 22 septembre 1978, dite loi Cail-
lavat, relative au prélèvement d'organes, ne
fait en effet pas obstacle (article 5) à la loi du
7 juillet 1949. Or celle-ci, dans un article

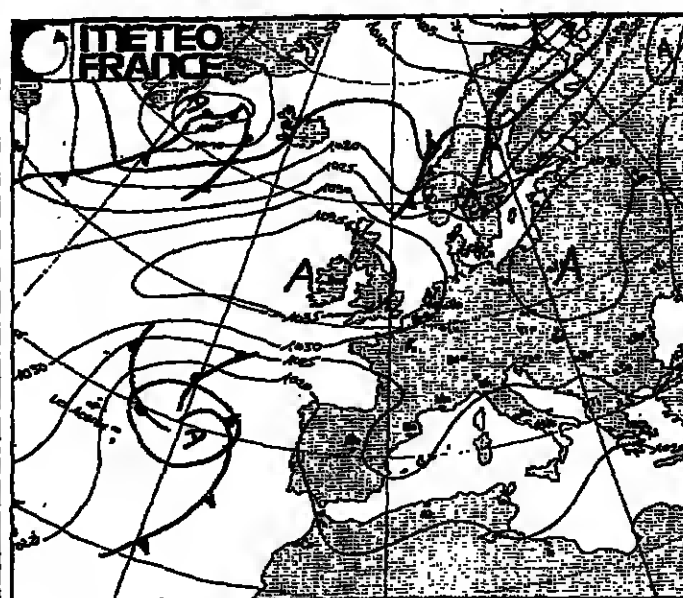
unique, précise que les prélèvements anatomiques au titre de la greffe de la cornée ne peuvent être effectués qu'après legs testamentaire des yeux (!). Christophe n'ayant pas de son vivant effectué un tel legs, comment a-t-on pu procéder au prélèvement de ses deux globes oculaires? On souligne auprès de France-Transplant que le prélèvement de la cornée peut être assimilé à un prélèvement de tissu et non de globes oculaires, dans la mesure notamment du fait de nouvelles techniques permettant d'éviter l'inséction. Pourquoi, dans ce cas, les médecins d'Amiens ont-ils procédé à l'implantation de globes oculaires artificiels?

« Nous pensons que les médecins cherchent à cacher certaines choses : personnellement nous a dit qu'on prélevait les comètes de notre fils car on savait bien que c'était trop demander à des parents qui viennent d'apprendre la mort déréglée de leur enfant si ce qu'on refusait, car les yeux d'un enfant, c'est le symbole de sa vie, écrivent les parents de Christophe à M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire. Quand nous pensons à notre Christophe, nous évouons immédiatement son regard, nous lui faisons venir dans nos bras, nous essayons de découvrir ses yeux, mais les médecins qui remplacent, après prélèvement des comètes, des yeux par des globes opaques... »

M. et Mme Tesnière viennent de porter plainte pour viol et violation de sépulture. Cette douloureuse affaire soulève la question du respect dû aux morts et à la qualité du dialogue entre les médecins de France-Transplant et les familles qui viennent d'apprendre la mort cérébrale d'un de leurs proches, le corps de la victime étant maintenant en réanimation artificielle. Dans leur courrier au docteur Kouchner, les parents de Christophe demandent notamment « une enquête sur la manière dont on procède aux prélèvements d'organes en France ».

Ils ont placé dans leurs documents personnels et collé sur leur voiture un texte expliquant qu'en cas d'accident ils refusent tout prélèvement d'organes pouvant être pratiqué sur eux, ainsi que sur leur fils Olivier.

(1) Tous les renseignements sur le don des yeux par legs testamentaire peuvent être obtenus auprès de l'Association nationale pour l'amélioration de la vue, 39-41, rue Louis-Blanc, 92400 Courbevoie. Tél. : (1) 47-17-64-75.

SITUATION LE 16 MAI 1992 A 0 HEURE TUC

Dimanche : soleil, orageux sur le relief. — Soleil et chaleur seront encore au rendez-vous. Les brumes matinales et les quelques nuages bas près de la Manche seront vite oubliés et laisseront place à un beau soleil. Le vent de nord-est sera sensible sur la moitié nord du pays, il amènera un peu d'air et rendra la chaleur plus supportable. Sur les côtes de la Manche, les rafales de nord-est amèneront 60 ou 70 km/h.

ront à se développer vers la mi-journée. Des orages éclateront mais ils resteront isolés.

et les quelques nuages bas près de la Manche seront vite oubliés et laisseront place à un beau soleil. Le vent de nord-est sera sensible sur la moitié nord du pays, il amènera un peu d'air et rendra la chaleur plus supportable. Sur les côtes de la Manche, les rafales de nord-est atteindront 60 ou 70 km/h.

Seules exceptions à ce ciel sans nuage : les reliefs de l'Auvergne et des Cévennes, du Jura, des Alpes et des Pyrénées, où les nuages commencent

Les températures seront toujours supérieures aux normales saisonnières. Au petit matin, elles seront le plus souvent comprises entre 10 et 14 degrés au nord de la Loire, entre 13 et 16 degrés au Sud, voire 18 degrés dans l'extrême Sud-Est.

Les températures maximales s'écartant entre 22 et 26 degrés au nord de la Loire (18 à 20 degrés sur les côtes de la Manche) jusqu'à 28 à 30 degrés au Sud.

□ Le plan d'action pour la sécurité : satisfaction et réserves à l'USC-police. — L'Union des syndicats catégoriels (USC, près de 30 % des voix dans la police) a tenu, proche de la grille, le 28 juin, le plan d'action présenté par le ministre de l'Intérieur, de la sécurité publique, M. Paul Quilès, « semble aller dans le bon sens ». L'USC-police émet toutefois « des réserves sur l'application rapide » des mesures proposées, « compte tenu des contraintes administratives et des délais pour le recrutement des personnels ».

□ M. Georges Frêche (PS) proteste contre le manque de policiers dans la ville de Montpellier. Georges Frêche, député (PS) de l'Hérault et maire de Montpellier, proteste contre l'absence de création de postes de policiers dans sa ville. « Il n'y a ni dans les effectifs de 12 mai au ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique, M. Pauline Kuitès. M. Frêche menace de déclencher une grève administrative si le ministre ne leur promet de septembre si d'ici là les effectifs de police urbaine n'ont pas été augmentés. « Zéro pointé pour Charles Pasqua, Pierre Sec et Pierre Joxe. Les policiers ont été réduits à l'indigence de nous depuis des années. A Montpellier, où la criminalité a augmenté de 8,5 % en 1991 par rapport à 1990, le nombre de policiers est le même depuis 1964 ».

□ Premier accord entre polices nationales et municipales. A la suite de la conférence de la Somme, M. Henri Rouget, et le maire d'Amiens, M. Gilles de Robien (UD-PR), ont signé jeudi 14 mai, semble-t-il, pour la première fois en France, un protocole d'accord entre les services de police nationale et municipale. L'accord, qui vise à « renforcer la présence policière en uniforme dans la rue » et à « désengorger la police nationale de ce qui la détourne de ses missions prioritaires », prévoit notamment une coopération accrue de la police municipale (lottaie, sécurité des écoles, présence préventive dans les transports en commun) et le service des objets trouvés, surveillance des marchés et des espaces verts. Ce protocole, qui sera signé plus d'un an, préfigure les « projets de loi sur la police » prévus par le plan du ministre de l'Intérieur.

L'exposition sur le thème des exclusions qui se tient sur le toit de la Grande Arche de La Défense (1) a reçu, lundi 11 mai, la visite de MM. Bianco et Teulada. Devant des lycéens, l'ancien ministre des affaires sociales et de l'intégration et son successeur, faisaient allusion à l'arrêt Touvier et au jugement de Marseille qualifiant Armée internationale de « mouvement étranger (...) » (*la Monde* daté 10-11 mai), ont mis en garde contre le retour du « même langage, des mêmes exclusions, des mêmes cibles qu'il y a cinquante ans ».

De gigantesques photos en noir et blanc happent l'innocent touriste qui s'est biaisé jusqu'au sommet de l'Arche de la Défense afin d'admirer la perspective. Un enfant noir resté à la porte d'une école, un pauvre affalé sur le bitume parisien, l'étreinte d'un malade du sida à son ami, une vieille femme qui fait les poubelles sous le regard méprisant d'un passant. Images de violence froide, de drame, d'odi-

Les chiffres du désastre mondial de la faim s'établissent sur fond de sphère rouge du sud, d'un rouge qui n'est pas unique pour une exposition imposable destinée à «sensibiliser» le public aux multiples réalités de l'exclusion sociale. Racisme, chômage, relégation en banlieue, prison, folie, handicap physique... Treize tableaux, dix-huit photographies, sept reportages et illustrations, pour une série de témoignages anonymes où s'expriment, en boucle ininterrompue, «*exclus*», «*témoins*» et «*spécialistes*». En contrepoint, de petits télescopes lumineux diffusent les images du monde enchané de «*les carrossiers*», «*les amantes*» et les corps éternellement jeunes et beaux de la publicité.

Si la mise en scène est efficace, cette juxtaposition laisse une

impression de froidure, de confusion et d'impissance. A quel bout « exposer », au trente-cinquième étage d'un monument, en cœur du plus grand quartier d'affaires de la ville, une œuvre qui se propose de nous mettre prudemment à chaque coin de rue ? N'est-il pas hasardeux de rétroscouter la même bannière, école sociale, maladie mentale, sida et xénophobie ? Comment faire passer la conscience et l'action ? Peut-on réduire le fossé entre les principes des droits de l'homme et les réalités du « nouvel ordre économique (...) Implacable pour les faibles », comme le dit le président de la Fondation de l'Arche de la fraternité, dans le texte qui introduit l'exposition ? Les affiches et les vidéos présentent les activités de quelques associations, mais ne permettent pas au visiteur seul face à ses interrogations et à ses inquiétudes.

C'est sans doute pour souligner l'importance de l'action concrète que MM. Bianco et Teulada ont terminé leur visite de cet accablant musée des exclusions en rendant hommage aux enseignants et élèves qui luttent dans leurs classes contre la xénophobie. Ensemble, ils ont retrouvé dans les archives, les mémoires vivantes, les monu-

SPORTS

❑ La France qualifiée en volley-ball pour les Jeux olympiques. — L'équipe de France (hommes) de volley-ball s'est qualifiée, vendredi 15 mai, pour les Jeux olympiques de Barcelone. Elle a battu l'équipe de Yougoslavie par 3 à 2 (13-15, 15-4, 15-12, 13-15, 16-14), lors d'un tournoi préolympique masculin de Castelnau-le-Lez près de Montpellier. L'équipe de France a, d'ailleurs, remporté ce tournoi devant la Yougoslavie et la Finlande.

ments, les traces de tous les étrangers qui ont fait la France.

Une seconde exposition, baptisée « Composition française » (2), rassemble les résultats de la recherche de ses auteurs sur les travaux qui ont redonné sens à la présence des étrangers, en faisant revivre l'histoire des travailleurs sénégalais, des Marocains de Marseille, des Portugais du Lot et des Arméniens de Vaulx-en-Velin. Des lycéens de Bayeux ont rédigé un almanach à l'aide de mots d'origine étrangère. Ceux du lycée Jean-Baptiste Say de Paris ont retrouvé dans les vieux parlers de leur établissement la circularité de Vichy qui ordonne le chasse aux fonctionnaires possédant des noms « à consonance hébraïque ».

Devant eux, M. Jean-Louis Bianco a constaté qu'aujourd'hui même certaines décisions de justice « rappellent presque mot à mot les expressions, les analyses qui ont accompagné, sinon causé, l'un des plus grands drames que l'Europe ait connus ».

C'est sans doute pour souligner l'importance de l'action concrète que MM. Bianco et Teulada ont terminé leur visite de cet accablant musée des exclusions en rendant hommage aux enseignants et élèves qui luttent dans leurs classes contre la xénophobie. Ensemble, ils ont retrouvé dans les archives, les mémoires vivantes, les monu-

La France qualifiée en volley-ball pour les Jeux olympiques. - L'équipe de France (hommes) de volley-ball s'est qualifiée, vendredi 15 mai, pour les Jeux olympiques de Barcelone. Elle a battu l'équipe de Venezuela par 3 à 2 (13-15, 15-12, 15-13, 16-14), lors d'un tournoi préolympique masculin de Castelnau-le-Lez près de Montpellier. L'équipe de France a, d'ailleurs, remporté ce tournoi devant le Venezuela et la Finlande.

o La France qualifiée en volleyball pour les Jeux olympiques. - L'équipe de France (hommes) de volleyball s'est qualifiée, vendredi 15 mai, pour les Jeux olympiques de Barcelone. Elle a battu l'équipe de Yougoslavie par 3 à 2 (13-15, 15-4, 15-12, 13-15, 16-14), lors du tournoi préolympique masculin de Castelnau-les-Bains près de Montpellier. L'équipe de France a, d'ailleurs, remporté ce tournoi devant la Yougoslavie et la Finlande.

o Les évêques italiens demandent la béatification de Paul VI. - Au cours de leur assemblée plénière annuelle - et dans le contexte polémique de la béatification, dimanche 17 mai, de Mgr Escriva de Balaguer, fondateur de l'Opus Dei, - l'épiscopat italien a décidé, mercredi 15 mai, à l'unanimité des trois cents membres, d'introduire la cause de béatification du pape Paul VI (1963-1978). - (AFP).

[illegible]

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	branc	cuirot	ciel dégaz	ciel magnus	orage	pluie	tempête	noige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heures légales moins 2 heures en été ; heures légales moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

de nos envoyés spéciaux

Contestée par le Société des réalisateurs français (SRF), c'est-à-dire par les pairs de Desplechin. Qui, sous la plume d'un de ses membres, Denys Granier-Deferre, s'averti Gilles Jacob, délégué général du Festival, que Desplechin, avant son moyen métrage la Vie des morts (sorti en salles et échappant de quelques minutes à peine à l'appellation « long métrage »), en avait tourné un « long », présenté au public dans plusieurs manifestations.

«Il Ladro di bambini» di Gianni Amelio

Le titre fait, évidemment, penser au *Voleur de bicyclette* (1). Des premières images d'un fait divers saisi dans le réalisme quotidien d'une misère matérielle et morale, on peut voir un hommage au «néo-réalisme» de Vittorio de Sica. Mais, quarante-cinq ans après le *Voleur de bicyclette*, il s'agit, pour Gianlo Amelio, de se servir du langage cinématographique pour dénoncer la dégradation des images accordée à celle d'une société, non plus en reconstruction, mais en perdition et comme indifférente à ses propres maux.

Ainsi ce film, émouvant et grave, mais seul à représenter l'Italie en sélection officielle, est-il aussi un acte de résistance artistique contre la dégradation du cinéma italien.

D'ailleurs, Sandro Petraglia et Stefano Rulli, les coscénaristes, ont travaillé avec Nanni Moretti, Daniele Lucchetti et Michele Pla-

Daos une cité délabrée, pour
immigrés, à la périphérie de Milan,
là où il n'y a plus de miracle pour

les pauvres, une Sicilienne prostituée, depuis deux ans, sa fille Rosetta, qui est maîtresse, et moi, pour le rôle principal, j'interviens et embarque un « client » (un nani, habitué de la maison), et la mère. Rosetta (Valentina Scalfici) et son frère Luciano, neuf ans (Giuseppe Teratanò), vont être placés dans un foyer de Civitavecchia, tenu par des religieuses. Antonio, jeune carabinier d'origine calabraise, est chargé de les escorter, avec son brigadier. Mais celui-ci quitte le train pour filer à Bologne où il a un rendez-vous galant. Ses collègues se font attendre. L'attente s'allonge. Or, ceux-ci ne sont pas acceptés d'abord, la fillette étant considérée comme une pestiférée. Il faut les conduire en Sicile.

Commence alors un voyage vers le sud de l'Italie qui va être pour Antonio une révélation. Ce garçon, qui poursuit des études pour monter en grade et se connaît que le respect de la loi, a quitté l'uniforme pour ne pas effrayer les enfants. Mais, en jeans, traînant

ses bagages, voilà qu'il leur ressemble. Et le sens qu'il avait de son devoir, de sa fonction, lui échappe peu à peu. Au point que, Luciano souffrant de crises d'asthme et ne supportant pas les cahots du train, le carabinier emmène le frère et la sœur en voiture, rend visite à sa famille de Calabre, flâne en Sicile pour offrir à ses petits « prisonniers » la liberté provisoire de vacances au bord de la mer.

La réalité reprend sans cesse ses droits. Des rues de Civitavecchia grouillant de sans-logis, à l'envers de la Sicile touristique en passant par la Calabre désolée, cette réalité est plutôt rude. Quand les gens rencontrés ne sont pas hostiles, ils ne sont pas vraiment généreux. Gianni Amelio a évité tous les pièges de la bonté éblouissante et de l'idéalisme rassurant. Il exprime avec force le naufrage de cette Italie, de plus en plus « profonde ».

mesure qu'on descend vers le Sud, où la solidarité n'est plus possible que chez les exclus.

C'est dans la mesure où il se marginalise qu'Antonio (admirable Enrico La Verso, acteur de théâtre qui n'a pas l'air d'un professionnel) peut comprendre et aimer ces enfants que personne n'aime, la fillelette souillée et humiliée, le gosse malade et taciturne qui s'était mis à haïr sa sœur. Fante de pouvoir les sauver de ce qui les attend, Antonio les aura, au moins, réconciliés avec eux-mêmes. C'est beau, ces rires d'enfance qui reviennent un moment, ces regards qui arrivent à s'adonner, cette innocence qui voudrait connaître malgré tout. Et qui vous fait venir les larmes.

JACQUES SIGUER

(1) Pour éviter toute confusion avec le *Voleur d'enfants*, de Christian de Chalonge (d'après Jules Supervielle), le film de Gianni Amadio portera un titre différent pour sa sortie en France. Ce titre n'est pas encore fixé.

solène, la lecture — furtive — du règlement de la *Caméra d'or*, qui stipule que les films de fin d'études ne sont pas pris en compte. Or le Couronnement (qu'Arnold Daplechin a renisé) est bien un film de fin d'études, à son mélange près. D'autant que le CNC, interrogé, précise que le Couronnement n'a jamais reçu l'agrément ni été inscrit au registre public : il n'a donc pas d'existence légale.

Vingt-trois films sont en lice pour la *Caméra d'or*, trois en compétition officielle, cinq dans l'un certain regard, six à la Quinzaine des réalisateurs, trois dans la section Cinéma en France, six à la Semaine de la critique. Le prix, doté par Kodak, s'élève à 500 000 francs. Après avoir reçu la lettre de la SRF, Gilles Jacob a réaffirmé l'éligibilité de la Sentinella.

D. H.

Un cliché après l'autre

Bilan d'une programmation morne et sans coups de cœur

Chaque année, les programmes des différentes sections semblent plus ou moins équilibrés. Cette semaine de la critique, la traditionnelle insémination du cinéma paraît généralement. Son délégué inamovible, Jean Roy, écrit : « En l'absence (tout du moins dans le domaine du long métrage) de véritables coups de cœur en provenance des viviers historiques de production, nous avons cru le pari de l'outrecitisme. On va chercher à l'étranger, au premier à découvrir, ou simplement à mieux connaître les cinématographies inhabituelles, fait également partie du travail des critiques : Mais un seul film peut-il en rendre compte ? Une biennale-longue comme *Adorables mensonges*, de Gerardo Cárdenas - les difficiles accès d'un couple de vieux amoureux - est-ce vraiment une belle œuvre ? »

Le cas d'*Ingalto*, d'Asdis Thorodsen, est différent. Le film trouve sa place à la Semaine de la critique dans la mesure où il vient d'Islande, mais cette histoire de pêcheurs braillards et grands buveurs, floués par leur patron gros industriel, est en elle-même un cli-

ché tout aussi banal qu'une vue de la tour Eiffel pour montrer qu'on est à Paris.

Le pire, dans le manque de moyens, est la ruine de l'imagination, un recours à des expériences qui ont fait leur temps et versent à leur tour dans le cliché manichéen : préciosité, saiot-sulpicien du japonais Isao Yamada pour *J'ai entendu l'amonition murmurer*, récits éclatés pour *la Femme de l'épicer*, du Canadien John Poner, ou *Archipelago*, du Chilien Pablo Perelman. La recherche formelle est trop mince pour masquer les bégaînements de la pensée.

Le problème est sensiblement le même avec les courts métrages. On peut cependant retenir deux beaux exemples de paranoïa urbaine traités avec suffisamment d'ironie : *The Room*, du New-Yorkais Jeff Balmeyer - le père s'est fait poignarder la jambe par sa femme, et se remmène à la source du trouble ; *It Takes Two*, du doulos de la chambre de soûl fips, qui se casse, se détache, tombe doucement dans la rue - et *Flooding*, du Britannique Richard Heslop - un conducteur d'autobus habitant avec sa mère, sa femme qui le trompe et ses trois enfants, construit dans son clapier de HLM une arche de Noé.

L'humour n'a pas été souvent au rendez-vous. Surtout pas dans un film belge carrément lamentable. *C'est arrivé près de chez vous*. Là, malgré une volonté affichée d'anti-conformisme, ce sont les clichés du gros comique paillard, de la provocation de salle de garde qui ont été rassemblés. Jean Roy craint que l'on reproche aux critiques «de se faire plaisir». On espère que ce n'est pas en.

Le film de clôture, *La Fuite*, de l'Austro-hongrois David Ruhn - deux bagnards miteux s'évadent, se réfugient dans un hôtel dont non seulement ils ne peuvent pas partir, mais où ils doivent travailler comme des brutes - laisse sur une meilleure impression : il y a des comédiens - Giora Seelig, Georges Kern, Andrea Eckert - une idée directrice, une drôlerie pince-sans-rire qui rappelle un peu *L'Affaire est dans le sac*. Ce n'est pas peu, ce n'est pas assez pour une semaine de programme.

COLETTE GODARD

Suite de la première page

La référence à Hitchcock n'est pas fortuite, même si le réalisateur, à l'in-

verse d'un coupleau penchant de ses confrères, se garde bien de citer explicitement touton Alfred. Comme presque toujours chez Hitchcock, le héros est un quidam entraîné dans des aventures qui le dépassent et, dont après en avoir été le témoin et le jouet, il finit par devenir le protagoniste. Le *Macguffin*, c'est-à-dire le bidule extérieur qui sert de détonateur selon les règles établies par le maître du suspense, prend ici l'aspect d'une tête naturalisée, que Mathias découvre dans ses boîtes.

Autour de sa tête funéraire, dont le jeune homme s'écarte, il y a des fleurs, qu'il lui venter une sorte de prière filiale, se déchaîne une bizarre oration de complots et de manœuvres. S'enchevêtrent les manéges des services secrets décidés à récupérer la fille de celles d'une grande sœur de Mathias, Marianna, une jeune fille, toujours impeccable, attachée à sortir le garçon de son immaturité, celles des amis plus ou moins authentiques qui poursuivent chacun leur objectif, et parfois plusieurs. Mathias escgrave et se livre à une réflexion philosophique, non seulement à la fac de médecine, se laisse enfermer (pas seulement dans l'Institut médico-legal), observe posément ce qui échoue sur la table de dissection mais salue du nez face

Pourtant, à la différence des personnages de Hitchcock, Mathias est peut-être ignorant et manipulé, mais n'est pas innocent. Il y a pas d'innocents, dans ce passage au scanner d'un monde, l'Europe d'aujourd'hui, construit sur les crimes du passé (la guerre, les camps, le goulag, le Mur) et qui ajoute à ses péchés le crime d'amnésie volontaire. Malgré lui d'abord, puis délibérément et jusqu'à la folie, Mathias, tout à la fois témoin mal à l'aise, chercheur scientifique et poète sentimental, se fera d'empêcher d'oublier au rond de cette Histoire dont il est, au sens plein l'épave.

Dès lors, l'extraordinaire construction du récit, avec ses bifurcations, ses éléments de puzzle qui ne se raccordent pas, ses personnages nombreux et à double fond, dépasse le simple exercice de virtuosité. Cette confusion, dans laquelle le réalisateur (et le spectateur) ne s'égare jamais, constitue la matière même du film, et son enjeu. Elle traduit beaucoup plus qu'une grande habileté : une conscience. Tout comme sont d'une impressionnante rigueur les partis pris de mise en scène, fuyant les affectations de la « belle image » pour chercher ce qui grince et révèle, collant aux personnages dans le mythe.

ment et le tremblé de leurs éans ou de leurs refoulements, inventant un hors-champ d'une stupéfiante richesse.

Cette justesse de la réalisation permet, réussite rare, qu'aucun niveau du récit ne soit illustratif, que chaque genre (le film d'espionnage, la chronique sentimentale, la réflexion politique, le thriller) existe à part entière, possède sa dynamique et sa tonalité, au lieu de servir de métaphore à un hypothétique grand sujet.

Aux premières images de la *Sentinelle*, un comparse raconte comment, à Yalta, Staline et Churchill profitèrent de l'absence de Roosevelt pour se partager l'Europe, en un sidérant marchandage d'épiciers mégalo-manes. Cette absence des Américains donne forme à tout le film : il y a belle lurette qu'on s'avait vu un film, européen en tout cas, aussi radicalement étranger aux codes hollywoodiens. Ça ne plaira pas à tout le monde.

JEAN-MICHEL FRODON

Pour être expéditive, l'équation

Pour être expéditive, l'équation n'est pas moins vraie : qui dit Disney dit marketing, la réputation du studio n'étant plus à faire dans ce domaine. La présentation de *la Belle et la Bête* au Festival de Cannes, un mois après l'inauguration d'Euro Disney, en est la parfaite illustration.

La présence de Disney à Cannes remonte au tout premier festival, en 1946, avec *Dumbo*. En 1953, l'année de *Peter Pan*, Walt Disney y recevait son premier hommage et la légion d'honneur. Il y a deux ans, la Petite Sirène amorçait un retour dans les manifestations culturelles. Cette année, enfin, *La Belle et la Bête* ratifie le changement d'image et la nouvelle politique du studio, jetant désormais tout son poids derrière une renaissance du cinématéma d'animation.

La stratégie se révèle déjà payante : la *Belle et la Bête* est le premier long métrage d'animation dans l'histoire des Oscars à figurer parmi les finalistes, so titre du meilleur film.

En septembre dernier, Disney faisait son entrée dans ce que l'Amérique considère comme le temple de l'Intellectualisme, en présentant la *Belle* en pleine élaboration au Festival de New-York. Le dessin était déjà en place mais à l'état de brouille de crayons animés,

La Belle et la Bête marque le retour chez Disney du « style maison », dont un moment Don Bluth et d'autres dissidents avaient emporté les secrets. Mais la technique a évolué. Disney a créé son propre département informatique — « l'encodage est un encodage maison » — mais collabore également avec les laboratoires de recherche en *computer graphics* du MIT ou de l'université de New-York, entre autres.

« Cette recherche technologique, dit Don Hahn, producteur de *La Belle et la Bête*, a eu pour effet — surprenant aux yeux de certains, inévitables aux nôtres — un retour à la prééminence des créateurs. Car, une fois acquis ce vocabulaire nouveau, une question reste cruciale : que raconter ? C'est cette réhabilitation de l'auteur qui est au cœur de notre nouvelle politique. »

Ainsi le Roi de la jungle sera écrit par Elton John et Tim Rice (*Jesus Christ Superstar*, Chess). De son côté, Tim Burton, réalisateur de *Beetlejuice* et de *Batman* (mais aussi ancien animateur chez Disney), prépare *Un cauchemar avant Noël*, une animation par marionnettes, peuplée de masques, de sorcières, de fantômes et autres morts vivants.

HENRI RÉHAR

CHALLENGE NAF NAF
1^{re} FINALE HOMME / FEMME DE BERCY

JEUDI 21 MAI 20 H

RTL

FR3

NAF NAF

LOCATION BERCY - FNAC - VIRGIN MEGASTORE
AGENCES - MINITEL 3615 BERCY - LOCATION PAR TÉL. 43 46 12 21

[illegible]

le plan de soutien de M^r T... au cinema africain

مكتبة العمل

CARNET DU Monde

Mariages

M. et M^{me} Philippe Soland, M. et M^{me} Hubert Crapet, M. et M^{me} Jean-Alexandre Dumas, M. et M^{me} Jérôme Boyout, Gospodja I Gospodja Joso Mari-novic, ont la joie d'annoncer le mariage de

Julie et Ivo,

célébré dans la stricte intimité familiale, le 2 mai 1992, à Rouffignac.

15, rue Gay-Lussac, 91110 La Madeleine, Bois d'Asnières, 99830 Bourville, 7, rue Jean-Moulin, 99000 Lille, 24580 Rouffignac, 57000 Zador (Croatie), 142, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris.

Décès

Combloix, Soisy-aux-Seines, Roet-Malmaison, Artois.

M^{me} Odette Bourdeau-Bietzky, son épouse, M^{me} Christine Moulin et ses enfants, M. et M^{me} Jacques Bietzky et leur fille.

M^{me} et M. Robert Chiver, leur fille et petit-fils. Les familles parentes et alliées, ont le grand chagrin de faire part du décès de

M. René BOURDEAU, photographe de Combloix,

survenu le 14 mai 1992, à l'âge de quatre-vingt ans. Les obsèques auront lieu lundi 18 mai, à 10 h 30, en l'église de Combloix.

Le Père, 74920 Combloix.

Les familles Siburel, Delattre, Delport, Chalange et Vincent, ont la tristesse de faire part du décès de

Gilbert SINTUREL,

survenu à Annemasse, le 5 mai 1992.

La cérémonie a eu lieu dans l'intimité familiale.

Son souvenir sera évoqué lors d'un recueillement au temple du Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-6^e, le jeudi 21 mai, à 14 heures.

Marlene Dietrich inhumée à Berlin

BERLIN

de notre correspondant

Après soixante-deux ans d'absence, Marlene Dietrich a retrouvé Berlin, sa ville, baignée de soleil et d'un parfum d'été. Arrivée le veille de Paris, la dépouille mortelle de l'actrice devait être inhumée samedi 16 mai à 11 heures aux côtés de sa mère au petit cimetière de Friedenau, un des arrondissements de Berlin-Ouest.

Le souhait de Marlene Dietrich d'être enterrée dans sa ville natale a semé le trouble dans les esprits berlinois, divisés sur l'hommage à lui rendre. L'inhumation a été précédée d'une polémique pénible sur la nature des cérémonies.

Les responsables berlinois avaient tout d'abord imaginé faire venir des États-Unis et d'ailleurs les personnalités du monde du spectacle ayant connu l'actrice ou travaillé avec elle pour un gala en son honneur. En raison de l'âge de ces personnalités, ils ont dû y renoncer, provoquant les sarcasmes de la presse locale et d'une partie des milieux culturels de la ville qui auraient souhaité à tout prix un hommage.

Finalement, le protocole a été réduit au strict minimum. Après avoir traversé Berlin-Ouest escortée par des motards, la dépouille mortelle, recouverte du drapeau berlinois, devait être inhumée en présence de la famille, de quelques personnalités, dont le bourgmestre de Berlin, et de quelques centaines de journalistes venus à l'écart sur une tribune. La cérémonie devait être retransmise en direct par la télévision. Ensuite était prévu l'hommage du public berlinois, pour lequel le cimetière devait être ouvert pendant quelques heures.

H. de B.

M^{me} Daniella Damas, son épouse, M^{me} Laurence et Isabelle Dumas, ses filles, M. et M^{me} Jean-Alexandre Dumas, son frère et sa belle-sœur, M^{me} Alexandra et Tatiana Dumas, ses nièces, M^{me} Jean Dumas, sa tante, Les familles Fiebaud, Bru, Monard, Herrou et Pierrelouis, Marie et Alexandre, Les anciens élèves, les professeurs, les salariés de l'Institut supérieur de gestion, L'équipe de Tokyo-Village, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre-Alexandre DUMAS, titulaire de l'Ordre du Mérite civique, président-fondateur de l'Institut supérieur de gestion, ancien diplomate,

survenu le 14 mai 1992, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 19 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, Paris-17^e.

L'inhumation aura lieu le même jour à 12 heures dans le cimetière familial au cimetière de Louviers (Eure).

ISG, 6-8, rue de Lota, 75116 Paris.

Le personnel du Laboratoire d'écologie microbienne (URA CNRS 1450, Univ. Lyon-1), Les familles parentes et alliées, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Geneviève FAURIE, professeur.

L'inhumation a lieu ce samedi 16 mai 1992 au cimetière de Crépeux (Rhône).

M^{me} Yvette Baudouin-Jenny, M. et M^{me} Bernard Jenny et leurs enfants, M. et M^{me} Guy Jenny et leurs enfants, M. et M^{me} Claude Siffert et leurs enfants, M^{me} Christine Siffert, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert JENNY, docteur ingénieur de l'ENCM,

survenu le 13 mai 1992 dans sa soixante-cinquième année.

Les obsèques auront lieu en l'église de Villennes (Yvelines), le lundi 18 mai, à 14 h 30.

110, rue des Isclles, 78670 Villennes-sur-Seine.

Paris.

Marie Serrut, Ses filles Alexandra et Laila, David et Khalid Yared, Leurs enfants, Nada et Farid, MM. Edgar et Edmond Daila, ses frères, Ainsi que la famille Mamarrachi, ont la douleur de faire part du décès de

Eve MAMARRACHI, née DALLAL, née Alap.

survenu à Paris, le 12 mai 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée lundi 18 mai, à 11 heures, en l'église Saint-Ephrem, 17, rue des Carmes, Paris-5^e.

M. et M^{me} Jean Lévêque, M. et M^{me} Michel Lévêque, M. et M^{me} Alain Dercy, M. et M^{me} André Johnston, Jean, Michel et Nadja Lévêque, ses petits-enfants, Ainsi que ses arrière-petits-enfants, Agnès, Sabine et Laure Dercy, Gabriel et Emmanuelle Johnston, Ses parents, alliés et amis, font part de leur immense tristesse devant le décès de

M. Raymond LÉVÊQUE, ancien élève de l'Institut national agronomique et de l'École des eaux et forêts de Nancy, conservateur des eaux et forêts (ER).

Qu'il soit en Dieu. 107, boulevard Michelet, 44300 Nantes.

57, rue de l'Université, 75007 Paris.

M. Georges Tasca, Ses enfants, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Rachel TASCA, née SIGAL.

La levée du corps se fera le lundi 18 mai 1992, à 13 h 30, à l'inhumation de l'hôpital Charles-Foix, 7, avenue de la République, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne).

Les obsèques auront lieu le jeudi 21 mai, à Clamart (Seine).

Anniversaires

Il y a sept ans, le 17 mai 1985,

Gabrielle KATZ

nous quittait prématurément.

Sa famille, ses amis, ses anciens collègues du Commissariat à l'énergie atomique se souviennent d'elle.

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P signalé dans le Monde radio-télévision ; F film à éviter ; M On peut voir ; N Ne pas manquer ; C Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 16 mai

TF 1	CANAL PLUS
20.25 Sport : Automobile.	20.30 Téléfilm : Pleurs pas ma belle.
20.30 Tapie vert. Météo et Tiro.	22.00 Documentaire : Des gorilles et des hommes.
20.50 Variétés : Sébastien c'est fou !	22.50 Flash d'informations.
22.35 Magazine : Ushuaïa.	22.52 Le Journal du cinéma.
23.45 Magazine : Formule sport.	23.00 Cinéma : Le Morsure. C
A 2	0.35 Sailor et Lula. M
20.50 Magazines : Le Nuit des héros.	2.35 Opéra : Industrial Symphony.
22.40 Magazine : Double jeu.	3.30 Cinéma : Les Parents terribles. M
23.55 Journal et Météo.	M 6
0.15 Divertissement : Sexy Cannes.	20.30 Divertissement : Les Ombres de l'humour.
FR 3	20.40 Téléfilm : Suspect d'office.
20.45 Série : C'est mon histoire.	22.25 Téléfilm : Le Procureur et l'Assassin.
21.40 Soirée spéciale : Samedi en fête.	LA SEPT
22.45 Journal et Météo.	21.00 Documentaire : Site 2.
23.10 Traverses.	22.30 Téléfilm : Je veux être un Indien.
23.55 Magazine : L'Heure du goit.	23.45 Magazine : Mégamix.

Dimanche 17 mai

TF 1	CANAL PLUS
13.30 Sport : Automobile.	22.45 Cinéma : Footlight Parade. M
15.50 Série : Tonnerre de Feu.	0.23 Court métrage : A Trip Through Hollywood Studio.
16.45 Disney parade.	0.35 Musique : Mélomanuit.
18.05 Magazine : Téléfoot.	CANAL PLUS
18.55 Loto sport.	En clair jusqu'à 14.30
19.05 Magazine : 7 sur 7.	13.30 Magazine : Rapiro.
20.00 Journal, Tiro, Météo, Trafic infos et Tapis vert.	14.30 Documentaire : Rugby.
20.50 Cinéma : Le Commando de St Mejust. C	15.15 Sport : Rugby.
22.55 Magazine : Ciné dimanche.	17.05 Documentaire : Les Simpson.
23.00 Cinéma : Le Crime d'Antoine. M	17.25 Cascades et cascadeurs.
0.30 Journal et Météo.	17.50 Le Journal du cinéma.
0.40 Magazine : Le Vidéo Club.	18.00 Cinéma : Vacances très mouvementées. M
0.55 Concert : Brahms.	En clair jusqu'à 20.30
1.40 Série : Mémoires.	19.25 Flash d'informations.
2.05 Faillite : L'Homme à poigne (6 ^e épisode).	19.30 Ca cartoon.
3.05 Documentaire : Histoires naturelles.	20.20 Magazine : Dis Jérôme ?
3.50 Série : Enquêtes à l'italienne.	20.25 Magazine : L'équipe du dimanche.
4.45 Musique.	20.30 Documentaire : Patrick Dewaere.
5.10 Documentaire : Histoire de la vie.	22.05 Flash d'informations.
A 2	22.09 Le Journal du cinéma.
13.25 Dimanche Martin.	22.15 L'Équipe du dimanche.
15.00 Série : Mac Gyver.	0.15 Cinéma : Série noire. M
15.45 Jeu : Module jeu.	2.05 Téléfilm : Dans les coulisses de Hollywood.
15.50 Dimanche Martin (suite).	M 6
17.35 Documentaire : L'Équipe Cousteau à la redécouverte du monde.	13.55 Série : L'Incorruptible Hulk.
18.20 1. 2. 3. Théâtre.	14.45 Variétés : Multitop.
18.30 Magazine : Stade 2.	16.15 Série : Clair de lune.
19.30 Série : Maguy.	17.05 Série : Le Saint.
19.59 Journal, Météo et Journal des courses.	18.00 Série : Espion modèle.
20.50 Téléfilm : Billy, De Marcel Bluval.	19.00 Série : Les Routes du paradis.
22.25 Magazine : Bouillon de culture.	19.54 Six minutes d'informations. Météo.
23.50 Journal et Météo.	20.00 Série : Madame est servie.
0.10 Documentaire : The Voice, ou cinquante ans de chansons.	20.30 Magazine : Sport 6.
1.55 Magazine : Sport passion.	20.40 Téléfilm : L'Opération de la dernière chance.
4.55 24 heures d'Info.	22.25 Magazine : Culture pub.
5.10 Court métrage : Histoire courte.	22.50 Cinéma : Les Contes galants de Jean de La Fontaine. C
5.25 Dessin animé.	0.15 Six minutes d'informations.
5.35 Faillite : Amour, gloire et beauté.	0.20 Magazine : Sport 8.
FR 3	0.30 Magazine : Métal express.
13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre.	2.00 Rediffusions.
13.50 Documentaire : La Saison du guépard.	LA SEPT
14.40 Magazine : Sports 3 dimanche.	14.15 Concert.
17.15 C'est Lulu !	15.40 Danse : Aeros.
18.15 Magazine : A vos amours.	16.15 Magazine : Dissensus.
19.00 Le 19-20 de l'information.	17.15 Téléfilm : Le Souffleur.
20.05 Divertissement : Téléchat.	18.15 Documentaire : Grand reporter.
20.10 Série : Benny Hill.	19.05 Informations : Dépêches.
20.45 Théâtre : Appelez-moi Mathilde.	19.10 Documentaire : Histoires du cinéma.
21.55 Magazine : Le Dôme.	19.55 Informations : Dépêches.
22.20 Journal et Météo.	20.00 Magazine : Saït-on jamais.
	20.30 Cinéma : Twist and Shout. M
	22.10 Informations : Dépêches.
	22.15 Chronique : Le Dessous des cartes.
	22.20 Cinéma : Vingt-sept heures. M
	23.40 Informations : Dépêches.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde L'ÉCONOMIE

Cissé, mister Africa



Souleymane Cissé

Cheque film qu'entreprend Souleymane Cissé est une chanson de geste, un roman d'apprentissage, un parcours initiatique, avant même le premier tour de manivelle. Pendant le tournage, commence en général un autre roman, d'aventures celui-là, plein de drames éclatants, d'embûches significatives. C'est beau à raconter, après. Et dur à vivre, pendant.

Son dernier film, ce fut Yoleon (la Lumière), il y a cinq ans, Prix du jury à Cannes. Mais la reconnaissance internationale n'a rien changé, le distributeur suisse de Yoleon n'a pas respecté ses engagements, « tout est toujours aussi difficile », dit le cinéaste malien, avec un sourire de prophète : il est à Cannes, à nouveau, pas pour parader, pas pour banqueter, pour « prospecter ».

Découverte d'un continent

Sous ce terme tonique, une nécessité urgente, trouver de l'argent et boucler - enfin - le budget de Westi (le Temps), son prochain film. 23 millions de francs, ce n'est pas trop pour un tel projet, pour un tel sujet : le réveil d'un continent, l'Afrique, « condamné à progresser », comme dit Cissé, il compte sur ses doigts ceux qui ont déjà versé leur obole dans son escarcelle de pèlerin du financement. « Il y a l'aide directe du CNC, l'aide de la Coopération, la SEPT, Channel 4, Erato Films, les films Cissé, bien entendu (sa société de production), Canal Plus... J'espère quelque chose du gouvernement malien, quoique ce n'est pas encore bien fort, là-bas, chez moi. C'est fragile, une démocratie en train de naître... »

Le plan de soutien de M^{me} Tasca au cinéma africain

Visite éclair au Festival de Cannes de Catherine Tasca, qui, entre la projection de Yoleon, du Sénégalais Djibril Diop Mambety, et celle de Benesse, du Tunisien Nouri Bouzid, présente le tout nouveau système de soutien Écrans du Sud, créé par le secrétariat d'État à la francophonie, qu'elle dirige, en collaboration avec le ministère de la coopération et le Centre national du cinéma. Le « Sud » en question est constitué des pays francophones « en voie de développement », pour l'instant surtout ceux d'Afrique noire et du Maghreb. Avec une dotation relativement modeste de 15 millions de francs, Écrans du Sud a vocation de soutenir des projets de films ou de télévision, soit en amont soit en aval de leur production. Une part notable de son activité sera également consacrée à la

formation professionnelle et au conseil juridique. Si ce n'est pas, loin s'en faut, le premier organisme à se préoccuper d'aider les cinéastes africains, la structure de fondation devrait lui permettre un fonctionnement plus souple, et la définition de ses tâches « n'entre pas en concurrence avec les autres dispositifs », a souligné M^{me} Tasca. Surtout, sa composition, où cinéastes africains et arabes sont largement représentés, lui évite d'apparaître comme un bureau français d'aide aux anciennes colonies. « Au-delà de l'aide ponctuelle de tel et tel projet et de la nécessaire professionnalisation des cadres africains du cinéma, l'objectif est de faciliter le dialogue Sud-Sud, dont le cinéma est un espace naturel », a expliqué M^{me} Tasca.

J.-M. F.

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON THÉÂTRE (43-38-74-82). L'amour est aveugle : 18 h. Courtes, Guitry : 20 h 30. Opérations diverses : 22 h.

AMATEURS DE PARIS (43-66-42-17). L'Id du ciel : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Pleins Feux : 17 h et 20 h 45, dim. 16 h.

ARCANE (43-38-19-70). L'Espace du souffle : 20 h 30, dim. 17 h.

ARTISTIC - THÉVAIN (48-06-36-02). Stael ou la Commune des esprits : 20 h 30, dim. 16 h.

ATALANTE (48-08-11-90). Avatar : 20 h 30, dim. 17 h.

ATELIER (48-06-49-24). L'Antichambre : 21 h, dim. 15 h 30.

BERRY (43-67-61-55). L'Adieu au désert : 20 h 30, dim. 17 h 30.

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). Rythme : 15 h et 20 h.

BOUFFES PARISIENS (42-98-80-24). George et Margaret : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30.

BOUFFES-THÉÂTRE OU XIXE (42-39-35-63). Les Bonnes : 20 h 30, dim. 19 h.

CAFÉ DE LA GARE (42-79-52-51). Thé à la menthe ou l'été d'été : 20 h 15. Festival d'opéra artistique : 20 h.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAIRON (43-28-97-04). En attendant Godot : 20 h 30, dim. 18 h.

CARTOUCHE ÉPÉE DE SOIS (48-08-39-74). La vie est un songe : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE OU SOLEIL (43-74-24-08). Les Émigrés : 19 h 30, dim. 13 h 30. Les Chocophores : 13 h.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPESTE (43-29-39-38). Salle II. On quel cinéma tu nous fais là : 21 h, dim. 19 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-65). Y a-t-il un communiste dans la salle : 16 h 30.

CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-39-38). Mars : 20 h 30, dim. 17 h.

CENTRE MANOAPA (45-89-01-60). Trois mimes : 20 h 30.

CENTRE WALLON-BRUXELLES (42-71-26-16). Joyeuse : 20 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-60-51-31). Le Jeu de l'amour et du hasard : 20 h 30, dim. 17 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-67-67-74). La Frontière : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Bernard Malblu : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Épouse prudente : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-61-00-11). Vols de l'été : 19 h. Grand-Père et nicks du fils Reich : 21 h, dim. 15 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-16). La Comtesse d'Escarbagnas : George Dandin : 14 h. Caligula : 20 h 30. Dim. Le roi s'amuse : 20 h 30.

CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Livre d'heures : 17 h. Les Larrons : 18 h 30, dim. 15 h. La Roi Lear : 20 h 45, dim. 17 h.

DÉCHARGEUR (LTP) (42-74-20-02). Souris blanche : 21 h 30, dim. 15 h.

DEJAZET (LTP) (42-74-20-02). Font à Val à Comand Lard : 20 h 30.

DEUX ANES (46-05-10-26). Guy Monégret dans l'histoire d'été : 21 h.

EGGAR (42-60-11-11). Le Petit et le Grand : 20 h 15. Les Babas cadres : 22 h.

ELDORADO (42-48-80-27). Monsieur Amédée : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

ESPACE JEMMAPES (46-34-01-58). Et ton âme s'est glissée dans la mienne... : 20 h 30, dim. 15 h.

ESPACE MARAIS (48-04-81-55). Le Mariage de Figaro : 18 h, dim. 15 h 30.

ESSAÏON DE PARIS (42-79-46-42). Salle I. Tête provisoire : 20 h 30, dim. 18 h. Salle II. Et si j'ai : 20 h 30, dim. 18 h.

FOURNAISE (48-74-74-40). La Clé des veuves : 16 h 30 et 20 h 45.

GAITÉ - MONT PARNASSE (43-22-16-18). Nina : 21 h, dim. 15 h.

GALERIE CHRISTIAN SIRET (42-61-48-04). Les Gens de bien : Villa à vendre : 20 h 30.

GRAND THÉÂTRE D'ODÉON (43-20-90-08). Tu es gentil, tu l'as été Marie-Madeleine en dehors de tout ça : 20 h 15. Eric Thomas dans son nouveau spectacle : 22 h.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-03-39-03). Lapin chasseur : 20 h 30, dim. 17 h.

GUICHET MONT PARNASSE (43-27-88-81). La Solidarité : 19 h. L'Homme changé en barque : 20 h 30. Le Perroquet de Marlyn : 22 h 15. J'aurais tellement voulu être un fait divers : 22 h 15.

GYMNASÉ MARIE-BELL (42-46-79-78). Elle et Moi... : 20 h 30.

HÉBERTOT (43-87-23-23). Sec de gaz : 19 h. Les Silences du quatuor Conrad : 21 h, dim. 15 h.

HOPITAL ÉPHEMÈRE (48-27-03-29). Robe de mariée : 21 h.

HUCHETTE (42-28-98-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Lepon : 20 h 30. Les Gastronomes : 21 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-78-98). C'est bien : 20 h, dim. 15 h.

LA VILLETTE GRILLE (47-07-22-11). Gays : 20 h 30.

LE SOURVIL (43-73-47-84). Ma sœur algérienne : 20 h 30.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). La Grande Tentation de saint Antoine : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 19 h 45. L'Amnésie, l'Amérique... : 20 h. La vie n'est pas un film de Denis Day : 21 h 30.

THÉÂTRE ROUGE. Les Amours jaunes : 19 h 30. La Journée du maire : 20 h.

Arthur de Penquern ou Comme une légende aragonaise : 21 h 30.

MADELINE (42-68-07-08). N'écoutez pas, mesdames : 21 h, dim. 15 h 30.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30). Théâtre d'ombres (en langue kanak) : 20 h 30, dim. 17 h.

MARAI (42-78-03-53). L'École des femmes : 21 h.

MARIE STUART (45-08-17-80). Savages : 20 h 30.

MARIGNY (42-66-04-41). La Misanthropie : 21 h, dim. 15 h.

MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). Marchand de rêve : 21 h, dim. 15 h.

MICHOÏÈRE (47-42-85-22). Je veux faire du cinéma : 21 h.

MOGADOR (48-78-04-04). Les Mésallances : 15 h et 20 h 15.

MONT PARNASSE (43-22-77-74). Culmine et dépendances : 18 h 30 et 21 h.

MONT PARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Le Palais : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-98). La Belle Aigle : 20 h 30.

NOUVEAUX (47-70-62-79). Les Jumeaux : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 16 h.

ŒUVRE (48-74-42-52). Les Dimanches de M. Riley : 20 h 45.

PALAI (45-65-11-55). Grande salle. Jean-Marie Bigard : 20 h 30.

PALAI (48-03-11-36). Le Nouveau Spectacle du Raboulin : 21 h.

PALAI (48-03-11-36). Le Nouveau Spectacle du Raboulin : 21 h.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-69). La Silence du Molière : 20 h 30, dim. 15 h.

P. O. C. H. M. O. N. T. P. A. R. N. A. S. S. E (45-48-92-87). Salle I. Clotilde et moi : 21 h. Salle II. Journal d'une petite fille : 21 h, dim. 15 h.

PORTÉ SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Célébration et le Cardinal : 20 h 30, dim. 17 h 30.

POTINIERE (42-61-44-18). Chantal Ladesou fait la Potinière : 21 h 45.

RAMELASH (42-68-64-44). Exercices de style : 20 h 30, dim. 17 h.

RENAISSANCE (42-08-19-50). La Vie est belle : 15 h et 20 h 45. La Voyelle en Italie, le Chant de la nuit, le Champ de bataille : 20 h 30.

ROBEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Naufrege : 20 h 30, dim. 17 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfant sauté : 20 h 45, dim. 15 h.

SHOW-BUS (42-62-36-66). Dim. Show Bus : 14 h 30.

SPLENDIO SAINT-MARTIN (42-08-21-83). Charité bien ordonnée : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24). L'Amérique de Jean-Paul Sartre : 20 h 30.

THÉÂTRE 14. JEAN-MARIE SERREAU (45-48-43-77). Carnaval : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE CLAVEL (43-71-93-73). Athénien entre en scène : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Conversation chez les Saint-Saëns : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-48-84-47). Un soir au bout du monde : 20 h 40.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-87-98). La Ronde : 21 h, dim. 17 h. Salle de M. Au cœur, la brûlure : 19 h, dim. 15 h. Après l'amour : 21 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). La Fou de bassan : 22 h, dim. 20 h 30.

THÉÂTRE DE MÉNIMONTANT (46-35-80-03). Dim. La Passion à Ménimontant : 15 h.

THÉÂTRE MODERNE (48-05-69-89). Je vous demande plaît-il : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Jean Vilar. La Nuit des rois : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLINE (43-68-43-00). Grande salle. Greek (A la grecque) : 20 h 30, dim. 15 h 30. Petite salle. Kvesch : 21 h, dim. 16 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32). La vie est un songe : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (42-61-48-04). Les Gens de bien : Villa à vendre : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-20-90-08). Tu es gentil, tu l'as été Marie-Madeleine en dehors de tout ça : 20 h 15. Eric Thomas dans son nouveau spectacle : 22 h.

THÉÂTRE DU TAMBOR ROYAL (48-06-72-34). Valse accompagnée : 18 h 15, dim. 17 h 15. Les étoiles naissent à Santa Cruz : 21 h 15, dim. 18 h.

THÉÂTRE TRÉVISE (42-73-10-69). Heures vives : 21 h.

THÈMES DE CLUNY (43-31-85-80). Abelard et Héloïse : 21 h, dim. 15 h.

TOURTOUR (48-97-92-48). L'Éducation d'un prince : 19 h. Agnès de Dieu : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Patrick Timsit : 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Trilogie marseillaise : 16 h et 20 h 30.

CRÉTEIL (MAISON DES ARTS) (48-80-18-88). Petite salle. Victor, le sauvage : 20 h 30, dim. 15 h 30.

ENGHEN (THÉÂTRE MUNICIPAL DU CASINO) (34-12-84-94). Love Letters : 20 h 30.

ERMONT (THÉÂTRE PIERRE-FRESNAV) (34-15-08-48). Dim. Love Letters : 20 h 30.

IVRY-SUR-SEINE (THÉÂTRE) (48-70-21-56). La Dispute : 20 h 45.

MONTREUIL (SALLE BERTHELOT) (48-58-65-33). Une mort douce : 20 h, dim. 15 h.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (49-24-03-83). Soirées bourgeoises : 21 h.

NOISY-LE-GRAND (ESPACE MICHEL-SIMON) (48-31-02-02). Le Vent du gouffre : 21 h.

ROSNY-SOUS-BOIS (ESPACE GEORGES SIMENON) (48-35-58-68). L'Anglais : 20 h 45, dim. 15 h 45.

SAINT-MAUR-DES-FOSSES (SALLE D'ARONVAL) (42-83-47-22). L'Humour médecin : 21 h, dim. 15 h 30.

STAINS (ESPACE PAUL ELIARD) (48-21-81-05). Dim. Les Nouveaux Nés dans Cinq loques en cirque minuscule : 18 h.

VILLEPREUX (THÉÂTRE DE VILLEPREUX) (30-69-05-64). Dim. La Pêche miraculeuse des 153 poissons : 17 h.

VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL-RODRIGUE) (48-08-60-83). Dim. Chat en poche : 18 h.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAI DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI

La Patrouille perdue (1934, v.o. s.t.). De John Ford, 18 h 30. Les Carabiniers (1962, de Jean-Luc Godard, 21 h).

DIMANCHE

La Fête du docteur Tube (1918, d'Abel Gance, 18 h 30). D'Amor Gufo Braggia, le Chemin d'Enfer (1920), de Louis Delluc, 18 h 30. Diagonal Symphonie (1921), de V. Eggeling, le Ballet mécanique (1923), de Fernand Léger, Cinq minutes de cinéma pur (1925-1928), d'Henri Chomette, Emek Baliz (1928), de H. R. Thoms, et variations (1928), de Germaine Dulac, Vortovogues (1927-1928, v.o. s.t.), de Hans Richter, Entr'acte (1924), de René Clair, la Parle (1928), d'Henri d'Arche, Fleurs meurtries (1930), de R. Livet et R. Magritte, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-76-37-29)

SAMEDI

La Cinéma polonais. Un nouveau livre (v.o. s.t.), de Zbigniew Rybczynski, E. Roica (1989, v.o. s.t.), d'Andrzej Munk, 14 h 30. Sans fin (1984, v.o. s.t.), de Krzysztof Kieslowski, 17 h 30. Cendres (1985, v.o. s.t.), d'Andrzej Wajda, 20 h 30.

DIMANCHE

La Cinéma polonais. Le Sau (v.o. s.t.), d'Edward Bernstein, la Oublie Vie de Veronique (1990, v.o. s.t.), de Krzysztof Kieslowski, 14 h 30. Kanał (1987, v.o. s.t.), d'Andrzej Wajda, 17 h 30. Le Manscurit trouvé à Saragossa (1964, v.o. s.t.), de Wojciech J. Has, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-25-34-30)

SAMEDI

Le Ventre de Paris : la Ration du pauvre : A Bouchée de pain (1988) d'Henri de Turenne et Jean-Noël Delamarre, Soufflé sauté des eaux (1932) de Jean Renoir, 14 h 30. Les Halles : Paris perd la mémoire (1976) de René Joutoux, Voici le temps des assassins (1956) de Julien Duvivier, 18 h 30. Le Marché noir : Éclair journal, Au bon beurre (1980) d'Édouard Molinaro, 19 h 30. Le Marché noir : Éclair journal, Au bon beurre (1980) d'Édouard Molinaro, 20 h 30.

DIMANCHE

Le Ventre de Paris : le Pain quotidien : Spot Nostalgia (1988), Trois hommes et un couffin (1995) de Coline Serreau, 14 h 30. Le Couteau du rite : Les Rats sont là (1969) de Dimitri Stassoulas, les Gasparis (1974) de Pierre Tchernia, 19 h 30. La Ration du pauvre : Distribution des soupes de nuit (1987) de Dominique Chabou, Sans domicile fixe (1988) d'Hervé Chabou, 18 h 30. La Cuisine du rite : Le Plat du jour (1974) de Georges Spicas, Play Time (1987) de Jacques Tati, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A BRIGHTER SUMMER DAY (TAIWAN, v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-58-83).

L'AMANT (Fr.-Ét., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Studio 28, 19 (48-08-36-07) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 12 (42-22-57-97).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Grand Pavois, 15 (45-44-46-35).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Reflet Médias Logos, 14 (42-71-52-38) ; Grand Pavois, 15 (45-44-46-35).

LES DOORS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Grand Pavois, 15 (45-44-46-35).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Reflet Médias Logos, 14 (42-71-52-38) ; Grand Pavois, 15 (45-44-46-35).

APRÈS L'AMOUR (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-87) ; Rex, 2 (42-36-83-53) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-80-81) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-68) ; UGC Gobelines, 13 (45-81-94-85) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-84) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-98).

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Latria, 4 (42-78-47-98) ; Studio Galand, 5 (43-64-72-71).

BARTON FINK (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Grand Pavois, 15 (45-44-46-35) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

BASIC INSTINCT (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-87) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-62) ; UGC Denon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 9 (45-74-94-34) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 9 (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mallot, 17 (40-88-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-53) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Rex, 2 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-84) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-47-84).

LE RETOUR DE CASANOVA. Film français d'Édouard Gribouze : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-36-83-53) ; 14 Juillet Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Rex, 2 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-84) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-47-84).

LE RETOUR DE CASANOVA. Film français d'Édouard Gribouze : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-36-83-53) ; 14 Juillet Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Rex, 2 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-84) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-47-84).

OPENING NIGHT. Film américain de John Cassavetes, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-36-83-53) ; 14 Juillet Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Rex, 2 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-84) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-47-84).

RETOUR À HOWARDS' END. Film britannique de James Ivory, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-36-83-53) ; 14 Juillet Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Rex, 2 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-84) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-47-84).

THE PLAYER. Film américain de Robert Altman, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-87) ; UGC Denon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 9 (45-74-94-34) ; UGC Normandie, 9 (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mallot, 17 (40-88-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-53) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Rex, 2 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-84) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-47-84).

THE PLAYER. Film américain de Robert Altman, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-87) ; UGC Denon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 9 (45-74-94-34) ; UGC Normandie, 9 (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mallot, 17 (40-88-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-53) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Rex, 2 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-84) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-47-84).

THE PLAYER. Film américain de Robert Altman, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-87) ; UGC Denon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 9 (45-74-94-34) ; UGC Normandie, 9 (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mallot, 17 (40-88-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-53) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Rex, 2 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-84) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-47-84).

THE PLAYER. Film américain de Robert Altman, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-87) ; UGC Denon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 9 (45-74-94-34) ; UGC Normandie, 9 (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mallot, 17 (40-88-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-53) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Rex, 2 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-84) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-47-84).

THE PLAYER. Film américain de Robert Altman, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-87) ; UGC Denon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 9 (45-74-94-34) ; UGC Normandie, 9 (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mallot, 17 (40-88-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-53) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-

ÉCONOMIE

La restructuration d'une dette de 14,3 milliards de dollars

Le marché financier canadien réagit favorablement à la suspension des créances du groupe Olympia et York

Le choix de l'impossible

Comment Paul Reichmann, le négociateur retors et redouté, l'as de la finance qui, plusieurs décennies durant, a étonné, ébloui, impressionné le monde des affaires par la sagesse de sa gestion; la solidité de ses choix, la patience avec laquelle il attendait qu'un projet mûrisse, comment cet homme a-t-il pu se retrouver le dos au mur, contraint de se mettre sous la protection des lois canadiennes et américaines sur les faillites, pour une ultime tentative d'éviter le désastre? Comment a-t-il pu abandonner la règle d'or qui lui a permis de construire la première affaire mondiale de promotion immobilière: investir à long terme, compter sur la plus-value future et non sur la rentabilité immédiate; ne pas hypothéquer son patrimoine immobilier à plus de 50 % de sa valeur?

Certes, il a joué de malchance. La crise immobilière d'une ampleur rarement atteinte est survenue alors que le gigantesque projet des Docklands à Londres avait dépassé le point de non-retour et réclamait sans cesse de l'argent frais, sans aucun espoir de trouver suffisamment de clients pour éliminer la suite de la réalisation. De plus, la crise économique dont on ne finit pas de sortir ne laisse guère de chances d'imaginer un retournement de situation spectaculaire. Car ce qui manque à Olympia & York, plus que les crédits, plus que l'argent, c'est le temps... Le temps d'attendre que l'immense patrimoine immobilier retrouve sa valeur, qui est grande. Le temps d'attendre que, la croissance revenue, Canary Wharf devienne un pôle d'attraction de l'Europe de l'ouest. Le temps d'attendre que les nuages s'éloignent...

Et c'est sans doute le plus grand reproche qu'on puisse faire au milliardaire canadien: s'être lourdement trompé sur la conjoncture, n'avoir pas pressenti l'arrivée de la crise. C'est, pour un homme d'affaires, le péché majeur. La drame, pour Olympia & York, c'est que cette absence de divination de la conjoncture s'est manifestée au moment où le groupe, sur sa lancée de croissance, donnait à son principal responsable le sentiment qu'il pouvait tout entreprendre, que rien ne lui résisterait. Paul Reichmann citait volontiers, comme une devise, la phrase du cardinal de Retz: «La grandeur, c'est distinguer entre l'extraordinaire et l'impossible et l'entreprendre». Il semble bien que, pour une fois, il ait choisi l'impossible.

Aujourd'hui engagé sur le chemin de la dernière chance, il se trouve entouré de prédateurs, patients, obstinés, prêts à ramasser pour une bouchée de pain - si l'occasion leur en est donnée - les dépouilles, au demeurant fort belles, de l'empire désormais déséquilibré. Mais n'est-ce pas le dur loi du monde des affaires, et Paul Reichmann lui-même n'a-t-il pas naguère tenu ce rôle avec brio?

JOSÉE DOYÈRE

MONTREAL

de notre correspondante

«Ce n'est pas la faillite. Ce n'est pas la liquidation. Ce n'est pas la fin de O and Y», a assuré le président de Olympia and York Developments, M. Gerald Greenwald, au cours de la conférence de presse tenue à Toronto vendredi 15 mai. Il s'agit tout de même du plus gros dépôt de bilan jamais vu au Canada: le tribunal de l'Ontario qui a accordé à O and Y dans la nuit de jeudi à vendredi la protection de la loi canadienne sur les faillites, va permettre au groupe immobilier de tenir à distance des créanciers canadiens qui lui ont prêté, selon M. Greenwald, 8,4 milliards de dollars canadiens (1), prêt portant intérêt de plus de 600 millions de dollars par an (le Monde du 16 mai).

Depuis qu'il a dû administrer publiquement le 23 mars dernier qu'il était en «crise de liquidité», O and Y a vainement essayé d'intéresser ses créanciers à ses propositions de

restructuration à long terme des 14,3 milliards de dollars de sa dette totale. Même s'il a soutenu que la compagnie cherchait encore à traiter cette question «de façon chirurgicale», M. Greenwald a reconnu qu'il s'est avéré difficile de mener cette affaire tout en jouant les «pompiers» face au problème immédiat des paiements venant à échéance. Depuis deux mois, O and Y a manqué à ses obligations, certains des impayés totalisant plus de 1,5 milliard de dollars.

La protection judiciaire va, selon lui, assurer une «stabilité» plus propice aux discussions avec les créanciers, dont plusieurs lui recommandaient d'ailleurs le recours à cette procédure. Celle-ci suspend jusqu'au 21 octobre, toutes les créances, intérêts et principal, et empêche les créanciers de saisir les actifs. O and Y devait soumettre le 13 juillet un plan de restructuration sur lequel les créanciers seraient appelés à voter le 21 septembre. La loi exige que le plan soit approuvé par les trois quarts des créanciers et par les auto-

rités judiciaires qui supervisent la gestion de la compagnie pendant la durée de la procédure.

La protection s'étend à tous les actifs du groupe, non seulement immobiliers (à Toronto, Calgary, Ottawa, Edmonton), mais aussi à ses participations majoritaires dans des entreprises cotées en Bourse, telles que la Papetière Abitibi-Price (12 000 employés, 2,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires), ou Gulf Canada Resources (1 320 employés, 817 millions de dollars de chiffre d'affaires). La gestion de ces entreprises n'en est cependant pas affectée.

Les marchés financiers canadiens et le dollar ont fort bien réagi à la nouvelle, largement anticipée. Après un plongeon initial sur les marchés des changes, le dollar canadien a rebondi vendredi à 83,19 cents US, en hausse de 0,06 cent par rapport à jeudi. Les Bourses de Toronto et Montréal ont également été en légère hausse, les titres bancaires étant les grands gagnants de la journée. Les actions des grandes ban-

ques canadiennes ont beaucoup souffert depuis que sont connues les difficultés de O and Y, et à qui elles ont prêté au moins 2,3 milliards, voire 3 milliards de dollars, selon certaines estimations.

Les banques en hausse

Le surintendant des institutions financières était cependant intervenu assez tôt pour affirmer que même un éventuel dépôt de bilan de O and Y n'«infligerait de blessure mortelle à aucune des banques ou institutions de notre système financier». Sur la foi de quoi le gouvernement canadien et celui de l'Ontario avaient tous deux décidé de ne pas accorder aucune forme d'aide à O and Y, décision qu'ils ont réaffirmée vendredi. «Nous avons toujours dit qu'il s'agissait d'une transaction commerciale qui devait se régler dans le secteur privé et c'est précisément ce qui est en train de se passer», a déclaré le ministre canadien des finances, M. Don Mazankowski.

La politique de baisse des taux

d'intérêt à court terme que poursuit la Banque du Canada contribue, par ailleurs, à soutenir les banques et à contrer l'effet de resserrement généralisé du crédit qui pourrait découler d'un réflexe de raidissement des banques vis-à-vis de tous les emprunteurs. Un effet que redoutent certains économistes au moment où le Canada tarde à sortir de la récession.

Reste que depuis deux mois l'effondrement des titres des grandes banques canadiennes a réduit de 6,6 milliards de dollars leur capitalisation boursière, soit plus du double de leurs engagements envers O and Y, signe d'une sérieuse inquiétude des investisseurs. Dans ce contexte, l'annonce de la protection judiciaire accordée à O and Y a, en fait, apporté un soulagement en mettant fin à l'incertitude.

CATHERINE LECONTE

(1) Un dollar canadien vaut 4,50 francs.

En Grande-Bretagne

Canary Wharf obtient un répit

LONDRES

de notre correspondant

Canary Wharf, cet ensemble immobilier luxueux qui est à la fois le symbole de la réussite - ou de l'échec - du gigantesque projet d'urbanisme des Docklands et qui s'est révélé être le talon d'Achille du groupe Olympia & York, dévalise environ 300 millions de livres (1) sur deux ans pour être mené à son terme. Une partie importante de cette somme est constituée par les intérêts sur des prêts déjà accordés.

Les quelque onze banques qui ont aidé à financer le projet ne sont évidemment pas prêtes à autoriser de nouveaux découverts bancaires d'une telle ampleur au groupe des frères Reichmann. Elles se sont cependant engagées, il y a quelques jours, à avancer environ 21 millions de livres, c'est-à-dire une trésorerie à peine suffisante pour poursuivre jusqu'à la fin du mois les travaux en cours. Vendredi 15 mai, elles sont allées un peu plus loin, en donnant

des assurances provisoires de ne pas précipiter la chute du numéro un mondial de l'immobilier, en exigeant le paiement immédiat de leurs échéances: une telle décision aurait pour conséquence de placer Olympia & York dans un processus d'administration judiciaire et de liquidation d'actifs.

Une décision formelle en ce sens devrait être annoncée lundi 18 mai. Ce répit laisse à Olympia & York une marge de manœuvre pour poursuivre les négociations avec ses principaux créanciers, ainsi qu'avec le gouvernement britannique.

Celui-ci cherche 50 000 mètres carrés de locaux pour installer plusieurs milliers de fonctionnaires, mais les règles d'une bonne gestion des dépenses obligent à acheter au meilleur prix. Canary Wharf, dont plus de 40 % de la surface de bureaux est inoccupée, souhaite évidemment profiter d'une telle aubaine, mais ses prix sont tellement plus élevés que ceux de la moyenne du marché. Si l'accord se

faisait, il est probable que le groupe immobilier pourrait envisager son redressement financier avec davantage d'optimisme.

De son côté, le gouvernement ne peut à priori prendre le risque d'une faillite d'Olympia & York: les conséquences pour les banques britanniques, qui ont prêté beaucoup d'argent aux frères Reichmann, seraient graves, ainsi que pour le marché de l'immobilier, déjà passablement malade.

Un échec de Canary Wharf porterait, d'autre part, un coup grave à l'ensemble du projet Docklands, dans lequel le gouvernement a beaucoup investi, notamment sur le plan politique: M. Michael Heseltine, le ministre de l'Industrie, a usé de toute son influence en faveur du développement de l'est de Londres, ce «corridor» qu'emprunte la desserte du tunnel sous la Manche.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre, sterling vaut environ 10 francs français.

Un patrimoine de 1 milliard de dollars

New-York craint pour son parc immobilier

NEW-YORK

de notre correspondant

Attendue depuis quelques jours, l'annonce de la quasi-faillite du groupe canadien Olympia & York, le numéro un mondial de la promotion immobilière, a fait légèrement baisser Wall Street le 15 mai, le marché boursier new-yorkais réagissant moins nerveusement que son homologue nippon, qui craint un effet en chaîne sur son parc immobilier à Tokyo dont les prix ont déjà été fortement dévalués par la crise.

A New-York, où l'on s'écarte pas tout risque de nouvelle chute des prix si Olympia & York est contrainte de céder une partie de son patrimoine immobilier, le groupe des frères Reichmann possède d'importantes participations dans des immeubles prestigieux, tel le World Financial Center de 550 000 m² et qui abrite de grands

noms de la finance tels qu'American Express, Merrill Lynch et Dow Jones. Il est aussi propriétaire partiel d'autres bâtiments bien placés sur Park Avenue et de plusieurs dizaines de milliers de mètres carrés répartis dans d'autres grandes villes américaines (Chicago, Los Angeles, San Francisco, Dallas, Boston, Portland).

Le groupe est aussi bien représenté dans le portefeuille immobilier de plusieurs grands établissements bancaires qui lui ont consenti des prêts importants. Les plus exposés semblent être, outre des banques canadiennes, la Citibank, la Chemical Bank et la Commercial Bank. Pour l'instant, la société canadienne a assuré ses créanciers new-yorkais que la valeur de son patrimoine excédait d'un milliard de dollars les quelque 5,9 milliards qu'elle leur devait.

SERGE MARTI

Changer d'image

Suite de la première page

Deuxième étape, l'Etat va céder à des entreprises à spectre public 7,8 % de ses parts. Pour l'heure, deux d'entre elles seulement - le GAN et les AGF - figurent parmi les actionnaires de la compagnie pétrolière, à hauteur de 2,2 % au total. Globalement, 10 % de Total sera donc entre les mains d'entreprises publiques.

Enfin, sous réserve de l'accord d'une assemblée générale convoquée le 2 juin, l'Etat va offrir en Bourse 12 % du capital du groupe pétrolier. La date de l'émission, indique le communiqué, «sera fixée ultérieurement en fonction de la conjoncture boursière». Futur Paris, deux autres places financières sont concernées: Londres et New-York, où l'action Total est déjà cotée. Parallèlement, précise le communiqué, «l'Etat renoncera au supplément de droits de vote de 5 % dont il bénéficie actuellement au titre des conventions de 1924 et 1930».

Le rôle futur de l'Etat

C'est dire que, au terme de l'opération - sans doute à l'automne - la participation directe de l'Etat ne dépassera pas 5 %, contre 31,7 % actuellement, et sa participation globale 15 %, contre 39 %. Entre-temps, les pouvoirs publics peuvent espérer récupérer une dizaine de milliards de francs dans l'opération: 6 milliards grâce à la vente d'actions en Bourse et 4 milliards tirés de la cession des titres au GAN et aux AGF (à moins que d'autres entreprises publiques ne soient sollicitées). Coûteuse, la somme est à la mesure du pétrolier dont la capitalisation boursière approche les 50 milliards de francs.

Quels seront les rapports entre la compagnie pétrolière privatisée à 95 % et la puissance publique? L'Etat aura-t-il son mot à dire sur

la stratégie de Total? Et sur le choix de son PDG dont la nomination, jusqu'ici, doit être «approuvée» par un arrêté ministériel? La réponse, à l'heure actuelle, reste floue.

Profitant de l'aubaine que représente le dégroupement de l'Etat, le groupe pétrolier que dirige Serge Tchuruk depuis février 1990 entend s'afficher sans états d'âme comme «un groupe privé», notamment auprès de la communauté financière des Etats-Unis. «Le handicap d'image dont nous souffrons (hors du fait de la présence de l'Etat dans notre capital va s'éloigner», explique joliment un responsable de Total.

Il n'est pas sûr que les pouvoirs publics l'entendent de cette oreille. Le gouvernement, a tenu à préciser le ministère de l'Economie, veut continuer à donner son agrément à la nomination du président du groupe et avoir deux représentants au conseil d'administration (actuellement quatre des dix membres du conseil sont désignés par l'Etat). En fait, le problème sera résolu dans le cadre d'une réunion à plat - ce ne sera pas la première - de la convention qui, depuis 1924, unit l'Etat et la compagnie. Mais, «tant qu'un accord ne sera pas trouvé, la convention actuelle continuera à s'appliquer», prévient un haut fonctionnaire.

La découverte de Cusiana

La querelle au demeurant est un peu vaine dans la mesure où traditionnellement les compagnies pétrolières «entretennent des relations privilégiées avec l'Etat». C'est vrai de Elf-Aquitaine, autant que de Total - à l'origine, la Compagnie française des pétroles (CFP) - portée sur les fonts baptismaux par Raymond Poincaré, avec pour mission de constituer «pour la France un outil capable de réaliser une politique nationale du pétrole et de

développer une politique du pétrole sous contrôle français».

L'objectif était ambitieux. Soixante-huit ans après, il en reste une compagnie pétrolière classée au huitième rang mondial par la revue *PIW*. Une performance remarquable pour un groupe qui avait frôlé la catastrophe dans le milieu des années 80. Mis en œuvre par M. François-Xavier Ortoli, poursuivi et amplifié par son successeur Serge Tchuruk, le redressement est étonnant, ce qui ne va d'ailleurs pas sans susciter une certaine irritation dans la «maison concurrente», Elf-Aquitaine. En 1989, le résultat net de Total était inférieur à 1 milliard de francs (800 millions). Deux ans plus tard, il atteignait 5,8 milliards pour un chiffre d'affaires de 143 milliards.

Le Premier ministre, qui ne dispose que de dix mois pour atteindre ses objectifs, doit faire vite. Aussi, les 10 milliards de francs que doit rapporter aux finances publiques la participation détenue par l'Etat dans le capital de Total seront les bienvenus au regard du coût budgétaire - direct ou indirect - d'une politique volontariste en matière d'emploi.

Ainsi, les mesures destinées à faciliter l'embauche de jeunes de dix à vingt-cinq ans sans qualification (plus de 100 000 d'entre eux devraient être concernés) se solderont par une dépense de quelque 3,5 milliards de francs en 1992. De même, l'attribution d'un crédit d'impôt pour les foyers créant des emplois à domicile (femmes de ménage, garde d'enfants ou de personnes âgées) va priver le fisc de quelque 3 milliards de francs. A cela, il faut ajouter les aides accordées aux associations fournissant des services aux particuliers. En octobre, M^{me} Edith Cresson avait évalué à 7,5 milliards de francs le coût de ces diverses dispositions, prévoyant que «la mobilisation du capital des entreprises publiques dégageait des marges de manœuvre supplémentaires».

En outre, l'ambitieux programme confié à l'ANPE - convoquer chaque année 920 000 chômeurs de longue durée pour un entretien individuel afin de lui proposer un contrat d'emploi-sollicité ou une formation - va lui aussi entraîner des dépenses.

Les raisons de cette envolée des résultats justement saluée en Bourse: une conjoncture bonne dans la chimie (son résultat opérationnel a été multiplié par deux en deux ans) et exceptionnelle dans le raffinage (la moitié du résultat de 1991 est à mettre à son crédit).

Serge Tchuruk va-t-il réussir à maintenir les résultats de Total sur le même trajectoire? Depuis le début de l'année, les marges de raffinage se sont singulièrement érodées. Idem pour les prix du brut. Et la chimie ne se porte pas bien. Il est clair que les résultats du groupe, à l'image de ceux des autres pétroliers subissant eux aussi le contre-coup d'un début d'année difficile. Au-delà des aléas de la conjoncture, Serge Tchuruk possède dans sa manœuvre une carte

maîtrisée avec le gisement de Cusiana. Découvert en Colombie, ce champ, dont Total détient 16 %, pourrait constituer, de l'avis des spécialistes, la plus importante découverte pétrolière mondiale des dix dernières années. Grâce à lui, les réserves prouvées de Total hors Moyen-Orient pourraient s'accroître de 40 % un coup.

Homme compétent autant que chanceux, Serge Tchuruk, depuis quelques mois, était donc partant de Total. Certains le voyaient à la tête d'Acrospace, d'autres chez Renault. La privatisation de Total avec ce qu'elle suppose de bouleversements porte un coup à ces rumeurs.

JEAN-PIERRE TUQUOI

Privatiser pour financer la lutte contre le chômage

Entre 1986 et 1988, la programmation de privatisation du gouvernement de M. Jacques Chirac visait essentiellement à désendetter l'Etat. Pour M. Pierre Bérégovoy, les cessions d'actifs permettront de financer la lutte contre le chômage afin de contenir le nombre des sans-emploi au-dessous de la barre fatidique des trois millions.

Le Premier ministre, qui ne dispose que de dix mois pour atteindre ses objectifs, doit faire vite. Aussi, les 10 milliards de francs que doit rapporter aux finances publiques la participation détenue par l'Etat dans le capital de Total seront les bienvenus au regard du coût budgétaire - direct ou indirect - d'une politique volontariste en matière d'emploi.

Ainsi, les mesures destinées à faciliter l'embauche de jeunes de dix à vingt-cinq ans sans qualification (plus de 100 000 d'entre eux devraient être concernés) se solderont par une dépense de quelque 3,5 milliards de francs en 1992. De même, l'attribution d'un crédit d'impôt pour les foyers créant des emplois à domicile (femmes de ménage, garde d'enfants ou de personnes âgées) va priver le fisc de quelque 3 milliards de francs. A cela, il faut ajouter les aides accordées aux associations fournissant des services aux particuliers. En octobre, M^{me} Edith Cresson avait évalué à 7,5 milliards de francs le coût de ces diverses dispositions, prévoyant que «la mobilisation du capital des entreprises publiques dégageait des marges de manœuvre supplémentaires».

En outre, l'ambitieux programme confié à l'ANPE - convoquer chaque année 920 000 chômeurs de longue durée pour un entretien individuel afin de lui proposer un contrat d'emploi-sollicité ou une formation - va lui aussi entraîner des dépenses.

D'ores et déjà, plus de mille postes nouveaux vont être créés dans le service public de l'emploi. Les services de l'Etat devront directement participer à cet effort en réservant les postes de vacataires aux chômeurs de longue durée. Enfin, les ressources provenant des privatisations partielles pourraient éventuellement faciliter l'attribution de préretraites FNE.

Cependant, l'efficacité de la lutte contre le chômage n'est pas forcément proportionnelle aux ressources qui y sont consacrées. La mobilisation de moyens financiers de plus en plus importants n'est pas synonyme à coup sûr de succès garanti. A moins que, du traitement social «honorable», l'on glisse vers un traitement ouvert «statistique». Une dérive à laquelle M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, comme M. Bérégovoy se refusent à recourir.

JEAN-MICHEL NORMAND

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Lourdes incertitudes fiscales en Allemagne

Ceux des investisseurs internationaux qui sont assez audacieux pour faire abstraction des incertitudes fiscales allemandes ne manquent pas de bonnes raisons pour acquiescer à cette situation. La façon dont Bonn vient de réagir aux critiques suscitées par sa politique d'emprunt est, en particulier, un élément très encourageant. On reprochait depuis des mois aux gouvernements fédéraux de multiplier les déclarations et les modes de financement si bien que même les initiés ne parvenaient guère à se faire une bonne idée du coût de l'unification des deux Allemagnes.

Or, ces derniers jours, des précisions ont été fournies au sujet des montants qu'entendent lever certaines dépendances de l'Etat. On sait maintenant, par exemple, que le gouvernement estime qu'à la fin de 1994 l'endettement de la Trésorerie, l'établissement qui s'occupe de la privatisation de la partie orientale du pays, devrait être de l'ordre de 250 milliards de marks. De telles indications renforcent la crédibilité d'autres estimations officielles, comme celles qui prévoient que la dette globale de l'Allemagne devrait culminer en 1996 pour atteindre un niveau de l'ordre de la moitié du produit national brut allemand.

Dans ces conditions, et convaincus du succès de la banque centrale de Francfort dans sa lutte contre l'inflation, d'aucuns estiment que la rémunération des titres en marks de moyenne et longue durée devrait diminuer prochainement. A en croire plusieurs spécialistes, le moment serait venu de recommencer à acheter des obligations en marks pour s'assurer des revenus qui paraissent élevés ces prochains mois. A l'appui de leurs dires, ces mêmes spécialistes font référence au marché des titres en dollars où les taux de rendement ont baissé de façon considérable en très peu de temps.

Dans l'ensemble, les avis de ces experts sont écoutés avec beaucoup d'attention, mais il ne s'agit pas de spéculer. Si les investisseurs ne s'engagent pas, c'est en fait parce que la confusion la plus grande continue de

régnier au sujet de l'imposition des revenus des placements de capitaux outre-Rhin. L'affaire est en réalité beaucoup plus grave qu'il n'y paraît. Ses conséquences vont, plus loin par exemple, que celles des négociations salariales ou des menaces de conflits sociaux dont pratiquement tous les effets ont été envisagés et chiffrés.

Rappelons que le gouvernement allemand, en réponse à une injonction de la Cour constitutionnelle, a établi un projet destiné à mettre sur un pied d'égalité le traitement fiscal des différentes formes de revenus. Ce projet tient largement compte de la pénible expérience de 1989. Bonn avait alors décidé de prélever un impôt à la source sur l'intérêt des obligations émises par des débiteurs allemands et les capitaux avaient aussitôt fui le pays en masse.

Les euro-obligations demeurent très recherchées

L'effet de cette mesure avait été si négatif qu'il avait fallu y renoncer rapidement. Aujourd'hui, il n'y a pas d'obstacle possible à l'impôt, puisque la Cour constitutionnelle l'exige, trouver une solution équitable qui permette au fisc de prélever sa part, à partir de l'an prochain, sans effrayer les investisseurs. Le gouvernement croyait avoir abouti. Mais son projet vient d'être repoussé à la Diète fédérale. Tout est à refaire. Toutes les possibilités sont à nouveau ouvertes. Si la situation devait demeurer longtemps encore aussi floue qu'elle l'est aujourd'hui, le risque serait grand que le niveau de l'endettement servi sur les titres allemands monte fortement.

Une des conséquences de l'inconscience fiscale allemande a été d'augmenter encore l'appétit des investisseurs outre-Rhin pour des placements en francs français. Les euro-obligations émises en francs pour le compte d'établissements publics français restent très recherchées. Ces titres de première qualité rapportent normalement plus que ceux du Trésor qui, eux-mêmes, procurent un intérêt plus élevé que ceux du gouvernement allemand en

marks. Le différentiel entre les fonds d'Etat émis à Paris et à Bonn a certes diminué sensiblement depuis quinze jours. Il n'en demeure pas moins très important, trop vraisemblablement, et on s'attend qu'il se réduise encore. De 77, à la veille du 1^{er} mai, il s'est amoindri à 59 points de base (ou 1/100 de point de pourcentage) pour ce qui est des emprunts de dix ans de durée.

En plus des Allemands, d'autres investisseurs se montrent actuellement très friands de titres internationaux en francs français : les Suisses, déçus par la faiblesse de leur propre monnaie et le niveau élevé de l'inflation qui sévit dans leur pays. Une émission nouvelle leur a particulièrement plu, celle que la SNCF vient de lancer sur l'euro-marché par l'intermédiaire du Crédit commercial de France. Il s'agit d'un emprunt d'une valeur nominale de 1 milliard de francs français qui s'ajoute à une opération en circulation qui avait vu le jour en octobre dernier. Comme ceux de la tranche initiale, les nouveaux titres sont offerts à un prix sensiblement inférieur au pair, niveau auquel il seront remboursés dans sept ans.

L'absence de coupons annuels est un élément très apprécié par de nombreux prêteurs qui n'ont pas à se soucier de réinvestir chaque année le produit des intérêts. Cela compte beaucoup pour les particuliers. Les investisseurs professionnels sont plus sensibles à un autre aspect de ces obligations : leur composition. Les cours sur le marché secondaire montent plus fortement en période de baisse des taux d'intérêt que ceux des emprunts de type classique.

Ces émissions sont beaucoup moins coûteuses pour les emprunteurs que les opérations normales. La dernière transaction de la SNCF, ce lui coûte que 8,71 % l'an. Un emprunt traditionnel lui aurait coûté 10,50 %, ce qui représente un rendement nettement supérieur à celui des obligations à leur prix de vente officiel qui peuvent compter sur un rendement équivalent à 8,77 %.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Nouveaux reculs du dollar et du mark

Le dollar a continué de fléchir, et le mark aussi. La devise américaine a été affectée par les incertitudes sur la reprise aux Etats-Unis et la possibilité d'un nouvel abaissement des taux directeurs de la Réserve fédérale, tandis que les conflits sociaux en RFA pesaient sur la devise allemande. Cette dernière a encore fléchi à Paris, retombant à 3,3570 francs environ, à peu de distance de son cours pivot (médian) de 3,3538 francs, à mi-chemin entre le plafond de 3,4305 francs et le plancher de 3,2792 francs, fixés le 13 janvier 1987.

Le mark revient donc à son niveau d'octobre 1990 dans des conditions meilleures pour le franc, puisque, à l'époque, les taux pratiqués à Paris sur l'échéance trois mois étaient supérieurs de deux points à ceux pratiqués à Francfort, ce qui constituait un avantage certain pour notre monnaie. Aujourd'hui, cet avantage est réduit à zéro (scratch, diraient les sportifs), les taux français étant même légèrement inférieurs aux taux allemands à trois mois. Tout

milite donc en faveur d'un nouveau raffermissement du franc, notamment la hausse des prix en avril - 0,2 % sans le tabac et 0,3 % avec - et rien ne s'oppose au franchissement du cours-pivot de 3,3538 francs pour le mark dans le sens de la baisse. Certains analystes tempèrent néanmoins leur optimisme, relevant que la balance commerciale allemande, fortement dégradée par les besoins de la réunification, commence à se redresser, et que l'inflation pourrait avoironner à 4,8 %. Quand M. Theo Waigel, ministre des finances, déclare à Munich que « la position du mark au sein du système monétaire n'est pas menacée », il exprime l'opinion des milieux financiers internationaux. Rappelons enfin que le cours de la devise allemande à Paris connaît une « respiration » saisonnière depuis trois ans, baissant au printemps et à l'été, et remontant à l'automne. Le « juge de paix » sera donc l'évolution de ce cours à partir d'octobre prochain.

Pour le dollar, c'est, avant tout, un problème de taux d'intérêt, avec

une tension en Allemagne, qui favorise le mark, et les spéculations sur la nouvelle diminution des taux interbancaires (federal funds) aux Etats-Unis, qui affaiblissent le billet vert. Le cours de ce dernier a touché 1,6040 DM cette semaine, mais s'est un peu redressé à la veille du week-end sur l'annonce d'une progression un peu plus rapide de la masse monétaire M2, petit signe de reprise de nature à inciter la Réserve fédérale à un peu réduire ses taux directeurs.

« Il n'y a plus tellement de risque à la baisse du dollar », estime Christopher Potts, économiste de la salle des marchés de la banque Indosuez, et on aura du mal à descendre en dessous de 1,59 DM-1,60 DM. On ne voit pas non plus de retournement rapide à la hausse. »

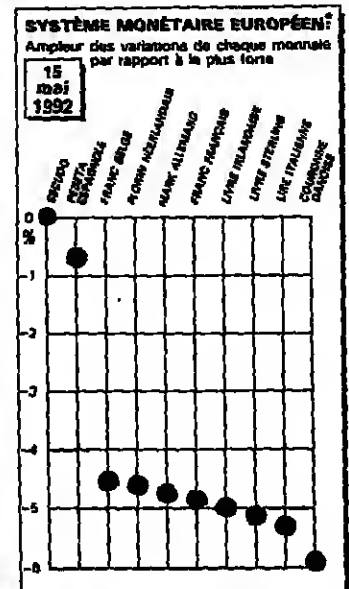
FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 11 MAI AU 15 MAI 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.U.	Franc suisse	Franc suisse	Danmark	France	Grèce	Irlande	Italie	Libra
New-York	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040
Paris	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040
Zurich	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040
Francfort	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040
Bucarest	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040
Amsterdam	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040
Bruxelles	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040
Madrid	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040
Oslo	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040
Stockholm	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040
Tokyo	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040	1,6040

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 15 mai, 4,1682 F contre 4,1590 F le vendredi 8 mai 1992.



MATIERES PREMIERES

L'étain au-dessus de 6 000 livres

Les prix de l'étain ont connu cette semaine une embellie, franchissant pour la première fois depuis dix-huit mois la barre des 6 000 dollars la tonne. Jeudi 14 mai, ils dépassaient même les 6 200 dollars sur l'échéance de livraison à trois mois, avant de s'effriter vendredi à 6 195 dollars. Les professionnels notent une certaine reprise des achats au London Metal Exchange (LME). Malgré l'augmentation des stocks au LME (+ 215 tonnes, à 12 045 tonnes), on manquait de métal de qualité supérieure en provenance du Brésil et de Malaisie. Mais le raffermissement a tenu principalement à l'annonce par le Brésil de son intention de réduire son extraction minière. Paradoxalement, premier producteur mondial d'étain et propriétaire de l'Etat brésilien, devrait limiter son offre à 25 000 tonnes en 1992, contre 29 000 tonnes l'an passé. En 1989, le Brésil avait enregistré un record de 30 200 tonnes.

A l'occasion d'une récente conférence organisée en Thaïlande par la revue britannique *Metal Bulletin*, le patron de Parapanaema, a confirmé vouloir « réduire la production afin d'atteindre les objectifs de stabilisation et de raffermissement des prix ». Cette évolution n'est pas obligée quand on se souvient qu'en 1985, année où éclata la grande crise de l'étain (et l'accord de stabilisation), la responsabilité de l'effondrement des prix

revenait au Brésil et à la Chine. Refusant toute discipline de vente, ces deux pays avaient considérablement accru leurs exportations sur un marché engorgé, empêchant le stock régulateur de jouer efficacement son rôle. A l'époque, les cours s'élevaient littéralement effondrés, provoquant la fermeture de nombreuses mines en Amérique du Sud et en Asie. On vit ainsi les mineurs boliviens mis à pied faire leur baluchon et s'installer dans la vallée du Chapare, ou territoire tropical où ils furent poussés « l'herbe de l'inc », autrement dit la coca.

Alors que le Brésil confirme sa volonté de stabiliser le marché (il modifie des signes dans ce sens depuis 1987), d'autres pays sont aussi sur le point de diminuer leur activité. C'est le cas précisément de la Bolivie, dont les estimations de production pour 1992 s'établissent dans une fourchette située entre 13 000 et 15 000 tonnes, contre 16 700 tonnes en 1991. L'offre mondiale baisserait légèrement, à 20 000 tonnes, contre 20 710 tonnes l'an passé. En revanche, la production du Portugal devrait passer de 8 500 à 10 000 tonnes.

Quotas d'exportation

Selon les professionnels, la demande mondiale d'étain (pour la ferronnerie et les soudures des circuits imprimés principalement) devrait rester stable en 1992, autour de 180 000 tonnes. Quant à la production elle enregistrerait une baisse globale de 5 000 à 10 000 tonnes pour s'élever à 155 000-160 000 tonnes. Enfin, les stocks mondiaux d'étain ont diminué de 6 000 tonnes depuis le début de l'année, ce n'est pas « que » 44 000 tonnes.

Ces perspectives réconfortantes n'empêchent pas les principaux producteurs de l'Association des pays producteurs d'étain (ATPC) de s'inquiéter. Comptant pour 60 % de la production du globe, ces sept Etats (1) ont depuis 1987 adopté des quotas d'exportation destinés à réguler le marché et à éviter des arrivages anarchiques de métal. Pour l'année en cours, le quota global d'exportation initialement prévu était de 87 091 tonnes, contre 95 849 tonnes en 1991. Mais, en réalité, la production devrait être encore inférieure et ce pas dépasser 85 000 tonnes. Explication : les prix ont été tellement bas

au cours des derniers mois (avant le début de la reprise observée ces jours-ci) que les principaux producteurs ont réduit leur activité d'extraction de la cassitérite (le minerai d'étain). D'après les opérateurs, il faudrait que les stocks mondiaux diminuent encore de moitié, à 20 000 tonnes, pour que les cours s'établissent à un niveau raisonnable. La situation connaît un mieux durable.

Si l'étain a brillé cette semaine, la plupart des métaux ferreux ont au contraire reculé. L'aluminium a subi d'une soudaine défection des acheteurs asiatiques et le nickel a vu ses stocks au LME s'accroître de 138 tonnes. Le cuivre a, en revanche, bien résisté en raison des conflits dans la métallurgie allemande. Une étude du *Metal Bulletin* indique en outre que la consommation mondiale de cuivre progressera l'an prochain de 4,5 % pour atteindre le niveau record de 9,35 millions de tonnes. Il semblerait que la production mondiale sera suffisante pour répondre à ce regain de consommation. Les stocks diminueront en conséquence de 700 000 tonnes à 200 000 tonnes. Il est vrai que, ces dernières années, les capacités de production ont été peu renouvelées ou accrues. Le Zaire devrait ouvrir une raffinerie de 100 000 tonnes à partir de juillet. C'est pour l'instant le seul gros investissement prévu dans ce secteur.

ERIC FOTTORINO

(1) Australie, Bolivie, Indonésie, Malaisie, Nigeria, Thaïlande, Zaire.

La Société des Bourses françaises installe une délégation à Strasbourg

La Société des Bourses françaises (SBF) a annoncé, jeudi 14 mai, l'ouverture d'une délégation régionale à Strasbourg, la première en dehors de l'une de ses six places traditionnelles de cotations. En installant le marché national, le 24 janvier 1991, par la fusion des six places de province avec celle de Paris, la SBF s'était déjà préoccupée à cette époque de donner un nouvel élan au développement des places financières régionales. Cette nouvelle structure, la septième en l'occurrence, dont le

représentant est M. Jean-Claude Weinert, bénéficiera de l'aide de l'association « Strasbourg place financière ».

Cette dernière, récemment créée, est présidée par M. Jean-Paul Wolff. Sa vocation clairement définie sera de rassembler « tous les acteurs de la communauté financière alsacienne autour d'un programme d'action visant à promouvoir le marché boursier et l'intermédiation bancaire de la place de Strasbourg ».

F. Bn.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Francfort mène la danse

L'Europe financière et, en fait, tous les marchés monétaires ont, en ce moment, les yeux fixés sur l'Allemagne et ses conflits sociaux, dont l'issue semble peser le plus sur la politique de la Bundesbank. Sans doute cette dernière est-elle modérément satisfaite par les 5,4 % d'augmentation obtenus par les employés des services publics fédéraux, mais ce chiffre, proposé antérieurement par le médiateur désigné, n'est pas vraiment de nature à la faire bondir, même si plus de la moitié des ces employés a rejeté l'accord, sans toutefois reprendre la grève.

Sans doute, également, les négociations entre le patronat de la métallurgie et le puissant syndicat IG Metall sont-elles assez mal engagées, avec une offre de 3,3 %, améliorable, une revendication atteignant 9,5 % et un vote communautaire en début de semaine prochaine. On estime que la Bundesbank réagira à un accord aux environs de 6 %, alors que les prospectifs s'échelonneront sur des augmentations comprises entre 5 % et 5,5 %. Certains, toutefois, rappellent qu'une branche de l'IG Metall, les chauffagistes, a obtenu 7 %.

En fait, le principal sujet d'inquiétude des opérateurs est la publication, la semaine prochaine, des chiffres sur la masse monétaire allemande, qui pourrait avoir progressé en avril, de manière « décevante », à un rythme annuel de 11 % après un bond de 9,7 % en avril. Si cela était, certains dirigeants de la Bundesbank seraient susceptibles de s'en émouvoir. De là à un nouveau relèvement des taux directeurs de la Banque cen-

trale, il y a un pas à franchir, d'autant que l'un des administrateurs les plus orthodoxes de cette banque centrale, M. Lothar Müller, président de la Zentral Bank de Bavière, reconnaît qu'un tel relèvement exercerait peu d'influence sur le rythme de délivrance des crédits, pourtant jugé trop rapide, mais, ce revanche, aurait un effet pervers sur la masse M 3, gonflée artificiellement par les transferts de liquidités sur les placements à court terme, inclus dans M 3.

Toutefois, les pessimistes rappellent que de tels raisonnements étaient tenus au début de 1991, y compris par M. Müller, et que la Bundesbank, peu après, relevait ses taux directeurs... Les optimistes, néanmoins, mettent en cause la fiabilité des données sur la progression de M 3. Lundi 18 mai, M. Oskar Issing, gouverneur de la Bundesbank et spécialiste des questions économiques, s'exprimera à Londres sur la politique monétaire de son établissement : peut-être aura-t-on quelques lumières.

A Paris, les cours du MATIF, après avoir touché 108,60, sur un départ à 108,30, ont un peu fléchi sur les événements d'Allemagne, pour terminer à 108,50. Le rendement de l'OTAT 10 ans s'est établi à 8,57 % contre 8,60 % huit jours auparavant, et l'écart avec le Bund allemand à 10 ans (7,95 %) revenait à 0,59 point, un peu plus bas depuis le 28 février dernier, après avoir dépassé 0,7 point.

Pour les analystes sur graphiques de la Société générale, « les indicateurs de tendance (Trend) sont maintenant nettement plus optimistes, l'objectif se situant à 110,4. L'analyse étonnante reste plutôt optimiste, et la probabilité d'un retour sur les sommets du début de l'année est non négligeable », avec la nécessité de franchir 108,96-109 pour valider notre scénario haussier. Un petit bémol prudence, toutefois (il en faut bien) : « Si cela n'est pas possible, la prudence sera de réguler ». Ajoutons que sur le MATIF, si l'espoir d'un abaissement prochain des taux directeurs de la Banque de France est déçu, pour l'instant la quasi-absorption des réserves obligatoires des banques, décidée la semaine dernière, et l'excellente tenue du franc continuent à nourrir des anticipations optimistes.

Sur le marché obligataire, le sentiment était plutôt réservé en fin de semaine, à la suite du fléchisse-

ment des cours sur le MATIF à la veille du week-end. A part la Société générale, qui a levé 1 milliard de francs dans son réseau, dont une partie en titres subordonnés remboursables (TSR) à 9,10 %, immédiatement souscrits dans les guichets, le Crédit foncier de France a fait cavalier seul avec, tout de même, une émission globale de 4 milliards de francs, sous l'égide du Crédit lyonnais et du Crédit agricole. Ce dernier cherchait une tranche de 1 milliard de francs, avec option pour 25 % supplémentaires, sur la base d'un coupon de 9 % à versement trimestriel « non fondant », c'est-à-dire sans investissement incorporé. Destinée aux petits porteurs âgés, avec 500 montants unitaires de 2 000 francs par titre, assez rare aujourd'hui, cette tranche a fort bien marché. Cela n'a pas été tout à fait le cas pour les deux tranches de 1,5 milliard de francs chacune, placées l'une à l'étranger, l'autre sur le marché domestique, où des problèmes de quotas autorisés se posent de plus en plus aux souscripteurs.

Plus de 1 000 milliards pour les sicav monétaires

Sur le front des sicav courtes, l'annonce des sicav monétaires a franchi, en avril, la barre des 1 000 milliards de francs à 1 008,8 milliards de francs, en progression de 9,2 milliards de francs, selon les statistiques d'Euro Performance. Les souscriptions nettes sur ces mêmes sicav ont encore augmenté, s'élevant à 8,1 milliards de francs, un peu moins importantes, toutefois, qu'en mars dernier (+ 12,8 milliards de francs). Un an plus tôt, en avril 1991, les flux avaient été négatifs (- 7 milliards de francs) pour l'ensemble des sicav court terme ; la collecte d'avril 1992 a atteint 9,8 milliards de francs. Les souscriptions nettes de sicav obligataires ont continué d'être positives : + 2,6 milliards de francs en avril, après + 2,5 milliards en mars, l'encours atteignant 311,7 milliards de francs.

En revanche, les investisseurs ont, à nouveau, délaissé les sicav actions, avec des rachats nets de 1,7 milliard de francs, bien que l'encours ait augmenté de 1,6 milliard de francs à 218,4 milliards de francs, en raison de la hausse de la Bourse.

F. R.

PRODUITS	COURS DU 15/5
Cuivre (Londres) Trois mois	1 241 (- 26) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 327 (+ 5) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	7 395 (+ 18) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Août	279,50 (+ 2,80) Dollars/tonne
Café (Londres) Juillet	734 (+ 58) Livres/tonne
Cacao (New-York) Juillet	926 (+ 17) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Juillet	357 (- 17) Centes/boisseau
Mais (Chicago) Juillet	261 Centes/boisseau
Soja (Chicago) Juillet	186 Dollars/cote

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

La course à la présidence aux Philippines

M^{me} Santiago conteste les premiers résultats et appelle ses partisans à manifester

MANILLE

de notre envoyé spécial

L'ex-général Fidel Ramos a délogé de la première place M^{me} Miriam Santiago, qui avait été pendant plusieurs jours en tête de la course à la présidence. Depuis le vendredi 15 mai, il est en tête des sept candidats. Refusant tout résultat qui ne confirmerait pas une victoire qu'elle revendique depuis le lendemain du scrutin, sur la base des premiers dépouillements - portant alors sur un infime pourcentage des voix - M^{me} Santiago a déclaré à la télévision que sa défaite ne pouvait être qu'« incompréhensible et inacceptable ».

Criant à la fraude et dénonçant un « complot généralisé » pour « tramer le peuple philippin »,

M^{me} Santiago a appelé à des manifestations de protestation. La première devait se dérouler samedi dans l'île de Iloilo, dont elle est originaire. Elle prendra la tête d'une autre manifestation prévue dimanche à Manille.

L'offensive de M^{me} Santiago - au demeurant sans surprise puisqu'elle avait déclaré à la veille des élections, au vu des sondages, que seule la fraude pouvait l'empêcher de gagner - est une réplique de la tactique qui, en 1986, servit M^{me} Cory Aquino pour envoyer le décompte des voix favorables à Marcos en faisant appel au « pouvoir populaire » (« people's power »). M^{me} Santiago a d'ailleurs qualifié son offensive de « people's power, part II ».

Il y a pourtant, cette fois, beaucoup moins d'éléments étayant la

thèse de la fraude. En 1986, la conférence épiscopale avait dénoncé les irrégularités des élections : une initiative déterminante dans la déstabilisation du régime Marcos. M^{me} Santiago ne dispose pas d'un tel « soutien moral », en dépit d'incidents divers, de l'avis général, le scrutin s'est déroulé de manière satisfaisante compte tenu des expériences passées.

Tout en notant que ces élections sont loin d'avoir été « propres et honnêtes », un groupe d'observateurs étrangers, dirigé par un membre britannique du Parlement européen, M. Joseph Wilson, a estimé qu'elles avaient été « sages et meurtrières » que les précédentes. M^{me} Santiago ne conteste pas le déroulement des élections, mais la manière dont la Commission des élections (COMELEC) procède au

décompte des voix. Celle-ci bénéficie néanmoins d'une « crédibilité » infiniment plus grande que du temps de Marcos.

Rappelant qu'avec guère plus de 10 % des voix dépouillées il était prématuré de tirer des conclusions sur l'issue du scrutin, la COMELEC a fait savoir à M^{me} Santiago que, si elle avait des critiques fondées, elle devait les porter devant le Cour suprême. Seul le Congrès, qui se réunira le 25 mai, est habilité à valider le dépouillement. Le porte-parole de la présidence a, pour sa part, appelé au calme et mis en garde contre les risques de manifestations qui, si elles dégénéraient, provoqueraient l'action de la police.

PHILIPPE PONS

Décidée à la veille de l'élection présidentielle

L'attribution de terres aux Indiens équatoriens suscite des remous politiques

Les Indiens équatoriens ont obtenu, le mercredi 13 mai, des titres de propriété sur les terres qu'ils occupent (le Monde du 16 mai). Cette décision, prise à quelques jours de l'élection présidentielle qui se tiendra le 17 mai et le 5 juin, a suscité divers remous politiques.

QUITO

de notre envoyé spécial

La marche de vingt-trois jours, au mois d'avril, depuis l'Amazonie jusqu'à Quito et le « sit-in » d'une égale durée en plein centre de la capitale équatorienne ont finalement porté leurs fruits. Les 4 000 représentants de quatre communautés indiennes - Quichuas, Swiwar, Achuar et Zaparo - ont obtenu du gouvernement les titres de propriété des terres qu'ils occupent dans leur région de l'est, dans l'est du pays, sur une superficie d'un peu plus d'un million d'hectares.

Il n'y eut point de violence, si ce n'est parfois verbale : les organisateurs, soutenus par la presse et une partie de la population, avaient souhaité un mouvement pacifique, comme pour effacer le mauvais

effet des blocages de route effectués deux ans plus tôt. Pacifique, ce mouvement n'en était pas moins très politique, avec des slogans contre la célébration du 500^e anniversaire de la découverte des Amériques, en faveur de « Cuba assésée » et, surtout, pour la reconnaissance des droits indiens sur la « terre des ancêtres ». Présente à quelques semaines des élections présidentielle et législative du dimanche 17 mai, cette dernière revendication avait de bonnes chances d'être entendue.

Protestations des colons

Le gouvernement social-démocrate du président Rodrigo Borja « est, de toute l'histoire démocratique du pays, celui qui a octroyé le plus de terres aux communautés indiennes », dit le secrétaire de l'administration publique, Gonzalo Ortiz Crespo : au total, près de 3 millions d'hectares depuis 1988, soit cinq fois plus qu'au cours des vingt-huit dernières années. « Les communautés indiennes avaient parfaitement qu'il leur fallait profiter des bonnes dispositions de l'actuel gouvernement : le climat risque de changer après l'élection présidentielle, que la droite a de bonnes

chances de remporter », assure un diplomate. Outre leurs titres de propriété, les dirigeants indiens exigent l'abandon de la « zone de sécurité » en bordure de la frontière péruvienne, ainsi qu'une modification de la Constitution permettant de déclarer l'Équateur « État pluriculturel et pluriethnique ». Aucune de ces deux revendications, vues d'un mauvais œil par les principaux partis politiques, n'a été acceptée. L'État s'est aussi réservé la propriété du sous-sol, dans un pays où la recherche pétrolière bat son plein.

Les colons, qui refusent de voir les terres qu'ils occupent en Amazonie devenir la propriété des Indiens, ont laissé exploser leur colère devant « la complicité de la veille du gouvernement ». Ils ont

bloqué plusieurs routes dès que furent connues les propositions de pouvoir. D'abord réticent à accepter un accord qui ne prenait pas totalement en compte ses revendications, le président de la Confédération des Indiens indigènes d'Équateur (CONAIE), M. Luis Macas, a ensuite estimé qu'il fallait l'accepter au plus vite, craignant que le mouvement des colons ne fasse bouillir de la neige. Le pouvoir politique acquis par les Indiens, qui représentent un tiers de la population du pays, ne fait pas, loin s'en faut, l'unanimité, et d'aucuns estiment que la reconnaissance de leurs titres de propriété risque de créer une situation explosive.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Selon le ministère du travail

20 000 emplois ont été perdus au cours du premier trimestre

Les effectifs salariés ont baissé de 0,1 % au cours du premier trimestre, soit une perte de 20 000 emplois, selon les résultats provisoires publiés vendredi 15 mai par le ministère du travail. Ce recul - le premier depuis neuf mois - équivaut à une réduction de plus de 12 000 emplois en un an alors que l'année 1991 s'était soldée par la création de 30 000 emplois (+0,2 %). Cette inflexion s'explique par l'assèchement de la demande des entreprises pour la poursuite des compressions d'effectifs dans l'industrie (baisse de 0,7 % au premier trimestre et de 2,3 % sur douze mois).

Le secteur industriel hors bâtiment (4,5 millions de salariés) ne cesse de voir ses effectifs fondre depuis deux ans. Il a perdu 30 400 emplois entre janvier et avril et près de 100 000 en un an. En revanche, le secteur du tertiaire marchant a presque compensé ce recul (apparition de 104 600 emplois nouveaux en un an), mais il parvient de moins en moins à enrayer la dégradation : au premier trimestre, il n'a pu faire apparaître que 9 400 postes de travail. Quant au bâtiment-génie civil et agricole, il a créé un millier d'emplois sur les trois premiers mois de 1992, mais il enregistre un recul de 0,9 % sur douze mois.

Conséquence de cette dégradation du marché du travail, le volume des heures de travail fournies par les travailleurs intermittents a baissé de près de 4,5 % au premier trimestre 1992 par rapport à la même période de l'an passé, selon l'UNETT (Union nationale des entreprises de travail temporaire).

La sacralisation du PDG d'une société clandestine de vigiles en région parisienne. Une société de gardiennage et de surveillance employant une quarantaine de vigiles, de façon clandestine, a été démantelée à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) par la police judiciaire. M. Jean-Claude Forest, le PDG de cette société non inscrite au registre du commerce et

Franc et livre à leur cours pivot

La légère faiblesse du mark est jugée « temporaire » à Francfort

FRANCFORT

de notre correspondant

La faiblesse du deutschemark ? Quelle faiblesse ? Le dollar est à un bas niveau contre la monnaie allemande (1,62 DM environ), et c'est ce qui compte pour la communauté financière à Francfort. Sans doute, au sein du système monétaire européen (SME), la livre britannique et le franc français sont-ils remontés ces dernières semaines face au mark, mais les banquiers partagent l'avis du ministre des finances, M. Theo Waigel, selon lequel « la position du DM n'est pas menacée » (le Monde du 16 mai).

D'une façon générale, la majorité des analystes de la communauté financière estiment que les difficultés allemandes sont surestimées par la presse étrangère et par les opérateurs sur les marchés internationaux. Les grèves, les batailles politiques sur le déficit budgétaire, les interrogations sur le redressement de l'Est donnent une idée fautive de la gravité des problèmes. A côté des mauvaises nouvelles, que personne ne nie, il en est aussi de bonnes : le taux de croissance qui a dépassé 1 % au premier trimestre, les rentrées fiscales supérieures de 10 milliards de DM à ce qui était prévu, le redressement de l'Est.

Quant aux revendications salariales, elles sont sans doute plus vives qu'attendu. Mais elles restent dans la fourchette des prévisions. La Dresdner Bank, par exemple, avait prévu que la hausse des salaires atteindrait cette année 6 % pour une inflation de 4,2 %. Allant plus loin, la banque estime même que ces chiffres se reproduiront en 1993 (4,3 % pour l'inflation et 5 %

n'ayant pas reçu l'agrément administratif, a été interpellé, mercredi 13 mai, par le service départemental de police judiciaire des Hauts-de-Seine. Il a été inculpé de travail clandestin, exercice illégal d'une activité privée de surveillance et de gardiennage, faux documents administratifs et usage, par M. Richard Teboul, juge d'instruction à Nanterre, et écroué.

Polémique à Cambridge

Jacques Derrida, docteur dérangeant

L'université de Cambridge est divisée : faut-il ou non accorder au philosophe français Jacques Derrida le titre de docteur honoris causa ? Un vote était prévu samedi 16 mai. La querelle a le mérite de bousculer une vision très insulaire de la philosophie.

LONDRES

de notre correspondant

Clochesmerle à Cambridge ? Allons donc, le débat est philosophique ! Il n'empêche, Jacques Derrida doit jubiler : comment, au bout du compte, ne sortirait-il pas de cette éminente confrontation scolastique un peu plus de clarté, ou d'obscurité significatifs ? Et l'occasion n'est-elle pas belle de secouer les vieux dogmes de la « mère des universités » qui s'essent, grosso modo depuis Erasme, d'être un foyer d'idées subversives ? Mais quelle tempête d'arrière, les augustes murs de King's, St John's et Trinity Colleges !

Cambridge est divisée comme elle ne l'a pas été depuis, dit-on, trois siècles. L'objet de tant d'effort est le philosophe iconoclaste - et français - Jacques Derrida, qui s'est remis en cause l'expression sémiotique de la pensée. Il était question d'accorder à ce prince de l'équivoque philosophique un diplôme de docteur honoris causa. Le projet, présenté par quelques-uns des plus illustres « dons » professeurs d'université, a déclenché un tourbillon sans précédent. Une cabale s'est vite formée pour dénier à l'impétrant le titre de « philosophe », et le qualifier de « charlatan » : lire Derrida, à les en croire, pourrait même irremédiablement détruire quelques neurones !

Pour trancher, le Sénat de Cambridge se réunira, samedi 16 mai, et l'on devra voter

entre peurs. Le débat est « d'arrière » et cambridgien, à la fois sérieux et divertissant. Il n'y a guère que le rival, Oxford, à s'être offert, en 1986, une si belle polémique, un refusant à Margaret Thatcher ses excès d'honneur. Mais enfin la « Dame de fer » n'était pas réputée philosophe, une qualité accordée, aux États-Unis et en France, à l'auteur de l'« Écriture et la différence », titre fameux parmi trois douzaines d'ouvrages, dont une bonne partie sont intelligibles aux étudiants, persévérants, en philosophie.

Plusieurs professeurs estiment que Cambridge sont un peu les renfermés. L'université n'est pas, psychologiquement, préparée à accepter le principe de la « déconstruction », cette approche « d'arrière » qui refuse de fixer la pensée en oppositions conceptuelles rigides : sujet/objet, corps/esprit et surtout fait/fiction devant se déconstruire. Mais, en philosophie aussi, les Britanniques sont insulaires : c'est, disent « dons » anti-derridiens, une confrontation entre la tradition de l'empirisme-positivisme anglais et ces avatars continentaux qui sont structuralisme, existentialisme et, last but not least, « déconstructionnisme ».

Combat d'arrière-garde ? On ne le saura jamais ; si les « pros » devaient l'emporter sur les « anti »-Derrida, le philosophe n'aurait pas pour autant phagocyté les certitudes de Cambridge : il ne s'agit que d'un vote en faveur du pluralisme et de la tradition libérale, rien de plus. Dès lors, l'ultime décision de Derrida ne serait-elle pas de refuser ce titre de docteur honoris causa ? Pour montrer qu'il est - et qu'il n'est pas - fêté de l'attention de Cambridge ?

LAURENT ZECCHINI

A partir du 1^{er} juin

Air France lance un programme de fidélisation pour le grand public

Air France s'inscrit dans la lignée des compagnies américaines, la compagnie aérienne lancera un programme de fidélisation « Fréquence Plus Air France » donnant droit à des billets offerts. Chaque client voyageant à plein tarif pourra bénéficier de ce dispositif qui lui donnera droit par capitalisation de points, à des billets sur environ deux cents destinations, à des surclassements ou à des excédents de bagages.

Les points seront acquis lors de voyages à plein tarif sur les lignes non métropolitaines des compagnies du groupe (Air France, UTA et les vols européens d'Air Inter) en fonction de la distance parcourue, de la classe choisie et du tarif acquitté. Ils pourront être cumulés sur une période de dix-huit mois et une consultation permanente de la position du « compte » de points sera possible sur Minitel. L'adhérent pourra utiliser ses droits en billets pour lui ou pour une personne de son choix.

A titre d'exemple, il faudra, pour gagner un billet aller-retour Paris-Nice, totaliser 600 points, soit l'équivalent de quinze allers simples Paris-Londres ou cinq allers simples Paris-New-York. Un billet aller-retour sur les Antilles sera obtenu avec un total de 1 800 points, soit trente allers simples Paris-Rome ou douze vols simples Paris-New-York.

Air Inter, filiale d'Air France, qui a annoncé son intention de lancer son propre programme de fidélisation à l'automne (le Monde du 14 mai), risque d'être le principal débiteur de celui de la compagnie nationale, ses vols étant plus facilement accessibles. Toutefois, le système « Fréquence Plus » prévoit de limiter les droits d'un adhérent à deux billets par an à l'intérieur de la métropole.

Le programme de fidélisation « Distance Plus » d'UTA (filiale d'Air France) sera maintenu. Lancé en mai 1988, ce système, similaire à celui qui va lancer Air France, compte aujourd'hui environ 23 000 adhérents. La compagnie nationale souhaite par ailleurs étendre son programme « Fréquence Plus » aux pays étrangers d'ici à la fin de l'année.

M. L.

SOMMAIRE

DATES

Il y a cent ans, le choléra envahit l'Empire des tsars 2

ÉTRANGER

La fin de la visite de M. Mitterrand dans les pays baltes 4
Suisse : servitude et grandeur de la démocratie directe 4
Loin des capitales : Belojenniz (Hongrie), dernier flot communiste grec à l'Est 4
Madagascar s'enfonce dans le marasme 6

POLITIQUE

Deux sondages indiquent que les Français souhaitent un référendum sur l'Union européenne 7
M. Le Pen lance une campagne sur « l'Europe des patries » 7
La préparation du congrès du PS 7
Les travaux de l'Assemblée nationale 8
Livres politiques : « Breteux de droite », par André Laurens 8

SOCIÉTÉ

Record de chaleur en Europe 12
Environnement : la surexploitation des forêts cambodgiennes 12
Les grands prix de l'Académie des sciences (suite) 12
Prélèvements d'organes : « La mort violée » 13
Une exposition à la Grande Arche de la Défense sur les exclusions 13

HEURES LOCALES

Des communes au bord du gouffre
Des collectivités locales très convoitées
Multinationale ou

goût de tannin • Seine-et-Marne Express ignore Paris • Médiateur volontaires à Mulhouse • Vers le fin de la décentralisation • Une intercommunalité à deux vitesses 9 à 11

CULTURE

La 45^e Festival de Cannes : Il Lado di bambini, de Gianni Amelio en Sélection officielle ; le bilan de la Semaine de la critique ; la préparation du nouveau film de Souleymane Cissé : les projets du Studio Disney 14 et 15

ÉCONOMIE

Le marché financier canadien réagit favorablement à la suspension des créances du groupe Olympia et York 17
New-York esrime pour son parc immobilier 17
En Grande-Bretagne : Canary Wharf obtient un répit 17
Revue des valeurs 18
Crédits, changes, grands marchés 19

Services

Abonnements 2
Carnet 15
Météorologie 13
Mots croisés 8
Télévision 16
Spectacles 15

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévisions »
Le numéro du « Monde » daté 16 mai 1992 a été tiré à 468 871 exemplaires.